

LE MONDE. *diplomatie*

RAPPROCHER
LE MICRO
DE LA FENÊTRE

PAR DANIEL MERMET

Page 3.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 722 - 61^e année. Mai 2014

UNE AUTRE FORME D'EXPRESSION POLITIQUE

Ce que s'abstenir veut dire

Depuis quinze ans, l'élection du Parlement européen ne mobilise qu'une minorité d'électeurs. La montée de l'abstention est devenue un phénomène marquant de la vie démocratique française. On l'observe en particulier au sein de l'électorat traditionnel de la gauche, découragé par les politiques gouvernementales.

PAR CÉLINE BRACONNIER
ET JEAN-YVES DORMAGEN *

EN France, les dernières élections municipales, les 23 et 30 mars 2014, ont suscité un déluge de commentaires sur la montée de l'extrême droite. Certains sont allés jusqu'à y voir un quasi-plébiscite local en faveur du Front national (FN). Ce flot de déclarations, d'articles et de reportages télévisés contraste avec ce qui constitue la donnée majeure du scrutin, et plus généralement de tous les scrutins depuis trente ans : le taux record d'abstention, dont l'étude précise conduit à nuancer les analyses produites à chaud.

Si la progression du FN par rapport aux municipales de 2008 est incontestable, elle n'en demeure pas moins contenue. Dans les quatre cent quinze villes de plus de dix mille habitants où il présentait des listes, le parti d'extrême droite a obtenu un pourcentage des suffrages exprimés inférieur à celui de M^{me} Marine Le Pen à la présidentielle de 2012. Rapportée au total des inscrits, la «poussée frontiste» dans ces villes

s'avère encore plus relative : alors que M^{me} Le Pen avait conquis 12 % des inscrits au premier tour de 2012, le FN n'en a réuni que 8 % au premier tour des dernières municipales.

Même chose s'agissant de la « vague bleue ». La droite a certes remporté cent soixante-deux communes de plus de dix mille habitants, soit l'un de ses plus grands succès sous la V^e République. Mais une autre donnée est passée largement inaperçue : dans ces villes, les listes de droite – même si l'on y inclut le Mouvement démocrate (Modem) – ont mobilisé moins d'électeurs en 2014 qu'en 2008 (1), alors même que la droite parlementaire avait obtenu un très mauvais résultat lors de ce dernier scrutin. Ce paradoxe apparent s'explique en partie par les caractéristiques de l'abstention. Légèrement affaiblie, la droite s'est imposée en 2014 grâce à la démobilisation encore plus massive des votants de gauche.

(Lire la suite page 4.)

(1) 25,1 % des inscrits au premier tour de 2014, contre 26,8 % au premier tour de 2008.

CONTRE L'OBSESSION DES PARTICULARISMES CULTURELS

L'universalisme, une arme pour la gauche



JOSEP GRAU-GARRIGA. – « Read Line »
(Ligne de lecture), 1970

APRÈS un hiver que l'on croyait sans fin, on assiste au retour d'une résistance mondiale contre le capitalisme, ou du moins contre sa variante néolibérale. Cela faisait plus de quarante ans qu'un mouvement de ce type n'avait pas surgi à l'échelle de la planète. Au cours des dernières décennies, le monde a certes connu des secousses sporadiques, de brefs épisodes de contestation qui ont perturbé ici ou là l'inexorable propagation de la loi du marché ; rien de comparable, toutefois,

* Professeur associé au département de sociologie de l'université de New York. Auteur de *Postcolonial Theory and the Specter of Capital*, Verso, Londres, 2013. Une version de ce texte est parue dans l'édition 2014 de la revue *Socialist Register*, The Merlin Press, Londres, 2013.

avec ce dont nous avons été les témoins en Europe, au Proche-Orient et sur le continent américain à partir de 2010.

Cette réémergence a également mis au jour les ravages produits par le reflux des trente dernières années : les ressources dont disposent les travailleurs n'ont jamais été si faibles ; les organisations de gauche – syndicats, partis – ont été vidées de leur substance, quand elles ne se sont pas rendues complices du règne de l'austérité. La faiblesse de la gauche n'est pas uniquement d'ordre politique ou organisationnel : elle s'affirme tout autant sur le plan théorique.

Les défaites en rase campagne accumulées se sont en effet accompagnées d'un spectaculaire pilonnage intellectuel. Non que les idées de transformation sociale aient déserté le paysage : les intellectuels progressistes ou radicaux continuent d'enseigner dans nombre d'universités, du moins aux États-Unis. Mais c'est le sens même de la radicalité politique qui a changé. Sous l'influence des théories poststructu-

ralistes* (les astérisques renvoient au glossaire page 23), les concepts de base de la tradition socialiste sont devenus suspects, voire dangereux.

Pour ne prendre que quelques exemples, affirmer que le capitalisme possède une structure coercitive réelle qui pèse sur chaque individu, que la notion de classe sociale s'enracine dans des rapports d'exploitation parfaitement tangibles, ou encore que le monde du travail a tout intérêt à emprunter des formes d'organisation collectives – autant d'analyses considérées comme évidentes à gauche durant deux siècles –, passe aujourd'hui pour terriblement suranné.

Amorcée par l'école poststructuraliste, la répudiation du matérialisme et de l'économie politique a fini par prendre force de loi au sein de la plus récente des chapelles de ce courant, mieux connue aujourd'hui dans le monde universitaire sous le nom d'études postcoloniales*.

(Lire la suite page 22.)

La machine à punir

PAR SERGE HALIMI

QU'EST devenu le rêve européen ? Une machine à punir. A mesure que le fonctionnement de celle-ci se perfectionne, le sentiment s'installe que des élites interchangeables profitent de chaque crise pour durcir leurs politiques d'austérité et imposer leur chimère fédérale (1). Ce double objectif suscite l'adhésion des conseils d'administration et des salles de rédaction. Mais, même en ajoutant à ce maigre lot les rentiers allemands, quelques prête-noms luxembourgeois et bon nombre de dirigeants socialistes français, on n'élargit pas démesurément l'assise populaire de l'actuel « projet européen ».

L'Union ne cesse de rabrouer les États qui n'ont pas pour souci prioritaire de réduire leur déficit budgétaire, y compris quand le chômage s'envole. Comme ils obtiennent en général sans se faire prier, elle leur impose aussitôt un programme de rectification comportant des objectifs chiffrés à la décimale près, assorti d'un calendrier d'exécution. En revanche, quand un nombre croissant de patients européens doivent renoncer à se faire soigner faute de ressources, quand la mortalité infantile progresse et que le paludisme réapparaît, comme en Grèce, les gouvernements nationaux n'ont jamais à redouter les foudres de la Commission de Bruxelles. Inflexibles lorsqu'il s'agit de déficits et d'endettement, les « critères de convergence » n'existent pas en matière d'emploi, d'éducation et de santé. Pourtant, les choses sont liées : amputer les dépenses publiques signifie presque toujours réduire dans les hôpitaux le nombre de médecins et rationner l'accès aux soins.

D'avantage que « Bruxelles », exutoire habituel de tous les mécontentements, deux forces politiques ont promu la métamorphose des dogmes monétaristes en servitude volon-

taire. Depuis des décennies, socialistes et libéraux se partagent en effet le pouvoir et les postes au Parlement européen, à la Commission et dans la plupart des capitales du Vieux Continent (2). Ultralibéral et partisan de la guerre d'Irak, M. José Manuel Barroso fut d'ailleurs réélu président de la Commission européenne il y a cinq ans à la demande unanime des vingt-sept chefs d'État et de gouvernement de l'Union, socialistes compris, même si chacun reconnaissait alors la médiocrité époustouflante de son bilan.

Rivalisent en ce moment pour lui succéder un social-démocrate allemand, M. Martin Schulz, et un démocrate-chrétien luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker. Un débat télévisé les a « opposés » le 9 avril dernier. Lequel des deux estima que « la rigueur est nécessaire pour regagner la confiance » ? Et lequel lui répliqua que « la discipline budgétaire est inévitable » ? Au point même que le premier, pour qui les « réformes » impitoyables de son camarade Gerhard Schröder constituent « exactement le modèle » à suivre, laissa échapper : « Je ne sais pas ce qui nous distingue. » Certainement pas en tout cas la volonté de fermer la caserne économique européenne.

(1) Lire « Fédéralisme à marche forcée », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

(2) Le 7 juillet 2009, le Parti populaire européen (PPE, droite) et les socialistes ont signé un « accord technique » au terme duquel l'ultraconservateur polonais Jerzy Buzek a présidé le Parlement européen de juillet 2009 à janvier 2012, et le social-démocrate allemand Martin Schulz lui a succédé.

On annonçait la « fin de l'histoire »,
les années 1990, plurielles et engagées,
étaient en réalité le début de quelque chose



408 pages, 22 €

www.editionsladeouverte.fr

M 02136 - 722 - F: 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 200 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$C, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$US, Grande-Bretagne : 4,50 €, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 30 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

RADIO FRANCE, UN TRÉSOR NATIONAL GÂCHÉ PAR LE CONFORMISME

Rapprocher le micro de la fenêtre

Deux choses tétanisent les dirigeants de Radio France : les enquêtes d'audience, reflet d'une logique commerciale, et la nomination de leur président, effectuée sous influence politique. Informer, instruire, divertir : les termes du trip-tique fondateur de la radiodiffusion publique ont connu des fortunes diverses. A la Libération, le troisième ne supplantait pas les deux premiers.

PAR DANIEL MERMET *

LES auditeurs reviennent toujours. On pourrait graver cette phrase en lettres d'or au fronton de la Maison de la radio. Quand l'audience décline, quand un président arrive, quand un humoriste se fait vrier, quand l'actualité ne fait pas recette, il y a toujours une voix placide dans l'ascenseur pour dire : « *Bah ! les auditeurs reviennent toujours !* » Un directeur se demandait même un jour ce qu'il faudrait faire pour que les auditeurs s'en aillent une fois pour toutes.

Pour France Inter, deuxième radio généraliste du pays avec plus de cinq millions d'auditeurs quotidiens, l'audience ressemble en effet à un long fleuve tranquille. Pas plus de trois grosses fâcheries en quarante ans. En 1974, lors de l'éclatement de l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) ; en 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'abolition du monopole et l'explosion des radios libres ; et enfin en mai 2005, avec le référendum sur le traité constitutionnel européen (TCE) : le « non » l'a largement emporté (54,7% des voix) alors que la rédaction de France Inter avait milité avec ferveur en sens inverse. Chaque fois, les auditeurs sont revenus.

Une fois par trimestre, la publication des chiffres d'audience par le très opaque institut de sondage Médiamétrie distille pourtant l'angoisse dans les couloirs de France Inter. Surtout à proximité du bureau directorial. S'en échappent des volutes de discours avantageux sur la grandeur du service public et la

complexité chez Edgar Morin. Mais, en vérité, tout se résume au tracé d'une flèche vers le haut ou vers le bas.

A la machine à café, journalistes et petites mains dénoncent rituellement le mode de confection des enquêtes Médiamétrie, dont sont actionnaires les grandes radios privées, avant tout soucieuses de déterminer leurs tarifs publicitaires. Ce qui ne concerne pas la radio publique, affranchie de cette contrainte, mais également actionnaire de l'institut.

Incapable d'affirmer sa différence en lui redonnant un sens et une ambition, la radio publique a néanmoins fini par s'aligner sur la loi du marché. Imaginez un cheval libre, pouvant courir à son gré à la découverte des grands espaces et qui, faute d'esprit et de désirs, viendrait immanquablement s'aligner auprès des chevaux de labour creusant leur sillon pour le compte d'une société lucrative. L'audience est devenue la seule boussole de France Inter. Le « beaucoup » a tué le « pourquoi ». Les rebelles de la machine à café le clament : toutes les grandes conquêtes de l'esprit, les grandes émancipations collectives apparaissent d'abord minoritaires et subversives. Dans les idées, en art, en politique. Avec Médiamétrie, pas de Galilée, ni de Vincent Van Gogh, ni d'Albert Einstein ; même pas un Pierre Desproges. Et Edgar Morin, sa flèche monte ou descend ? Le principe des affaires a contaminé les valeurs du service public de la radio et menace de lui faire la peau. Comme à La Poste, comme dans la santé, l'enseignement, la recherche...

De la différence à la distinction

PARTOUT, l'Eglise de chiffrologie étend son règne. A Radio France, quatre fois par an, devant un aréopage pénétré, des chiffres magiques sont projetés sur un écran. Ils sont interrogés et savamment interprétés selon des rites empruntés aux antiques devins scrutant le vol des oiseaux ou les entrailles des poulets avant d'émettre un avis qui vient confirmer les ordres forcément exqu coast de l'empereur.

Assurément, on fait de la radio pour être écouté ; on veut connaître la réponse des auditeurs. Mais tout autre mode d'évaluation de l'audience a été abandonné. Qualité, utilité, service, débat sur et avec le public : d'autres enquêtes sont possibles, qui guideraient le navire vers les grands horizons.

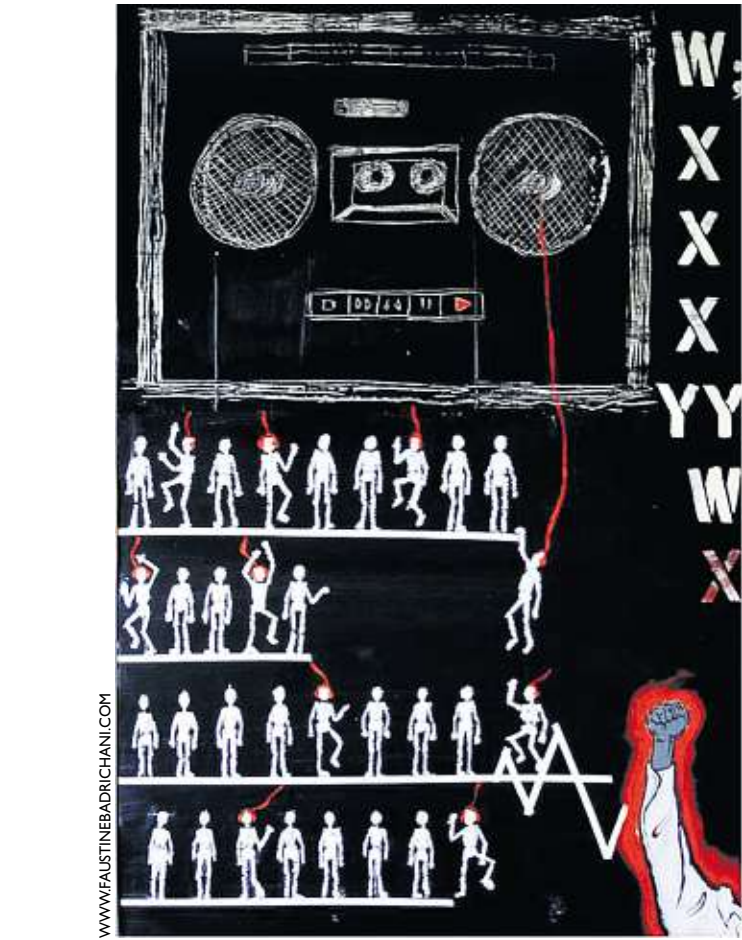
« Ecoutez la différence » était le slogan de France Inter à la fin des années 1970. Docement, le directeur expliquait alors qu'il s'agissait de la différence entre un client et un citoyen. Les radios commerciales s'adressent à un client ; la radio publique, à un citoyen ; l'obsession de l'audience relève du secteur privé ; l'ambition de l'audience, du service public. Applaudissements garantis. « La différence »... La formule a été reprise récemment. Mais il s'agit de tout autre chose : de distinction. Ecouter France Inter vous distinguerait du commun des mortels. L'actuel directeur, M. Philippe Val, le revendique : « *France Inter, ça se mérite, c'est pas beau, pas démagogique, pas vulgaire.* » Comme naguère dans nos colonies, M. Val s'est senti investi d'une mission civilisatrice, mais destinée à un public circonscrit : « *La meute m'emmerde et j'emmerde la meute.* » (1)

Ce mépris marque une rupture avec le « grand public » des auditeurs de France Inter. Dans un message de décembre

dernier, l'un d'eux mit en évidence l'élitisme de sa radio : « *Généraliste, elle est donc censée traiter de tous les sujets. J'ai passé en revue cinquante-cinq émissions. Si l'on exclut les tranches d'information, on s'aperçoit que presque tous les programmes sont au service exclusif de l'industrie culturelle. Si vous êtes chanteur, musicien, acteur, metteur en scène, écrivain, vous avez une petite chance qu'on parle de vous ou de votre univers artistique. Pas moins de dix émissions sur la musique, au moins huit magazines multiculturels. Le cinéma, le théâtre sont gâtés, mais la science, l'histoire, l'économie ne sont pas oubliées, ni nos amis les bêtes, la grande cuisine et le sexe à minuit. L'auditeur cultivé et diplômé est donc choyé. Mais les sujets qui préoccupent au plus haut point les citoyens ont-ils leur émission ? Quid de l'emploi et du travail, de la santé et de la protection sociale, du logement, par exemple ? Ah, si : le dimanche, entre 13 h 20 et 13 h 30, le magazine "Périphéries" traite de la banlieue et de ceux qui y vivent ! La voix est libre, mais l'élitisme la rend inaudible au plus grand nombre.* »

Et les auditeurs reviennent toujours... De fait, les infidèles sont toujours rentrés au bercail. Les explications ne manquent pas : la qualité, le talent, le génie du directeur, le lien passionnel des Français avec leur radio publique... Reste cependant l'argument le plus efficace : « *Il n'y a pas de publicité.* » Et l'on sait à quel point les Français sont publiophobes.

Or Radio France est financé par une redevance clairement affectée à l'audio-visuel public. Chaque année, 650 millions d'euros assurent l'existence du premier groupe radiophonique français avec ses sept radios nationales, ses quatorze millions d'auditeurs quotidiens, ses quatre mille sept cent vingt-sept collaborateurs permanents, dont sept cents journalistes. Et avec une bien belle voiture avec chauffeur pour le président d'une bien belle société de service public.



FAUSTINE BADRICHANI. – « Radio », 2010

feur pour le président d'une bien belle société de service public.

Ressources humaines, ressources techniques et budgétaires : voilà un exemple parfait pour qui voudrait défendre le service public. En effet, on ne redoute pas les effets de la mondialisation, ni les diktats de Bruxelles. Bien des atouts, donc, pour élaborer des politiques ambitieuses dans tous les domaines, le profit n'étant pas le but.

Mais alors quel est-il ? En décembre 2013, le cinquantième anniversaire de France Inter a permis à beaucoup de découvrir les archives de leur propre histoire. Les experts de 1963 préoyaient que la télévision réduirait bientôt la radio à un fond sonore. Pourtant, dans son allocution à l'inauguration de la Maison de la radio, le président de la République, Charles de Gaulle, exprimait une autre ambition : « *Comme ce qui est utile aux âmes ne l'est qu'en vertu d'une grande cause et comme nous avons choisi la nôtre, il faut que la radio française, tout en captant sans parti pris et en répandant sans exclusive les courants de l'événement, de l'art, de la science et de la politique, concoure à la liberté, à la dignité et à la solidarité des hommes.* »

En vérité, la radio publique était née vingt ans auparavant, très précisément le 20 août 1944.

Comme la presse, la radio s'est alors vautreée dans la collaboration. A cette époque, elle incarne à la fois l'aile de la liberté (« Ici Londres... ») et l'arme du crime. « *Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand* » : cette chansonnette de Pierre Dac se fredonne lèvres fermées dans le couloir du dernier métro.

Le 17 août 1944, Radio-Paris cesse d'émettre. Au 116, avenue des Champs-Élysées, les collaborateurs fuient le navire en mettant le feu aux archives. Au 37, rue de l'Université, ils sont quelques-uns qui attendent depuis longtemps cet instant. De jeunes résistants planqués dans un studio de la radio... de Vichy ! Tout en travaillant là, ils ont constitué en 1943, clandestinement, à l'initiative de Jean Guignebert, un groupe de résistance : le Comité de libération de la radio. En fait partie un certain Pierre Schaeffer, en liaison avec la Résistance intérieure. Dans le ventre de l'ennemi, ils résistent. Ils entendent assurer la relève le moment venu.

Le 18 août, profitant de la débandade, ils prennent possession des locaux et mettent tout au point, micro, antenne, matériel. L'ennemi est encore là, dans la rue, sous les fenêtres ; des tirs résonnent, des chars au loin, des sirènes. Dimanche 20 août sera le grand jour. Grâce à un émetteur clandestin mis en place par le réseau de résistance des PTT, on les entend pour la première fois. L'émotion est à son

comble. A 22 h 30, *La Marseillaise* retentit : la première à la radio depuis l'armistice de 1940. Quatre ans. Puis Pierre Crénese, journaliste et reporter, annonce : « *Ici... Radiodiffusion de la nation française.* » Ce sera la seule phrase prononcée sur fond de *Marseillaise*. Il est 22 h 31, et notre radio vient de naître.

La Radiodiffusion de la nation française (RNF) deviendra la Radiodiffusion française en mars 1945, puis la Radiodiffusion-télévision française (RTF) en 1949, puis l'ORTF en 1964, enfin Radio France dix ans plus tard. La Résistance constitue donc son soubassement, son souffle initial. Le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) entendait « *assurer la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances de l'argent et des influences étrangères* ». L'indépendance à l'égard des puissances d'argent a tenu. Et voici pourquoi il n'y a pas de publicité, pourquoi les auditeurs reviennent toujours.

Mais, sous le ciel plombé de la crise, certaines fines oreilles disent percevoir le sifflement de la grande faux qui emporte les services publics. Radio France, menacé ? On ne sait pas. On ne sait pas grand-chose de la radio en général. Quatorze millions d'auditeurs par jour pour celle-ci, et aucune critique. Trop volatil, trop plébien ? Historiens et chercheurs n'ont jamais accordé un grand intérêt à ce média, pourtant mêlé à la vie de milliards d'hommes dans le monde. En France, quelques universitaires, quelques valeureux ouvrages ou sites, mais bien peu de chose en regard de la puissance de la radio dans la fabrique de l'opinion, de la sensibilité, du conformisme, du langage, de l'imaginaire. Bien peu de chose sur ce prodigieux moyen d'éducation populaire susceptible de combattre la fracture culturelle, de favoriser l'émancipation collective et l'épanouissement individuel.

L'éducation nationale fait l'objet de réformes et de débats constants. Rien de tel pour Radio France, qui, du seul fait de son audience, joue un rôle majeur dans la culture de tout un pays. Pourquoi ? Du côté des experts et des intellectuels professionnels, chacun a une œuvre en cours, un film ou un livre en promotion. Nul n'a donc très envie de « mordre la main » d'une station où la phrase la plus prononcée est « *Je rappelle le titre de votre livre.* »

Dans le tout premier reportage de la RNF, le 21 août 1944, on est dans la rue, dans la vie, dans l'histoire en direct place de la République, au milieu des tirs et des barricades. Il faut se mettre à l'abri pour faire entendre la voix de Georges Bidault parlant au nom du CNR, entrecoupée par des rafales toutes proches. Avant les discours et les commentaires, cette radio dit l'inouï, ce qui n'a encore jamais été entendu. Le lendemain, dans l'ivresse de la Libération, le speaker se dit « *dûment mandaté par le secrétaire général de l'information pour requérir messieurs les curés de faire sonner immédiatement les cloches à toute volée pour annoncer l'entrée des Alliés à Paris.* »

Et les cloches de Paris se mettent à sonner. Au loin, d'abord, puis plus proches. Au micro, la voix inquiète et joyeuse ajoute : « *Il faut rapprocher le micro de la fenêtre.* »

(1) *Télérama*, Paris, 2 décembre 2013.

A l'occasion du 60^e anniversaire du journal

Les rencontres du Monde diplomatique

Vendredi 16 et samedi 17 mai 2014
à l'université Paris-VIII, amphithéâtre D 001
2, rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis

Une conférence inaugurale

« A quoi sert un journal ? »
par Serge Halimi, directeur du *Monde diplomatique*

Deux films en avant-première

Réponses diplomatiques et *Les ânes ont soif*
avec le réalisateur Pierre Carles

Quatre tables rondes - débats

- Du Chili au Japon : pourquoi *Le Monde diplomatique* est-il le plus international des journaux français ? »
- « Révoltes arabes, transformations politiques en Amérique latine, mouvements de contestation en Amérique du Nord et en Europe : quelles leçons pour l'émancipation des peuples ? »
- « Etats-Unis - Europe : existe-t-il un modèle occidental ? »
- « Un autre monde est possible, suite... Les nouveaux territoires de la bataille des idées »

avec Anne-Marie Autissier, Mireille Azzoug, Benoît Bréville, Pascal Boniface, Bernard Cassen, Régis Debray, Dominique Franceschetti, Susan George, Alain Gresh, Serge Halimi, Renaud Lambert, Marc Le Glatin, Frédéric Lordon, Evelyne Pieiller, Anne-Cécile Robert, Roberto Romero, Christophe Ventura

* Journaliste, producteur de l'émission « La-bas si j'y suis », diffusée du lundi au jeudi à 15 heures sur France Inter.

PROMESSE D’UN ÉCOSOCIALISME MUNICIPAL ?

« Le Rouge et le Vert » s’écrit à Grenoble

Le Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes a largement remporté les élections municipales à Grenoble, fin mars. Localement, la possibilité d’une réappropriation des services publics, d’un progrès social et d’une transition énergétique peut donc mobiliser les électeurs tout en faisant reculer l’extrême droite. Cette chronique du XXI^e siècle s’inscrit toutefois dans l’histoire particulière de la cité alpine.

UNE ENQUÊTE DE PHILIPPE DESCAMPS

Le lycée Emmanuel-Mounier représente bien autre chose que cette longue barre de béton, délabrée faute d’entretien, le long de laquelle les voitures filent vers la Maison de la culture. En pénétrant dans l’immense cour goudronnée parsemée de rares platanes, on aperçoit quelques fresques défraîchies. Elles témoignent des années expérimentales, qui mêlaient l’escalade et la danse, l’émancipation par la connaissance, la culture ou le sport. Bâti en 1965 à mi-chemin entre le centre-ville et les quartiers populaires du sud, ce lycée demeure l’emblème de la mixité sociale, ainsi que des espoirs placés dans l’éducation publique.

Après trois années de mobilisation contre les attermolements de la municipalité, professeurs, élèves et parents ont obtenu la reconstruction de l’établissement sur le site et le maintien des cours. Manifestations festives et recours gagnants devant le tribunal administratif ont permis d’annuler la fermeture annoncée en 2011 par le président socialiste de la région Rhône-Alpes, M. Jean-Jack Queyranne. Et trois citoyens impliqués dans cette bataille siègent désormais au conseil municipal de Grenoble, ville de cent cinquante-neuf mille habitants dont le Parti socialiste (PS) a perdu la gestion le 30 mars dernier.

L’une des finesses du Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes a été de s’inscrire dans l’histoire d’une ville frondeuse, inventive, et d’en reprendre le récit. Il a obtenu la majorité des sièges avec 40 % des voix, contre 27,4 % à la liste du PS et du Parti communiste (PC), 24 % à l’Union pour un mouvement populaire (UMP) et 8,52 % au Front national (FN). Comme une façon de prolonger son clip

de campagne, qui débute par la journée des Tuiles et les émeutes de Grenoble en 1788, préludes à la Révolution française...

Ici, la victoire d’une autre gauche ne relève pas tout à fait de la surprise. Nous sommes dans une cité qui, avec Hubert Dubedout, maire de 1965 à 1983, se présenta comme le laboratoire de la « deuxième gauche », puis témoigna de l’épuisement et des renoncements de ce courant sous la conduite de M. Michel Destot, installé à la mairie depuis 1995. Dans un environnement montagnard omniprésent, une tendance écologiste et autogestionnaire anime les campagnes électorales depuis 1977 et les 9,1 % obtenus alors par la liste Grenoble écologie. A la suite de M^{me} Geneviève Jonot, professeure à Mounier et première élue en 1983, les « écolos » ont siégé dans tous les conseils municipaux. Ils ont souvent agacé les autres élus par une attitude de contre-pouvoir perpétuellement critique, y compris lors de leur participation à la majorité communale avec l’ensemble de la gauche, de 1995 à 2008.

L’inspiration du « collectif Mounier » vient autant des comités de l’après-68 (contre le nucléaire, la guerre du Vietnam, l’apartheid en Afrique du Sud, ou pour la défense du parc de la Vanoise) que des mouvements altermondialistes. Parmi d’autres particularités, les luttes grenobloises présentent celle d’aboutir parfois devant les tribunaux. En 1996, la condamnation à cinq ans de prison pour corruption de l’ancien maire Alain Carignon (1983-1995) avait révélé un travail de fond pour l’accès aux informations, la mise en débat et le contrôle des politiques publiques. Les batailles menées ont permis le retour du service des eaux en régie

municipale et donné un coup d’arrêt à de nombreux projets : rocade sous le massif de la Chartreuse, aménagements urbains à l’entrée de la ville, etc.

Légitimée par ces combats, l’Association démocratie écologie solidarité (ADES) anime ce mouvement « rouge et vert » sous différents noms depuis plus de trente-cinq ans. Au cours des dernières années, elle a mis son savoir-faire au service des « Mounier », des usagers des services publics ou des riverains de petits ou grands projets inutiles. « Ne plus appartenir à la majorité municipale depuis 2008 nous a permis de nous reconnecter avec les réseaux et d’en reconstruire d’autres », concède M. Vincent Comparat, pilier du mouvement depuis 1982. Avec des militants fidèles, mais vieillissants, l’ADES devait élargir sa base.

Création de services publics locaux

Responsable du Parti de gauche (PG) en Isère, M. Alain Dontaine raconte le rapprochement : « Dès la création du PG, en 2009, nous avons livré des combats communs avec l’ADES, sur la rocade nord, la Compagnie de chauffage, Mounier, etc. Puis nous avons gagné notre place grâce à notre force militante sur le terrain. Rapidement, une alchimie s’est produite entre les personnes. »

Vu de Paris, le PG souhaite une victoire contre le PS. Europe Ecologie - Les Verts (EELV) veut éviter une concurrence sur sa gauche et rêve d’un parachutage. Localement, le souci ancien de la question sociale chez les écologistes et un vrai intérêt pour la transition écologique des militants du PG rapprochent les hommes. L’ADES joue les entremetteurs, mais impose la mise à distance des états-

majors : « Ni Duflot ni Mélenchon (1) ! » A l’occasion des élections législatives de 2012, elle ouvre les colonnes de son journal aux candidats des deux partis. Une nuit, M. Dontaine, candidat du PG, rencontre M. Eric Piolle, candidat d’EELV, un pot de colle à la main, tout près de la mairie. Les deux rivaux décident de partager les panneaux d’affichage...

Depuis, ils œuvrent ensemble pour dépasser le cartel d’organisations, comme l’explique M. Piolle, le nouveau maire : « Il fallait commencer par le projet, sur lequel nous avons travaillé pendant des mois. Sur cette base sont venus les soutiens des mouvements politiques. Ensuite, seulement, nous avons constitué la liste. » Quatre forces principales se retrouvent. Outre EELV, le PG et l’ADES, les Réseaux citoyens assurent la mobilisation de militants non encartés. Deux autres composantes du Front de gauche et du mouvement Ensemble! (Les Alternatifs et la Gauche anticapitaliste) complètent le tout.

L’investissement dans les questions locales, le visible, permet d’éviter les sujets de discorde, comme l’Union européenne. Les écologistes grenoblois tempèrent certaines positions d’EELV, plus punitives contre l’automobile ou moins regardantes face aux intérêts privés. Le flou demeure sur certaines questions non tranchées, comme le stationnement ou le nombre de logements à construire. Les discussions aboutissent à un programme touffu de cent vingt propositions (2), qui témoigne moins d’une rupture globale que de radicalités concrètes.

Tout Grenoblois pourra pétitionner pour imposer un sujet de délibération au conseil municipal ou une votation communale. Les conseils citoyens

(1) M^{me} Cécile Duflot, première secrétaire nationale d’EELV de novembre 2010 à juin 2012; M. Jean-Luc Mélenchon, coprésident du PG.

(2) Pour le détail : www.unevillepourtous.fr

Ce que s’abstenir veut

(Suite de la première page.)

Depuis près de trente ans, à chaque consultation, l’abstention bat un nouveau record. Seule la présidentielle échappe – pour l’instant – à cette loi d’airain. Lors des municipales de 1983, 20,3 % des inscrits s’étaient abstenus au second tour ; en mars dernier, ils étaient 37,8 %.

Si l’on ajoute les personnes qui ne sont pas inscrites sur les listes (7 % de la population qui pourrait l’être), le non-vote avoisine les 50 % lors des scrutins européens, régionaux, cantonaux, et même législatifs et municipaux. Cette crise de la participation, en passe de devenir le fait majeur des élections en France, est encore plus frappante dans les communes urbaines, où les votants sont d’ores et déjà minoritaires : au premier tour des municipales de 2014, la participation n’a été que de 56,5 % dans les neuf cent quatre-vingts villes de plus de dix mille habitants. Et elle a même chuté à 53,8 % dans les villes de plus de cent mille habitants. Si l’on comptabilise la non-inscription, les conseils municipaux des plus grandes villes ont été désignés par une minorité de citoyens en âge et en droit de voter.

Le problème s’avère d’autant plus sérieux que cette minorité votante n’est pas repré-

sentative, socialement et politiquement, du corps électoral dans son ensemble. Avec cette conséquence que l’abstention modifie substantiellement le résultat des élections.

Ne pas voter obéit en effet à de forts déterminismes sociaux, constants dans le temps. Tout d’abord, l’âge – en particulier lors des scrutins locaux. Contrairement aux jeunes, les seniors demeurent très

Un maire désigné par 12 % de la population

Du fait de l’abstention, on constate également une surreprésentation des catégories les moins affectées par la précarité et l’instabilité professionnelle. En 2008, un écart d’une vingtaine de points séparait la participation des fonctionnaires ou des indépendants de celle des intérimaires et, dans une moindre mesure, des chômeurs.

Ces déterminants générationnels et sociaux trouvent leur prolongement dans de fortes inégalités territoriales de participation. Avec leur population jeune et défavorisée, les quartiers de grands ensembles et d’habitat social connaissent ainsi une non-participation (non-inscription et abstention) qui peut atteindre des proportions impressionnantes. Dans l’est de Saint-

mobilisés. La comparaison des taux de participation par tranches d’âge établie par l’Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) (2) révèle des écarts d’une amplitude considérable : seuls 41,2 % des 18-24 ans se sont rendus aux urnes aux municipales de 2008, contre 80,2 % des 50-64 ans. En proportion, les seniors votent donc presque deux fois plus que les jeunes.

Denis, parmi les douze bâtiments qui forment la cité des Cosmonautes, le non-vote est depuis longtemps majoritaire. Aux dernières municipales, il concernait deux tiers des citoyens.

Plus jeunes, moins diplômés, plus affectés que la moyenne par le chômage, les habitants interrogent l’utilité d’un geste qui ne conduit pas à améliorer leurs conditions d’existence. Et rien, ici, ne vient plus contrebalancer cette désaffection massive. Ni section de parti, ni association civique, ni même présence d’élus locaux qui résideraient encore dans le quartier : les Cosmonautes sont devenus, au cours des deux dernières décennies, un désert politique. Les campagnes de porte-à-porte menées



PABLO CHIGNARD. – Manifestation contre le projet de poursuite de l’A51 au col du Fau (Isère), juin 2013

associeront des représentants élus et d'autres tirés au sort. Un « bouclier social et écologique » comprendra la construction de logements sociaux, un plan de rénovation énergétique, des investissements dans les écoles, la gratuité des transports pour les jeunes, etc. Des tarifs progressifs seront instaurés pour l'eau et l'énergie ; autant de biens communs qui seront « libérés » des intérêts et des ingérences du privé par la création de services publics locaux. Les établissements bancaires liés à des paradis fiscaux se verront exclure des contrats communaux.

Le candidat socialiste intoxiqué par les sondages

Comment la ville conquise dès le premier tour, en 1983 et en 1989, par M. Carignon, jeune loup de la droite néolibérale, a-t-elle pu accorder plus de deux tiers des voix à des listes de la gauche et des écologistes ? Le démantèlement judiciaire d'un système construit sur l'opacité des financements politiques et sur la corruption explique une part du retournement (3). Mais celui-ci se nourrit aussi de l'évolution de la population dans la cité de Stendhal. La croissance du nombre d'actifs, de diplômés de l'enseignement supérieur ou de cadres et de membres des professions intellectuelles a fortement marqué les vingt dernières années. Généralement sorties de l'université, cultivées, mais de plus en plus précaires, ces couches moyennes perdent – ou craignent de perdre – la maîtrise de leur avenir professionnel, familial ou environnemental. Ces « contestataires intégrés », pour reprendre l'expression de Simon Labouret, de l'Institut d'études politiques de Grenoble, ont formé le noyau dur de l'électorat de la gauche

écologiste au premier tour, selon un mouvement déjà sensible lors des précédents scrutins.

Les forces de gauche dépassent à peine les 50 % quand elles se présentent unies (1995 ou 2001), et réalisent entre quinze et vingt points de plus avec des listes distinctes (2008 et 2014). C'est sans doute ce qui a poussé M. Jérôme Safar, le successeur de M. Destot, à maintenir sa liste au second tour, alors qu'il arrivait en deuxième position (avec 25,3 % contre 29,4 %). Archétype des nouveaux apparatchiks socialistes, ce candidat toujours endimanché est passé du cabinet du maire à une entreprise amie vivant de marchés publics (Bouygues) tout en enchaînant les mandats. Intoxiqué par des sondages qui le donnaient largement gagnant, assuré du soutien officiel de deux candidats de droite disqualifiés, maître absolu d'un parti vidé de sa substance militante, M. Safar n'a pas su mesurer la désaffection pour l'approche sécuritaire et technocratique qu'il représentait. Une proximité affichée de longue date avec M. Dominique Strauss-Kahn ou la visite de M. Manuel Valls, une semaine avant le scrutin, ne l'ont pas forcément avantagé. Les quartiers populaires des trois cantons les plus au sud, touchés par la hausse du chômage et ressentant les effets de la politique gouvernementale, lui ont accordé entre seize et dix-huit points de moins qu'à son prédécesseur six ans plus tôt.

La percée au premier tour d'une liste perçue comme extérieure au jeu habituel a entraîné un regain de participation au second tour – le plus haut niveau depuis quinze ans – ainsi qu'une baisse sensible du score du FN (– 4 %) : *« Ce qui faisait l'attrait du second tour pour une majeure partie des nouveaux votants, ce n'était pas la perspective de sauver le pouvoir socialiste, mais bien davantage de participer à sa chute. Ils avaient la possibilité d'éjecter le PS sans faire basculer la ville à droite »*, explique Labouret. D'importants transferts de voix sont



PABLO CHIGNARD. – A la Halle Clemenceau, le soir de l'élection de M. François Hollande, mai 2012

dire

diplômés, les jeunes sont, dans leur ensemble, largement absents des urnes. Certes, la réforme des procédures ne suffirait pas à résoudre le problème de la participation électorale ; mais l'accumulation des records d'abstention interroge la pérennité d'un système inadapté à une société de plus en plus mobile.

Quelles sont les forces politiques les plus pénalisées par la progression de l'abstention ? Difficile de l'établir. Les

sondages en la matière sont peu fiables, car les personnes interrogées ont tendance à surdéclarer leur participation : même quand l'abstention frôle les 40 % – comme lors des dernières municipales –, 80 % des sondés se déclarent invariablement « certains d'aller voter »... De plus, les votants effectifs, qu'on imagine davantage enclins que les autres à répondre à des enquêtes sur le sujet, sont probablement surreprésentés dans les échantillons dits représentatifs.

chez les 50-64 ans, dont on a vu qu'ils votaient beaucoup, mais aussi chez une fraction des cadres (en particulier du public) et chez les diplômés.

Si l'on en croit la manière dont les sondages décrivent son électorat, il se pourrait que le FN soit le plus concerné par l'abstention sociologique. Plus jeunes, issus de milieux plus populaires et moins diplômés que la moyenne, ses partisans présentent un fort potentiel abstentionniste. Contrairement à un préjugé largement répandu, le FN réalise d'ailleurs ses meilleurs résultats lors des scrutins les plus

apparus de la droite vers la liste socialiste et de celle-ci vers la gauche écologiste, devenue plus légitime dès lors qu'elle arrivait en tête.

L'appui de l'électorat populaire, majoritairement composé d'employés, constitue l'élément-clé du renversement. Après un entre-deux-tours qui a vu une forte médiatisation de M. Piolle, tête de liste de la gauche écologiste, celle-ci a progressé de plus de 10 % dans les quartiers sud, et a obtenu son meilleur résultat dans l'un des bureaux de vote les plus déshérités : Les Baladins 2, à La Villeneuve.

En s'identifiant à la figure de l'ingénieur grenoblois engagé, diplômé de l'Institut polytechnique, défenseur des écoliers sans papiers, cofondateur du collectif Roosevelt 2012 (4), le nouveau maire incarnait une gauche ajustée à la sociologie locale. Dans la cité alpine, on sent en effet le poids de l'université, des centres de recherche et des industries de pointe. En gage de compétence, M. Piolle met en avant ses anciennes fonctions de directeur du pôle logistique de Hewlett-Packard sur plusieurs continents. Simultanément, il inspire confiance aux syndicats, qui se souviennent de son licenciement lorsque, en 2010, il s'opposa à un plan de délocalisation.

Des « groupes d'appui » contre la solitude de l' élu

Dans un mouvement hostile à la notion d'homme providentiel, tous n'ont pas apprécié le choix de la personnalisation. « Mais pour la première fois, nous y sommes allés vraiment pour gagner », reconnaît M. Comparat, militant de la première heure. Afin de surprendre, la campagne devait se montrer « joyeuse, positive, esthétique » et peu tournée contre les listes rivales. Des forces issues de cultures politiques distinctes ont ainsi réussi à créer une dynamique derrière leurs candidats. Reste désormais à ne pas décevoir les bonnes volontés et à rassurer les militants locaux inquiets de l'emprise croissante, depuis six mois, des partis nationaux. La question du cumul des mandats exécutifs fera figure de test pour apprécier la fidélité aux engagements, de même que les ruptures attendues avec les politiques de soutien à l'industrie, qui assimilent toute innovation technique à un progrès.

Nouvel adjoint à l'urbanisme, au logement et à la transition énergétique, M. Vincent Fristot se chargera de l'un des dossiers les plus délicats du mandat : le retour au secteur public de la Compagnie de chauffage. « Comment l'intérêt de la collectivité pourrait-il être défendu par une société d'économie mixte dont les salariés sont rémunérés par l'actionnaire privé ? », lance-t-il. Un recul sur plus de vingt ans permet de le voir

clairement : les délégations de service public et les concessions relèvent du domaine réservé de quelques élus qui ont souvent des relations privilégiées avec les grands groupes privés. » La nouvelle majorité veut obtenir le remboursement de trop-perçus à certains foyers et revenir à une régie communale. La remunicipalisation de Gaz Electricité de Grenoble (GEG) s'avérera encore plus délicate. Mais des recours contestent déjà le renouvellement récent du contrat de délégation de service public jusqu'en 2042.

Alors que ses adversaires prédisent son éclatement, la nouvelle équipe municipale défend une logique d'action collective ancienne et affirme sa cohésion en créant un groupe politique unique. Pour éviter la solitude de l'élú, M. Comparat organise depuis plus de vingt ans des groupes d'appui : « On sait comment cela se passe : tout le pouvoir au maire. C'est pourquoi il faut que les élus aient la capacité de dire "non", en restant indépendants financièrement, mais aussi en pouvant compter sur le soutien permanent des militants. »

La réalité sociale de la ville a surgi dès le premier conseil municipal, avec l'irruption d'un groupe d'étrangers expulsés pour lesquels il a fallu trouver des logements d'urgence. Le début des ennuis : « Je m'attends à deux difficultés majeures, indique M. Piolle : celle de l'hébergement d'urgence et celle de l'emploi. Compte tenu de la façon dont le gouvernement aborde la crise économique, la situation sociale va rester extrêmement tendue. Nous aurons beau nous démenner, si les gens n'ont pas de boulot... » En dépit de ce constat, le maire entend se contenter d'agir à l'échelon local, même s'il a pris publiquement parti pour la sortie des ministres écologistes du gouvernement Valls : « On ne veut pas sauver le monde et lancer des incantations : on veut améliorer la vie quotidienne des gens et les mettre en marche. L'approche ascendante, en partant de la base, demeure essentielle dans la construction des solutions de demain. »

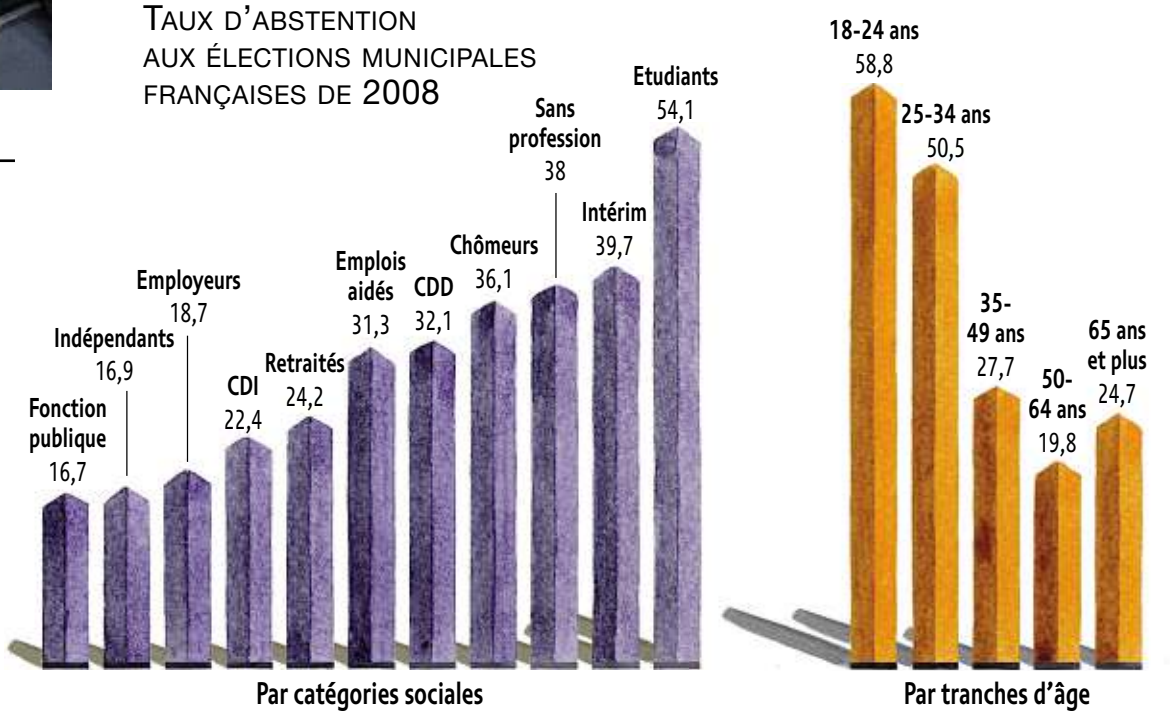
Tandis que médias ou responsables politiques nationaux réactivent le mythe du « laboratoire grenoblois » pour imaginer une recomposition de la gauche, les acteurs locaux insistent sur la nécessité d'un travail de long terme – qui ne peut se résumer à un rapprochement des appareils – et sur la formulation de réponses claires, tangibles, voire audacieuses. Le nouveau mandat s'ouvre ainsi sur deux mesures symboliques : la réduction de 25 % des indemnités des élus et le démontage des caméras de surveillance.

PHILIPPE DESCAMPS.

(3) Lire « Grenoble : une leçon inachevée », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(4) Ce collectif a été lancé avec, notamment, M. Pierre Larrourourou, Edgar Morin et Susan George. Il préconise une politique économique keynésienne inspirée du New Deal. Cf. www.roosevelt2012.fr

TAUX D'ABSTENTION AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES FRANÇAISES DE 2008



Source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 2008.

AGNÈS STIENNE

A la fois cause et conséquence de l'alternance

Ce qui complique encore l'analyse, ce sont les transformations de la sociologie des électorsats depuis les années 1970. Si la gauche dépendait encore principalement des voix des ouvriers, voire des milieux populaires, elle serait la plus affectée par l'abstention sociologique. Mais les conglomerats électoraux sur lesquels s'appuient les familles politiques se sont diversifiés. La droite et le FN réunissent aujourd'hui une part significative des fractions votantes des milieux populaires ; la gauche, particulièrement le Parti socialiste (PS), est désormais bien implantée

chez les 50-64 ans, dont on a vu qu'ils votaient beaucoup, mais aussi chez une fraction des cadres (en particulier du public) et chez les diplômés.

mobilisateurs, en particulier l'élection présidentielle.

En définitive, les effets de l'abstention dépendent surtout du contexte politique. Les dernières élections municipales ont ainsi été marquées par une importante « abstention différentielle » au détriment de la gauche. Au second tour, l'abstention dans les villes de plus de dix mille habitants ayant voté à plus de 60 % pour M. François Hollande en 2012 est de cinq points supérieure à son niveau dans les villes qui avaient majoritairement donné leurs voix à M. Nicolas Sarkozy. De tels écarts permettent de comprendre la débâcle du PS. Le léger surcroît de mobilisation

enregistré entre les deux tours dans les villes de plus de dix mille habitants a donc d'abord profité à la droite, dont l'électorat a crû de 14 %, alors que celui de la gauche n'augmentait que de 3,5 %. La hausse de l'abstention modifie la nature des campagnes : le but a longtemps été de persuader les électeurs « médians », « hésitants », « modérés » ou « stratèges » ; désormais, il est devenu prioritaire de mobiliser son propre camp.

Il est tentant de relier les deux facteurs les plus constants de la vie politique : le caractère systématique de l'alternance entre droite et gauche et la progression régulière de l'abstention. Excepté en

2007, aucune majorité sortante n'a remporté les législatives depuis 1978. Plus largement, le camp du premier ministre en exercice est toujours battu lors des élections intermédiaires. Cette mécanique de l'alternance est à la fois cause et conséquence de l'abstention : en suscitant des désillusions, elle contribue au désenchantement politique et éloigne la population des isolements ; et, si les sortants sont systématiquement battus depuis trente ans, c'est souvent parce que leurs anciens électeurs ont cette fois préféré s'abstenir...

CÉLINE BRACONNIER
ET JEAN-YVES DORMAGEN.

Moscou entre jeux d'influence

Le retour de la Russie sur la scène diplomatique ne va pas sans grands écarts. Pressée par le basculement de l'Ukraine vers l'orbite occidentale, elle improvise une brusque reconquête de la Crimée. L'affirmation balourde d'intérêts légitimes révèle les limites de son pouvoir d'attraction, pourtant soigneusement entretenu depuis la chute de l'URSS au travers de coopérations à géométrie variable.

PAR JEAN RADVANYI *

EN matière de politique étrangère russe, ce début d'année 2014 aura été marqué par deux événements capitaux. D'abord, les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, dont l'organisation a donné lieu dans les médias occidentaux à une vaste campagne critique du régime de M. Vladimir Poutine ; puis, alors que les Jeux s'achevaient, la crise ukrainienne. D'une certaine façon, ces deux moments forts représentent les deux facettes de la nouvelle politique étrangère du Kremlin : d'une part sa tentative de s'initier au *soft power*, la « puissance douce », et d'autre part le recours brutal et plus traditionnel aux rapports de forces.

Les Jeux de Sotchi visaient à montrer au monde que la Russie était capable d'organiser un événement planétaire majeur en utilisant les moyens les plus modernes, que ce soit pour la tenue des épreuves ou pour assurer la sécurité des participants dans une région – le

Caucase – particulièrement sensible. Ils devaient permettre d'améliorer son image dans l'opinion publique internationale, élément essentiel du rétablissement de Moscou comme acteur majeur d'un monde multipolaire (1). Leur parfaite réussite, en dépit des échos déformés qui en sont parvenus au public occidental, n'a cependant pas entraîné les effets escomptés. Les grands médias n'ont eu aucun mal à susciter l'hostilité de l'opinion en mettant l'accent sur les incertitudes liées à la préparation des Jeux, et surtout en détaillant les lois répressives votées depuis le retour au pouvoir de M. Poutine : sur le contrôle des organisations non gouvernementales (ONG), sur le contrôle d'Internet, sur la « propagande homosexuelle »... Quelques concessions tardives – libération des membres du groupe des Pussy Riot et de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovsky, promesse de ne pas harceler les homosexuels durant Sotchi... – n'y ont rien changé.

l'application de sanctions pour l'annexion de la Crimée, l'image du pays avait subi une détérioration que ne viendra compenser aucune mobilisation patriotique intérieure.

L'organisation des Jeux olympiques relevait de la mise en œuvre tardive, dans la panoplie des outils de la politique étrangère russe, de ce qu'on appelle communément le *soft power* – le pouvoir d'influence non coercitif, à la fois idéologique, culturel, scientifique. Dans une revue, en 2012, M. Poutine s'était lui-même exprimé sur ces techniques de « puissance douce », pour déplorer un retard dans ce domaine où excellent les grands pays occidentaux. La maîtrise du discours sur les événements, de leur interprétation, est en effet devenue aussi importante, dans l'arène internationale, que les faits eux-mêmes. Au passage, le président russe critiquait vivement la façon dont plusieurs pays, et en particulier les Etats-Unis, usaient de ces moyens pour faire pression sur d'autres Etats et pour leur dicter leurs choix. Il estimait que « l'activité de pseudo-ONG et d'autres structures cherchant, avec des aides extérieures, à déstabiliser tel ou tel Etat » était « inadmissible » (3).

En 2003 et 2004, les « révolutions colorées » en Géorgie et en Ukraine ont suscité un tournant dans la politique russe, tant sur le plan extérieur qu'intérieur, avec le vote de lois de plus en plus restrictives sur la liberté d'organisation et d'expression. C'est à cette période que la Russie commence à se préoccuper d'améliorer son image. Elle relance son réseau culturel et linguistique, avec le développement des Fondations Russkiy Mir (« Monde russe »), et tente de se gagner l'appui de la diaspora (4). Sa maîtrise de ces outils demeure cependant très imparfaite, et ses dirigeants continuent de recourir à des moyens plus traditionnels, en particulier les pressions économiques et militaires. Bien plus qu'un savoir-faire balbutiant en matière de communication, Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, pointe du doigt la principale faiblesse de son pays : « Pour l'heure, la "puissance douce" manque de cette substance qui rendrait

attractif le modèle de développement prôné par Moscou. » Alors que l'URSS pouvait s'appuyer sur un ferment idéologique et sur une offre stratégique alternative, « la Russie ne parvient pas à produire autre chose qu'un discours traditionaliste et conservateur, clairement opposé au progrès (5) ». D'ailleurs, précise Loukianov, « la Russie n'est pas l'Union soviétique. Elle ne prétend plus à une domination mondiale. Moscou définit seulement l'espace qu'il considère comme étant pour lui d'un intérêt vital, et dont l'Ukraine fait partie. Là, il entend agir sans faire de compromis (6). »

Dans ses rapports avec les ex-républiques soviétiques tentées de se rapprocher de l'Union européenne et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la Russie n'a cessé de recourir à des sanctions économiques et douanières, comme lors des divers épisodes de la « guerre du gaz » avec l'Ukraine. Le site ukrainien Newsplot a publié en 2013 une carte détaillant quinze mesures de « guerre alimentaire » prises par Moscou contre ses voisins occidentaux

entre 2005 et 2013 (7) : blocus des vins géorgiens et moldaves, des produits laitiers biélorusses, de la viande polonaise, du chocolat ukrainien, etc.

Et, depuis quelques années, la Russie n'hésite plus à résoudre certains conflits par les armes. En août 2008, c'est le président géorgien lui-même qui lui en a fourni l'occasion en bombardant la ville de Tskhinvali, en Ossétie du Sud, et la caserne de militaires russes qui s'y trouvait. La riposte a été vive. Les forces russes ont momentanément pris le contrôle de tout l'ouest de la Géorgie, et Moscou a reconnu l'indépendance des deux régions sécessionnistes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, rompant ainsi l'engagement pris en 1991 de respecter l'intégrité territoriale de la Communauté des Etats indépendants (CEI), qui regroupe d'anciennes républiques soviétiques. En mars 2014, à la suite des événements de Kiev, la Russie a pris l'initiative de placer la Crimée sous son contrôle militaire, avant de procéder à son annexion au terme d'un référendum organisé à la hâte.

Dédain de l'Union européenne

LE Kremlin ne cache nullement les raisons de ce nouveau recours à la force. Et le défi qu'il lance ainsi au monde dépasse de loin le problème ukrainien. De fait, il réclame une remise à plat de l'ensemble des règles régissant la sécurité internationale. Sa position, exprimée clairement par M. Poutine lors de la quarante-troisième conférence sur la sécurité à Munich, le 10 février 2007, tient en quelques points. Moscou n'accepte plus le double langage de certains Etats occidentaux, qui présentent des règles internationales comme immuables tout en les enfreignant chaque fois que cela les arrange.

Profitant de l'affaiblissement de la Russie après l'éclatement de l'URSS et la dissolution du pacte de Varsovie, certains dirigeants américains ont pensé pouvoir établir la domination d'une superpuissance unique : la leur. Mais, depuis, le monde a évolué. Il convient donc de renégocier les bases de la sécurité en y associant pleinement les nouveaux pôles de puissance, en particulier les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Enfin, il faut admettre que la Russie a elle-même des intérêts stratégiques légitimes et qu'elle peut les défendre, comme l'ont toujours fait les Etats-Unis et les principaux Etats occidentaux dans leurs diverses zones d'influence.

En proposant en 2008 à l'Ukraine et à la Géorgie d'entrer dans l'OTAN, ou en négociant avec Kiev, fin 2013, un accord d'association avec l'Union européenne, les dirigeants américains ou européens contribuaient au refoulement des intérêts de la Russie sur ses propres frontières, et ils en étaient parfaitement conscients. Une partie des dirigeants américains, rejoints par ceux d'Etats européens comme la Pologne ou la Suède, n'ont jamais abandonné la stratégie énoncée en son temps par Zbigniew Brzezinski (8).

Pour M. Sergueï Karaganov, l'un des conseillers de politique extérieure du président Poutine, face au risque de voir l'Ukraine entrer dans l'OTAN, avec la perspective que l'Alliance atlantique récupère le port de Sébastopol, « la Russie devait défendre ses intérêts d'une main de fer (9) ». En annexant la Crimée et en

massant des troupes près des frontières orientales de l'Ukraine, elle signifie aux dirigeants occidentaux qu'elle est sortie de sa période d'affaiblissement et qu'elle défendra ses intérêts stratégiques, quoi qu'il lui en coûte en termes de relations diplomatiques ou commerciales. Mais en a-t-elle réellement les moyens ?

Jusqu'à une période récente, elle était surtout tournée vers l'Europe, partenaire traditionnel majeur tant de ses échanges culturels et humains que de ses relations économiques. En 2013, l'Union européenne était encore le premier client et fournisseur de son commerce extérieur. Toutefois, partageant avec la Turquie le privilège d'être un Etat à cheval sur les continents européen et asiatique, elle montre depuis longtemps son intérêt pour une complémentarité entre ses deux façades, l'une continentale, à l'ouest, et l'autre maritime, dans la zone Pacifique.

Ce dessein n'est pas nouveau : il avait percé dès avant la fin de l'URSS, en 1986, dans le discours de M. Mikhaïl Gorbatchev à Vladivostok. Boris Eltsine puis M. Poutine ont poursuivi les efforts pour dynamiser cette relation asiatique. Et plusieurs facteurs concourent aujourd'hui à une relance de cette stratégie de rééquilibrage.

Le plus évident est l'impressionnant dynamisme de la zone Pacifique. La Russie espère voir cet essor favoriser, grâce à des coopérations et à des investissements, le redémarrage de son économie. C'est pour cette raison que M. Poutine a organisé en 2012 à Vladivostok le forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (Asia-Pacific Economic Cooperation, APEC), dont son pays est membre depuis 1998. Ce regain d'intérêt traduit aussi une prise de conscience de la crise aiguë que traverse l'Extrême-Orient russe : sa population ne cesse de diminuer depuis la fin des années 1980 (l'ensemble de cette vaste région a perdu plus de 20 % de ses habitants), au risque de laisser cette façade stratégique démunie face à des régions chinoises très dynamiques.

(1) Lire Guillaume Pitron, « Géopolitique du saut à skis », *Le Monde diplomatique*, février 2014.
(2) Lire Olivier Zajec, « L'obsession antirusse », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

(3) Vladimir Poutine, « La Russie dans un monde changeant », *Moskovskie Novosti*, Moscou, 27 février 2012 (en russe).

(4) Tatiana Kastouéva-Jean, « "Soft power" russe : discours, outils, impact », *Russie.Nei.Reports*, n°5, Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, octobre 2010.

(5) Fiodor Loukianov, « Les paradoxes du *soft power* russe », *La Revue internationale et stratégique*, n°92, Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), Paris, 2013.

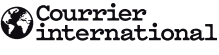
(6) Fiodor Loukianov, « A quoi bon l'Amérique ? », *Rossiiskaïa Gazeta*, Moscou, 28 mars 2014 (en russe).

(7) www.newsplot.org (en ukrainien).

(8) Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier : L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, Paris, 1997.

(9) *Financial Times*, Londres, 5 mars 2014.

* Professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), codirecteur du Centre de recherches Europe-Eurasie (CREE). Auteur de *Retour d'une autre Russie*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2013.

Le Monde | Télérama | 

MBA FAIR

THURSDAY, MAY 22ND 5:30pm - 10pm

80 bd Auguste Blanqui PARIS 13^e
Journal LE MONDE

BOOST YOUR CAREER WITH A PRESTIGIOUS MBA
✓ MEET THE BEST UNIVERSITIES & BUSINESS SCHOOLS
✓ ATTEND OUR CONFERENCES



Registration



**MBA Fair**
Le Monde

**MBA Fair - Le Monde**

**@SalonMBAFair & #MBAFair**

www.mbafair-lemonde.com

**Imprimerie du Monde**
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY



Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 1 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

*A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.*

* Jeudi 22 mai - Boostez votre carrière avec un MBA - Venez découvrir les meilleures universités et grandes écoles
- Assistez aux conférences et prises de parole des exposants

L'HOSTILITÉ OCCIDENTALE

et démonstration de force

Une forteresse ombrageuse

Premier cercle

- Union douanière
- Autres membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI)
- Etats ayant quitté la CEI
- Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)
- Principales installations militaires russes à l'étranger
- Différend frontalier
- Territoire sécessionniste ¹
 - soutenu par la Russie
 - rattaché à la Russie

Second cercle

- Union européenne dont élargissements depuis 2004
- Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et pays candidats ²
- Pays liés par un traité de sécurité mutuelle avec les Etats-Unis
- Pays avec lesquels la Russie développe des échanges stratégiques
- Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

Rayonnement économique et culturel

- Oléoducs ou gazoducs (existants ou en projet) permettant à Moscou de contrôler ses exportations d'hydrocarbures
- Vingt premiers partenaires commerciaux
- Principaux destinataires des exportations d'armes (la Russie est devenue le premier fournisseur mondial d'armes en 2013)
- Présence de fortes minorités russes ou russophones
- Fondation Russkiy Mir (créée en 2007) et autres centres culturels russes

1. La « communauté internationale » ne reconnaît pas l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ni l'annexion de la Crimée par la Russie.
2. Bosnie, Géorgie, Macédoine, Monténégro. L'Ukraine a renoncé à sa candidature en juin 2010.

En dépit de sa conversion au libre-échange, le complexe obsidional de la Russie se renforce depuis la fin de l'URSS à la faveur de poussées concentriques qui lui échappent. L'OTAN et l'Union européenne avancent vers l'est, intègrent progressivement les anciens « pays frères » et les anciennes républiques soviétiques baltes. Elles posent des jalons en Ukraine ou dans le Caucase. La population décroît, l'Extrême-Orient se vide, la langue

russe reflue. Les projets de coopération économique tardent à séduire les pays les plus proches, comme en Asie centrale, et le développement reste à la merci des exportations d'hydrocarbures et des fuites de capitaux. D'où la tentation d'ouvrir de nouveaux horizons vers le sud et de revenir à des fondamentaux stratégiques, notamment par l'exportation d'armes vers la Chine et l'Inde.

CÉCILE MARIN

Autre élément déterminant de la rhétorique du grand rééquilibrage : la détérioration des relations avec les institutions européennes, qui, tout en s'élargissant à l'est, imposent leurs propres règles comme cadre obligé des relations avec les Russes, en particulier dans le domaine-clé de l'énergie. En plus des programmes successifs proposés à certains membres de la CEI dans le cadre de la politique européenne de voisinage, dès 2004, puis du partenariat oriental, lancé en 2009, l'Union s'est efforcée de diminuer sa dépendance pétrolière et gazière envers la Russie en diversifiant ses approvisionnements. Moscou s'est adapté à ces évolutions en réorganisant ses circuits d'exportation vers l'ouest (construction des gazoducs North Stream et Blue Stream, projet South Stream sous la mer Noire), mais a aussi transféré vers l'Asie une partie de ses échanges. La Chine est ainsi devenue en 2011 son premier partenaire commercial.

C'est là un élément essentiel de la crise actuelle : profondément divisée quant à la conduite à tenir face à son grand voisin oriental, l'Union européenne n'a jamais accepté de discuter réellement de cette relation pourtant fondamentale. Elle n'a pas envisagé une stratégie globale de développement et de sécurité pour une « grande Europe » incluant la Russie. Critiquant certaines formules proposées par Moscou, Bruxelles a préféré s'en tenir à une politique de mise à distance. Parallèlement, l'attribution d'un rôle nouveau à l'OTAN, de plus en plus intégrée à la stratégie américaine, a renforcé la méfiance du Kremlin. Cette attitude, manifestée par l'Europe au moment où ses institutions et son économie entraient dans une crise profonde, a conforté la position de ceux qui prônent un rapprochement accéléré avec les nouvelles puissances asiatiques et la mise en veilleuse des relations avec une Union affaiblie, incapable de tracer une voie distincte de celle de Washington.

Autre difficulté : l'incapacité de Moscou à impulser des relations positives entre les Etats de l'espace postsoviétique. Alors que la CEI n'est jamais devenue ce marché commun oriental sous domination russe dont rêvait Eltsine en 1991, les tentatives du Kremlin pour consolider un noyau d'Etats qui lui soient fidèles ne peuvent que surprendre par leur caractère hésitant.

Ont été créés, dans la plus grande des confusions terminologiques et organisationnelles, pas moins de quatre ensembles économiques emboîtés : Union douanière, Espace économique unique, Communauté économique eurasiatique (en anglais Eurasec) et zone de libre-échange au sein de la CEI, sans compter l'Union économique eurasiatique, proposée dès 1994 par le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev, qui devrait être établie en 2015. Toutes ces organisations s'articulent autour d'un noyau commun constitué de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan. S'y adjoignent, selon les cas, trois ou quatre Etats d'Asie centrale (l'Ouzbékistan n'est au mieux qu'observateur), et parfois, par exemple dans la zone de libre-échange, la Moldavie et l'Ukraine.

Mais aucune de ces structures ne fonctionne réellement, en grande partie à cause des exigences contradictoires de Moscou, qui tient surtout à préserver sa liberté d'action et son contrôle sur des Etats qu'il considère comme relevant de sa sphère d'influence. Cette attitude a pour principal effet que chacun de ces pays, afin de desserrer l'étau des pressions russes, multiplie les relations avec des acteurs tiers influents : Etats-Unis, Europe, Chine, Iran... Les Etats d'Asie centrale semblent recourir de plus en plus aux partenariats avec la Chine comme moyen de diversifier leurs échanges, bien au-delà de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), où ils se retrouvent avec leurs deux puissants voisins. Une chose paraît claire : ce mille-feuille organisationnel traduit la difficulté de la Russie à définir un nouvel équilibre

dans ses relations avec ses voisins désormais indépendants. Et la crise ukrainienne pourrait bien lui compliquer encore la tâche.

M. Poutine a cru bon d'accompagner l'annexion de la Crimée d'une mobilisation sans précédent autour de la défense des compatriotes russes séparés de la mère patrie lors de l'éclatement de l'URSS. Avec ses attaques contre quelques opposants, qualifiés, comme aux pires moments de l'époque soviétique, d'« agents de l'étranger », la campagne médiatique organisée dans tout le pays rappelle de bien mauvais souvenirs. Sur le moment, elle a permis de réunir l'immense majorité de la population autour de son président, qui semble ainsi prendre sa revanche sur

le mouvement de l'hiver 2011-2012 (11). Mais les effets à plus long terme pourraient être redoutables, tant à l'intérieur du pays que sur ses marges.

Plusieurs régions de la Russie (le Caucase, la Volga, mais aussi la Sibérie) sont peuplées de minorités actives et traversées par des mouvements antagonistes, de l'islamisme radical à l'autonomisme régional, très critique de la dérive centralisatrice du régime. Nul ne peut prédire comment s'y traduira ce sursaut de nationalisme. Le pouvoir autoritaire actuel semble à l'abri de ces forces centrifuges ; mais qu'en sera-t-il en cas d'affaiblissement ultérieur, de celui-ci provienne d'une simple transition politique ou d'une nouvelle crise économique ?

Même les alliés s'inquiètent

C'EST SANS DOUTE à l'extérieur que l'annexion de la Crimée pourrait avoir les conséquences les plus déstabilisatrices. L'Estonie et la Lettonie comptent encore dans leur population près de 25 % de Russes (souvent apatrides). Le référendum organisé en Crimée y a été perçu comme une menace, de même qu'en Moldavie – où sévit le conflit de la Transnistrie – et au Kazakhstan, dont tout le nord demeure largement russophone. Depuis 1991, M. Nazarbaïev, le président kazakh, s'est toujours comporté comme un allié indéfectible de Moscou. Ses successeurs se montreront-ils aussi dociles ? Après la sortie de la Géorgie de la CEI, en 2008, puis celle de l'Ukraine, annoncée dès le 19 mars 2014, un simple écart critique d'Astana marquerait la faillite de plus de vingt années de tentatives des Russes pour réaménager à leur guise ce qu'ils appelaient au début des années 1990 leur « étranger proche ». Certes, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) se maintient (12) ; mais cette structure militaire, aujourd'hui réduite, poursuit des objectifs limités.

On a pu voir le premier signe d'un isolement diplomatique de Moscou le 27 mars dernier, lors du vote à l'Organisation des Nations unies de la résolution condamnant l'annexion de la Crimée : parmi les Etats « amis », seules l'Arménie et la Biélorussie ont voté contre. La Chine s'est abstenue, de même que le Kazakhstan. Le Kirghizstan et le Tadjikistan n'ont même pas pris part au vote (13).

Au-delà des cris de victoire des manifestants russes saluant le retour de la Crimée au sein de la mère patrie, l'annexion pourrait bien se révéler une victoire à la Pyrrhus.

JEAN RADVANYI.

(10) Cf. « La Sibérie, eldorado russe du XXI^e siècle ? », *La Revue internationale et stratégique*, n°92, op. cit.

(11) Lire « Continuité de façade en Russie », *Le Monde diplomatique*, avril 2012.

(12) En font partie, outre la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan l'ont quittée.

(13) La résolution condamnant l'annexion de la Crimée a recueilli cent voix pour et onze voix contre. Cinquante-huit pays se sont abstenus.

Eurasie, le « choc des

Pour conforter son exercice vertical du pouvoir, le président russe Vladimir Poutine tente une synthèse des courants nationalistes et conservateurs. Parmi ceux-ci renaît le concept d'eurasisme, porté en particulier par Alexandre Douguine. L'entreprise intellectuelle vise à se démarquer d'une modernité occidentale jugée décadente, tout en forgeant un bloc de civilisations capable d'y résister par la défense des traditions.

PAR JEAN-MARIE CHAUVIER *

ON l'oublie un peu, mais la crise en Ukraine a surgi sur fond d'enjeux écono-mico-stratégiques mettant en cause le grand projet de M. Vladimir Poutine : l'Union économique eurasiatique (UEE), qui doit prendre effet en janvier 2015. Les négociations pour un accord d'association avec l'Union européenne venaient alors d'être interrompues par le président ukrainien Viktor Ianoukovitch ; certains redoutaient que ne lui soit préféré l'Espace économique commun avec la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, premier pas vers une intégration forte au sein de l'UEE.

Ce rapprochement des principaux pays de l'ancienne Union soviétique s'inscrit dans une entreprise de rétablissement de la Russie comme puissance régionale, qui a de nombreux soutiens populaires.

* Journaliste.

Il se nourrit de diverses idéologies nationalistes que M. Poutine a su décliner de façon différenciée, mais dont la plus influente a été théorisée par le philosophe Alexandre Douguine (né en 1962) sous le nom d'eurasisme.

Ce courant idéologique au service de la grandeur russe a une longue histoire ; il recouvre des réalités et des expressions parfois contradictoires. Il apparaît au lendemain de la révolution de 1917, au sein d'une génération issue de l'émigration. Selon l'historienne Marlène Laruelle, l'eurasisme est né « d'une expérience personnelle : le rejet de l'Europe ». Un rejet « qui a par la suite cherché à se théoriser » dans un double mouvement de rupture avec le monarchisme et le constitutionnalisme occidentaliste, sur fond d'intérêt pour l'expérience bolchevique (1). Il importe avant tout que soit préservée la singularité orientale de la voie russe : les linguistes du cercle de

Prague (1928-1939) Nikolaï Troubetskoï et Roman Jakobson soulignent ainsi l'asianité de la Russie, son ethnogenèse complexe au contact des peuples finno-ougriens, turco-tatars, de l'empire turco-mongol de la Horde d'Or... Au tournant des décennies 1930-1940, les Eurasiens de l'émigration choisissent le camp soviétique. La guerre marque la fin de ce premier eurasisme.

Fils des poètes Nikolaï Goumiliov – fusillé en 1921 pour « complot monarchiste » – et Anna Akhmatova, l'ethnologue Lev Goumiliov (1912-1992) reprend le flambeau. Il étudie les civilisations touraniennes – un terme vague désignant certains peuples d'Asie centrale – et souligne ce qu'il perçoit comme la communauté de destin slavo-touranienne. Ses travaux, interdits de publication en Union soviétique, connaîtront un vif succès de librairie dans le Moscou des années 1990-2000. Un institut porte même son nom à Astana, la capitale du Kazakhstan. Mais c'est dans la version donnée par Douguine

que l'eurasisme – le néoeurasisme, plus précisément – va gagner en influence, en résonance avec la rhétorique de M. Poutine.

Il y faudra plusieurs étapes, et notamment la fondation, avec l'écrivain Edouard Limonov (2), en 1992, du Parti national-bolchevique (PNB), qui accueille ceux qu'on appela les « rouges-bruns ». L'alliance des contraires marque aussi la refonte idéologique du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR). Après 1991, le patriotisme d'Etat devient la première idéologie de rechange de ceux qui prennent acte de la fin de l'URSS sans accepter pour autant l'ultralibéralisme dominant. Il a pour principal vecteur le « front national patriotique » du PCFR, qui entend célébrer la révolution d'Octobre tout en réconciliant « Rouges » et « Blancs » (communistes et tsaristes), se référer au marxisme tout en se rapprochant de l'Eglise orthodoxe, réhabiliter Joseph Staline tout en exigeant le « respect de la démocratie », se joindre à la contestation anti-Poutine en 2012 tout en en combattant l'orientation pro-occidentale.

Une puissance terrienne

Douguine, inspirateur d'un « national-bolchevisme sans Limonov », crée en 2001 le mouvement Eurasia, auquel se rallient des personnalités russes orthodoxes, musulmanes et juives. *La Quatrième Théorie politique*, qu'il publie en 2012, éclaire sa lecture du monde et ses objectifs (3). Des trois théories qui ont précédé la sienne, deux, communisme et fascisme, ont échoué. Reste le libéralisme, triomphant mais qui ne représente ni la « fin de l'histoire » ni celle des idéologies. Il propose alors sa propre conception, celle d'un conservatisme actif. Dans l'ouvrage, préfacé par le sulfureux Alain Soral (4), se déploient critique de la rationalité (proche de la pensée de René Guénon), refus du principe démocratique (c'est la spiritualité qui fait l'élite), mépris du libéralisme, rejet du progrès et justification de l'Etat fort dans le fil de la pensée du philosophe Carl Schmitt.

L'auteur fait sienne l'opposition classique, renouvelée dans les termes

d'une guerre de civilisations, entre la thalassocratie (le pouvoir maritime, l'atlantisme) et la puissance de la terre eurasienne, dont la Russie constitue le cœur. Sa critique vise la prétention à l'universalité du modèle occidental et la « modernisation exogène », prétextes à l'esclavage, au colonialisme et au racisme. Il leur oppose la « tradition » (religion, hiérarchie, famille) pour une révolution conservatrice. L'un des premiers auteurs néoeurasistes, Alexandre Panarine (1940-2003), dénonçait le « darwinisme social » des libéraux, sur le mode du « je survis lorsque mon voisin meurt » ; il ajoutait : « *Nous voulons construire non seulement une société civile, mais un grand Etat social, un Etat pour la majorité insuffisamment protégée* (5). »

Douguine publie en 2013, sous le titre *L'Appel de l'Eurasie*, un livre d'entretiens avec le penseur français de la « nouvelle droite » Alain de Benoist (6). La première discussion entre les deux hommes avait eu lieu à Moscou en 1992. Y prenaient part le géopolitologue Robert Steuckers et, plus surprenant, le leader du PCFR Guennadi Ziouganov, ainsi que son camarade Alexandre Prokhanov, rédacteur en chef de *Den* (« Aujourd'hui »). Ce journal venait de publier une interview complaisante de l'ancien chef de la division SS Wallonie, Léon Degrelle, exilé en Espagne depuis 1945. La « troisième voie » russe se cherchait alors dans un chaos délétaire,

(1) Cf. Marlène Laruelle, « La triangulaire "Russie", "exil russe", "culture d'accueil" : le prisme occidental non assumé de l'eurasisme », colloque « Premières rencontres de l'Institut européen Est-Ouest », Lyon, ENS-LSH, 2-4 décembre 2004, <http://russe-europe.ens-lyon.fr>

(2) Le personnage a inspiré au romancier Emmanuel Carrère son *Limonov*, POL, Paris, 2011.

(3) Alexandre Douguine, *La Quatrième Théorie politique. La Russie et les idées politiques du XXI^e siècle*, Ars Magna Editions, Nantes, 2012.

(4) Lire Evelynne Pieiller, « Les embrouilles idéologiques de l'extrême droite », *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.

(5) Eurasia.org

(6) Alexandre Douguine, *L'Appel de l'Eurasie. Conversation avec Alain de Benoist*, Avatar, coll. « Heartland », Etampes, 2013.

« EURABIA » OU L'IMPACT

Le mythe de

La maison du maître d'école « vendue par la mairie et transformée en mosquée »... Ces propos – pour le moins approximatifs – tenus le 11 avril sur Europe 1 par le philosophe Alain Finkielkraut révèlent des fantasmes désormais très répandus. Notamment grâce à « Eurabia », paru en 2005.

PAR RAPHAËL LIOGIER *

À L'AUTOMNE 1956, la France et le Royaume-Uni, alliés d'Israël, occupent pendant quelques jours le canal de Suez, récemment nationalisé par le président égyptien Gamal Abdel Nasser. Mais, sous la pression soviétique et américaine, ils sont contraints de se retirer. En réaction à cette attaque, Nasser décide d'expulser des milliers de Juifs d'Egypte. Parmi eux se trouve une jeune femme dont le regard sur le monde sera surdéterminé par le traumatisme de l'expatriation : Gisèle Orebi, devenue plus tard célèbre sous le nom de plume de Bat Ye'or (« fille du Nil » en hébreu), mettra au point la version la plus radicale du complot musulman contre l'Occident.

Après avoir « gangrené » le Vieux Continent, affirme-t-elle, la « civilisation arabo-musulmane »

en fera la conquête. Cette prédiction apocalyptique constitue la trame du best-seller qu'elle publia aux Etats-Unis en 2005, après plusieurs décennies de maturation : *Eurabia*, traduit en hébreu, italien, néerlandais et français (Jean-Cyrille Godefroy, Paris, 2006). Le sous-titre, *L'axe euro-arabe*, renvoie aux « forces de l'Axe » coalisées autour de l'Allemagne nazie durant la seconde guerre mondiale. D'après Bat Ye'or, citée en référence dans le manifeste du tueur norvégien d'extrême droite Anders Behring Breivik, un monde arabo-musulman conquérant serait en passe de submerger une Europe décadente et cynique. Celle-ci aurait marchandé, en échange d'une pluie de pétrodollars, son soutien indéfectible à la Palestine, l'ouverture béante de ses frontières méditerranéennes et l'acceptation, in fine, de l'islamisation.

Ce scénario pour le moins grossier (1) a connu un succès inattendu, au point de devenir un argument majeur de l'extrême droite européenne. En France, la présidente du Front national (FN), M^{me} Marine Le Pen, ne cesse de fustiger l'« *impérialisme islamiste* », qui se manifeste selon elle par l'ampleur des investissements saoudiens et qataris à l'étranger, et l'« *islamisation de l'Europe* », visible à travers le port du foulard (2). Son conseiller aux affaires internationales, le géopolitiste Aymeric Chauprade, déclarait quant à lui, quelques mois après le début du « printemps arabe » : « *En favorisant l'effondrement des régimes autoritaires qui formaient le dernier écran protecteur de l'Europe face à la mise en œuvre africaine, nous avons libéré des énergies qui vont travailler au service de trois buts : davantage d'immigration vers l'Europe, davantage de trafics, davantage d'islamistes.* » (*Valeurs actuelles*, 25 septembre 2011.)

Initialement confinée à quelques groupes extrémistes (en France, le Bloc identitaire, Riposte laïque,

l'Observatoire de l'islamisation, etc.), la thèse d'*Eurabia* s'est diffusée et banalisée. Les partis politiques qui la défendent obtiennent des scores honorables aux élections. En Suisse, elle est portée par l'Union démocratique du centre ; en Norvège, par le Parti du progrès ; en Autriche, par le Parti libéral ; outre-Manche, par le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni. Des intellectuels la promeuvent, certains explicitement, comme la journaliste italienne Oriana Fallaci (disparue en 2006), citée dès la première ligne du premier chapitre d'*Eurabia*, l'économiste allemand Thilo Sarrazin ou le romancier français Renaud Camus (3). Tous rencontrent de vifs succès en librairies.

MAIS la vision de Bat Ye'or fait aussi vendre des journaux : on ne compte plus les « unes » de magazines consacrées à la « menace » musulmane. Quand *L'Express* met en scène le combat de « L'Occident face à l'islam » (6 octobre 2010) ou assène « Les vérités qui dérangent » sur l'islam (11 juin 2008), *Le Point* répond en agitant « Le spectre islamiste » (3 février 2011), promet de révéler « Ce qu'on ne dit pas sur la burqa » (21 janvier 2011) ou s'empare face à « Cet islam sans gêne » (1^{er} novembre 2012). *Le Figaro Magazine*, *Valeurs actuelles*, mais parfois aussi *Marianne* ou *Le Nouvel Observateur* n'ont pas des lignes très différentes (4).

Même des chercheurs sérieux dans leur domaine participent à la diffusion de la thèse d'*Eurabia*, tel l'historien Egon Flaig (5) en Allemagne. En France, la démographe Michèle Tribalat a signé une préface dithyrambique au livre à succès de Christopher Caldwell qui annonce l'effondrement d'une Europe vaincue par l'islam (6).

Existe-t-il vraiment une « menace arabo-musulmane » justifiant l'emballement médiatico-politique qu'*Eurabia* a contribué à provoquer ? Bat Ye'or affirme tout d'abord que les pétrodollars du Golfe permettent aux musulmans de « *s'acheter* » l'Europe – une émission de Canal Plus (20 mai 2013) s'intitulait « Qatar : conquérir le monde en quatre leçons ». Pourtant, si, en 2011, le Proche-Orient réalisait 22 % de ses exportations vers l'Europe et l'Amérique du Nord, il ne représentait que 5 % de celles de ces deux espaces (7). En d'autres termes, c'est l'Occident qui abreuve le Proche-Orient de ses devises, et non l'inverse.

Le volet « relations internationales » du scénario d'*Eurabia* n'est pas plus réaliste. Loin de se montrer complaisants à l'égard de la Palestine, les Etats européens sont de solides alliés d'Israël. Certes, comme le souligne avec insistance Bat Ye'or, ils ont voté pour la résolution 43/177 de l'Assemblée

(1) Cf. *Le Mythe de l'islamisation. Essai sur une obsession collective*, Seuil, Paris, 2012.

(2) L'expression figure dans le programme de politique étrangère présenté par le FN lors de l'élection présidentielle de 2012.

(3) Auteurs, respectivement, des ouvrages *La Rage et l'Orgueil* (Plon, Paris, 2002) ; *Deutschland schafft sich ab* (« L'Allemagne court à sa perte »), DVA, Munich, 2010) ; et *Le Grand Remplacement* (David Reinhard, Neuilly-sur-Seine, 2011).

(4) Cf. Julien Salingue, « Les obsessions islamiques de la presse magazine », Action-Critique-Médias (Acrimed), 6 novembre 2012, www.acrimed.org

(5) « Der Islam will die Welteroberung » (« L'islam veut conquérir le monde »), *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Francfort, 15 septembre 2006.

(6) Christopher Caldwell, *Une révolution sous nos yeux. Comment l'islam va transformer la France et l'Europe*, Editions du Toucan, Paris, 2012.

(7) Source : Organisation mondiale du commerce, octobre 2012.

M. VLADIMIR POUTINE

civilisations » version russe

auquel contribuait un autre courant, nationaliste, ethnique, identitaire, antisémite et russocentré. Pour celui-ci, la révolution de 1917 a été le fait de Juifs et d’autres allogènes. Les tenants de cette tendance déplorent que l’URSS ait empêché l’établissement d’institutions nationales russes, alors que les républiques non russes avaient les leurs. Même dans l’actuelle Fédération de Russie, regrettent-ils, le *rossian* (citoyen) n’est pas le *Rousskii* (Russe au sens ethnique). « La Russie aux Russes » devient le slogan des « marches russes » animées tous les 4 novembre depuis 2005 par l’extrême droite, qui organise aussi de meurtrières chasses aux immigrés.

Incertaines entrées au Kremlin

PROGRESSIVEMENT, le néoeurasisme va se démarquer très sensiblement de ce courant. Il se préfère messianique et ouvert, lorsque, débordant son espace eurasien, il en appelle à l’alliance transcontinentale des « traditions » dans le respect des différences : la « Grande Europe » à libérer de la tutelle américaine est conviée à la fête. Sachant rompre avec les amitiés encombrantes, Douguine a acclimaté sa pensée aux besoins idéologiques de l’ère Poutine. Le néoconservatisme d’Etat incarné par le président russe veut dépasser le nationalisme ethniciste et soustraire le « patriotisme » à l’influence communiste (9). Le néoeurasisme apparaît comme une source possible pour cette synthèse. Récemment, M. Poutine s’est posé en défenseur des valeurs traditionnelles de la famille, des « bonnes mœurs » sexuelles, de la morale chrétienne : autant de positions qui réjouissent les tenants de l’eurasisme.

Pourtant, l’influence réelle de Douguine sur les orientations du régime poutinien reste sujette à caution. L’idéologue aime à mettre en scène ses entrées dans les cercles dirigeants. « Cette illusion performative n’est pas dénuée de fondements rationnels : un grand nombre d’éléments indiquent qu’il est engagé dans une collaboration effective avec le pouvoir », commente Véra Nikolski, auteure d’une thèse sur le PNB et le néoeurasisme (10). La chercheuse pointe

En 2006, le dirigeant du parti Rodina (La Patrie), M. Dmitri Rogozine, qui fut représentant de la Russie auprès de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) à Bruxelles, délivra ce message avec éloquence : « *L’idée nationale renvoie le peuple russe à son état naturel : être le maître chez soi* (7). » Cet ethnicisme russe n’est pas sans rappeler l’aile néonazie du nouveau gouvernement ukrainien issu du mouvement de Maïdan, en filiation directe, elle, avec l’héritage de la collaboration nazie et de la Waffen SS. Svoboda et d’autres organisations nationalistes galiciennes organisent chaque année, le 28 avril, la célébration de la division Waffen SS Galitchina (8).

quelques-uns de ses admirateurs au sein des cercles présidentiels, membres de Russie unie : le journaliste patriote vedette Mikhaïl Leontiev, le politologue Sergueï Markov (élu député à la Douma en 2007) ou encore Ivan Demidov, chargé des questions idéologiques du parti Russie unie. Douguine rappelle son engagement auprès de M. Poutine dès sa première accession au Kremlin, en 2000. Depuis, il a défendu la ligne du président, en se félicitant de le voir se rapprocher du « peuple »… c’est-à-dire de lui-même.

Le grand projet eurasiatique concret, l’Union économique en gestation, est avant tout un marché commun représentant plus de 80 % du potentiel économique de l’ancien espace soviétique. Mais cette union constituerait aussi un vaste monde culturel proprement eurasien : slave, finno-ougrien, touranien, arménien. Alors que l’idéologue musulman Geidar Djemal la croit « mort-née » (11), Douguine, lui, continue de penser que M. Poutine vise un « objectif plus élevé, d’ordre géopolitique et politique. Il s’agit de la création, dans l’espace de l’Eurasie du nord, d’une unité supranationale basée sur une appartenance civilisationnelle commune ».

Ce discours porteur d’une vision essentialiste de la Russie n’aborde jamais les problèmes concrets auxquels sont confrontés des centaines de millions d’habi-

tants de l’Eurasie. Il a peu de chances d’être largement entendu ; mais tel n’est pas son but. Douguine s’adresse aux élites dirigeantes. L’influence des néoeurasistes est probablement limitée à des cercles haut placés, déployant leurs réseaux dans une vingtaine de pays – en rivalité avec ceux, autrement puissants, du pouvoir de conviction américain. Ils proposent une « boîte à idées » aux pouvoirs en place dans plusieurs capitales de l’Eurasie pour organiser la résistance au modèle occidental et à ce qu’ils nomment la « stratégie de l’*anaconda* » déployée par les Etats-Unis. Des « révolutions colorées » à l’actuel « coup d’Etat » en Ukraine, l’étouffement progressif de la Russie pourrait, selon eux, recourir à la voie militaire.

Estimant que la frontière des blocs de civilisations passe par l’Ukraine, ils enregistrent la haine des Russes à l’Ouest comme un fait, et voient dans le partage du pays une perspective. Après la prise de la Crimée, dont il se félicite, Douguine invoque (sur le site du Front national

bolchevique, le 18 mars) un « printemps russe ». Il exige : « *Moscou doit envoyer ses troupes en Ukraine* » – un pays auquel il accole une ancienne appellation : « Nouvelle Russie » (*Novorossia*), reprise par M. Poutine le 17 avril dernier.

Mais il envisage aussi une stratégie alternative : travailler le noyau dur du nationalisme de l’Ouest, dont l’ukrainité serait inmanquablement rejetée par l’Europe libérale, et convaincre ces « ultras » de surmonter leur russophobie en faveur du moindre mal que représenterait l’eurasianité. Ce calcul n’est pas sans fondement. Ne voit-on pas des défilés d’intégristes, tant orthodoxes russes qu’uniates ukrainiens, condamner l’Europe dégénérée et « sodomite » ? L’égalité des droits obtenue par les homosexuels en Occident, l’affaire des Pussy Riot ou les exhibitions des Femen ont heurté tous les traditionalistes.

Cette idéologie de forteresse assiégée apparaît à court terme comme une

réaction musclée à l’expansionnisme occidental, un « appel aux armes » visant à former une coalition d’Etats forts d’Asie centrale, slaves et musulmans. Si possible alliés de la Chine, ceux-ci seraient en mesure de réagir à la menace qui vient de l’Ouest autant qu’aux « terroristes » venus du Sud. Auteur de *Frappe sur la Russie*, le néoeurasiste Valeri Korovine l’affirmait début 2014 : « *La guerre contre la Russie a déjà commencé* (12). »

JEAN-MARIE CHAUVIER.

- (7) *Vrag naroda*, Algoritm, Moscou, 2006.
- (8) Lire Emmanuel Dreyfus, « En Ukraine, les ultras du nationalisme », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.
- (9) Lire « En Russie, nostalgie soviétique et nouveau patriotisme d’Etat », *Le Monde diplomatique*, mars 2004.
- (10) Véra Nikolski, *National-bolchevisme et néoeurasisme dans la Russie contemporaine. La carrière militante d’une idéologie*, Mare & Martin, Paris, 2013.
- (11) *Artogeia*, Moscou, 12 août 2013.
- (12) Valeri Korovine, *Frappe sur la Russie. La géopolitique et le pressentiment de la guerre*, Piter, Saint-Petersbourg, 2014 (en russe).



ALEXEY BELIAEV-GUINTOVT. – « Gatekeepers III » (Gardiens), 2012

FRACASSANT D’UN ESSAI FUMEUX

l’invasion arabo-musulmane

générale de l’Organisation des Nations unies (ONU) en faveur de l’indépendance de la Palestine en 1988. Mais cent quatre nations ont alors fait de même – seuls les Etats-Unis et Israël ont voté contre.

Depuis, l’Union européenne ne s’est guère distinguée par son engagement pour la cause palestinienne, au contraire. Quand, en septembre 2011, le président de l’Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a remis au secrétaire général de l’ONU Ban Ki-moon une demande de reconnaissance de la Palestine par le Conseil de sécurité, le Royaume-Uni et la France se sont empressés de déclarer qu’ils s’abstiendraient (8).

A défaut d’être achetée par les monarchies du Golfe, l’Europe est-elle menacée par un déferlement de populations musulmanes ? Selon les estimations les plus hautes qui circulent sur Internet, l’Union européenne serait actuellement habitée, secrètement, par cinquante millions de musulmans, et ce nombre devrait doubler dans les vingt ou trente ans à venir. Ces chiffres ne sont pas inventés par des hurluberlus, mais lancés par des gens a priori crédibles, comme le journaliste canadien Mark Steyn, père de l’expression « *génocide européen* » et l’un des principaux propagateurs du mythe d’*Eurabia* en Amérique du Nord. Selon lui, les musulmans devraient constituer 40 % de la population européenne en 2020.

Sachant que cette communauté – entendue au sens large – représente actuellement entre 2,4 % et 3,2 % de la population de l’Union européenne (douze à seize millions de personnes), il faudrait, pour voir se réaliser les prédictions de Steyn, que ces pourcentages soient multipliés par quinze en dix ans. Une évolution possible, affirment les adeptes d’*Eurabia*,

car des vagues de musulmans immigreront en Europe, puis s’y « reproduisent » de manière exceptionnelle et appliquent une stratégie de conversions de masse. Sur ces trois points, la réalité des chiffres contredit leurs arguments.

Les sociétés européennes connaissent en effet un taux d’accroissement migratoire stable depuis les années 1980. Il est de 1,1 % en France, de 3 % au Royaume-Uni et de – 0,7 % en Allemagne (chiffres de 2009). Seuls trois pays à majorité musulmane, le Maroc, la Turquie et l’Albanie, figurent parmi les dix premières communautés d’immigrants installés dans l’Union (9). De plus, les musulmans ne procréent pas davantage que les autres. Dans la plupart des pays musulmans, le taux de natalité est très proche de ceux observés dans les Etats occidentaux, et parfois même plus bas, comme en Iran (10). Et le taux de fécondité des femmes musulmanes installées en Europe connaît une baisse continue depuis les années 1970, jusqu’à rejoindre celui de la population générale au début des années 2000 (11).

RESTENT les conversions. Le 4 janvier 2011, le quotidien *The Independent* alertait ses lecteurs sur un risque d’« *islamisation du Royaume-Uni* », car le nombre de convertis avait doublé depuis dix ans, passant de cinquante mille à cent mille personnes entre 2001 et 2011 (pour une population totale de soixante millions d’habitants). Une personne sur six cents serait convertie à l’islam ; à un rythme de cinq mille conversions par an (à peine plus qu’en France ou en Allemagne), il faudrait six mille ans pour que le Royaume-Uni devienne un pays à majorité musulmane.

Une « invasion » très lente, donc, surtout quand on la compare à la croissance étourdissante des conversions au christianisme évangélique et pentecôtiste dans le monde, par exemple en Chine et en Afrique : dix mille par jour (12) ! Il s’agit de la plus rapide progression religieuse de l’histoire – de zéro à cinq cents millions d’adeptes en moins d’un siècle –, mais peu de médias s’alarment de l’« évangélisation du monde »...

En dépit de son caractère fantaisiste, l’influence du scénario d’*Eurabia* ne cesse de croître. L’ombre du complot musulman alimente une nouvelle logique de défense culturelle : défense des « valeurs » et du « mode de vie » des peuples européens « de souche » menacés par l’ensemble des minorités ethnoculturelles dont les musulmans représentent la quintessence idéale et terrifiante. Grâce au mythe d’*Eurabia*, des partis européens objectivement situés à l’extrême droite peuvent prétendre dépasser la distinction droite-gauche. Et se présenter, en falsifiant ces valeurs, comme des défenseurs du progrès, de la liberté, de la démocratie, de l’indépendance, de la tolérance, de la laïcité, séduisant ainsi au-delà de leur périmètre électoral habituel.

RAPHAËL LIOGIER.

- (8) Lire Laurence Bernard, « Faillite de l’Union européenne en Palestine », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.
- (9) « Populations et tendances démographiques des pays européens (1980-2010) », *Population*, vol. 66, n° 1, Institut national d’études démographiques, Paris, 2011.
- (10) Lire Gérard-François Dumont, « Fausses évidences sur la population mondiale », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.
- (11) Charles F. Westoff et Tomas Frejka, « Religiousness and fertility among European Muslims », *Population and Development Review*, vol. 33, n° 4, Hoboken (New Jersey), 2007.
- (12) Patrice de Plunkett, *Les Evangéliques à la conquête du monde*, Perrin, Paris, 2009.

Nos précédents articles

- « Loin des mythes, dans l’isolement », textes et graphiques de *Sylvain Crépon* et *Joël Gombin* (*Manière de voir*, n° 134, « Nouveaux visages des extrêmes droites », avril-mai 2014)
- « Le national-conservatisme s’ancre dans la société hongroise », par *Corentin Léotard* (avril 2014).
- « Une extrême droite qui n’exécute pas l’islam », par *C. L.*
- « Extrêmes droites mutantes en Europe », par *Jean-Yves Camus* (mars 2014).
- « Le Front national sur un plateau », par *Eric Dupin* (mars 2014).
- « Xénophobes au nom de l’Etat social », par *Alexis Spire* (décembre 2013).
- « Les embrouilles idéologiques de l’extrême droite », par *Evelyne Pieiller* (octobre 2013).
- « Le style paranoïaque en politique », par *Richard Hofstadter* (septembre 2012).
- « Acrobates doctrinaux au Front national », par *E. D.* (avril 2012).
- « En Europe, le jeu des trois familles », par *Dominique Vidal* (janvier 2011).
- « Fascisme, islam et grossiers amalgames », par *Stefan Durand* (novembre 2006).

Israël déconcerté par la guerre en Syrie

Voilà plus de trois ans que la Syrie est plongée dans un bain de sang. Un tiers de sa population a pris le chemin de l'exil; la moitié de ses infrastructures ont été anéanties. Ce chaos renforce les craintes sécuritaires d'Israël, partagé entre son hostilité envers le régime de Damas et sa crainte de voir des groupes djihadistes prendre le pouvoir à ses frontières.

PAR NIR BOMS ET ASAF HAZANI *

Ce ne sont pas les termes qui manquent, dans le répertoire israélien, pour désigner les événements qui agitent le monde arabe depuis quelques années. Ils reflètent la manière dont les divers acteurs perçoivent ces changements. Ainsi, le « printemps arabe » des premiers jours est devenu au fil des mois un dangereux « hiver islamiste radical », puis, devant l'incapacité persistante des dirigeants du pays à définir la nature même des transformations en cours, un « bouleversement proche-oriental ». Pour finir, la propension à osciller entre optimisme et pessimisme s'est muée en profonde perplexité.

Impressionné par l'effet domino qu'a provoqué l'immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie, Israël a d'abord vu dans les protestations « là-bas », loin de ses frontières, une expérience sociologique

fascinante. Il est en effet convaincu de constituer une entité distincte, un cas à part au Proche-Orient. L'ancien premier ministre (1999-2001) et ministre de la défense (2007-2013) Ehoud Barak considérait son pays comme une « villa au milieu de la jungle ». Et, pour l'establishment, le « mouvement des tentes » de 2011 (1), aventure d'un été plutôt inspirée des mouvements européens et américains (les « indignés », Occuper Wall Street), traduisait davantage un mécontentement social qu'une contagion des turbulences régionales.

Au départ, Israël, prudent, a préféré rester en retrait. Si le « printemps arabe » faisait régulièrement les gros titres des médias, les changements en Arabie saoudite, au Yémen et à Bahreïn étaient totalement passés sous silence, car ils ne concernaient pas directement la sécurité de l'Etat hébreu.

Mieux vaut un ennemi que l'on connaît déjà

NÉANMOINS, les effets des bouleversements régionaux ont commencé à se faire sentir, contraignant les dirigeants à admettre que les révoltes arabes pouvaient affecter les intérêts nationaux. Ils se sont inquiétés de voir les armes détenues avant 2011 par Mouammar Kadhafi en Libye passer aux mains d'éléments terroristes opérant sans contrôle près de leurs frontières. Des attentats ont été perpétrés dans le Sinaï dès la chute de M. Hosni Moubarak, début 2011, et se sont intensifiés avec la destitution de M. Mohamed Morsi, à l'été 2013. Luttant pour maintenir un semblant de stabilité dans la péninsule, les présidents égyptiens successifs peinaient à imposer leur autorité. Signataire en 1979 d'un accord de paix avec Le Caire, Tel-Aviv se trouvait confronté à

un dilemme : fallait-il répondre aux actes terroristes ? Admonester le gouvernement égyptien pour son incapacité à rétablir l'ordre ? Aucune des deux options n'était sans risque. Autre possibilité : consentir à revoir le volet militaire des accords de paix et permettre à l'Egypte de renforcer ses troupes dans le Sinaï. Un choix crucial, qui devait garantir la sécurité pour l'avenir au détriment du présent.

Cependant, le Sinaï était loin de représenter le seul défi. La déstabilisation de la Jordanie, largement négligée, suscitait elle aussi une inquiétude croissante. De même, en Syrie, les combats attiraient les organisations djihadistes internationales, dont l'emprise sur le pays, en proie au chaos, grandissait. Israël observait ces événements avec appréhension, tout en gardant le contrôle sur les territoires palestiniens, dans l'espoir que la contagion proche-orientale ne les toucherait pas. Une

question le hantait : face à la montée des groupes armés, les Etats étaient-ils encore des acteurs pertinents ? En 2006, l'Etat libanais n'avait-il pas été incapable d'empêcher le conflit entre le Hezbollah et Israël ?

Durant les premiers mois de la révolte qui a éclaté en mars 2011, M. Bachar Al-Assad a voulu croire à une tempête passagère, à un phénomène sans lien avec les bouleversements régionaux. Circonsrites dans l'espace et le temps, les manifestations du vendredi n'avaient, selon lui, rien d'un soulèvement général contre son pouvoir. Très vite, cependant, la Syrie a basculé dans un bain de sang, et les violences qui la touchaient ont affecté la région tout entière.

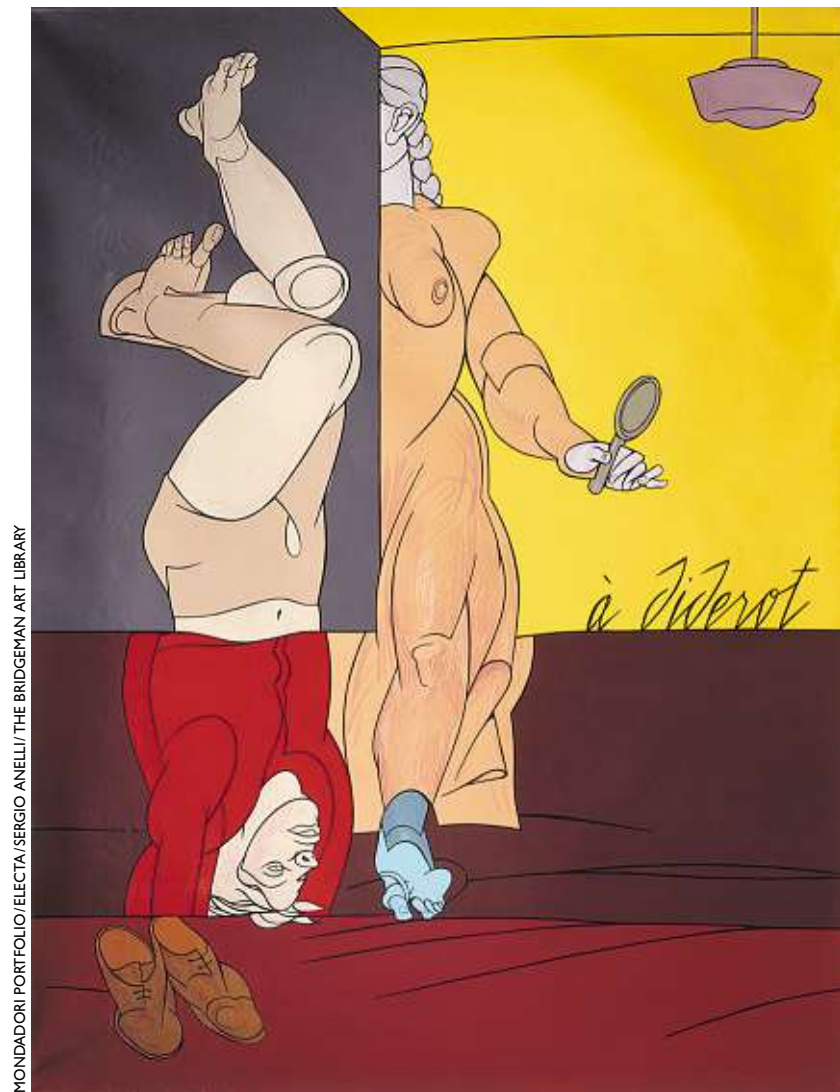
Les hostilités ont provoqué une vague de souffrances terribles et un déplacement massif de populations, suscitant une alarme internationale. Les centaines de milliers de réfugiés installés en Turquie, au Liban et en Jordanie ont ébranlé la stabilité de leurs pays d'accueil ; mais Israël, l'ennemi de toujours, a été dispensé de toute participation à la gestion du problème. Les Palestiniens ont également refusé de coordonner avec Tel-Aviv leur action en faveur des réfugiés syriens. Une position plutôt confortable pour un Etat qui fait déjà face à une importante immigration de travailleurs africains.

D'autres aspects des événements se sont avérés bénéfiques pour la quiétude des dirigeants israéliens. Tout d'abord, avec le « printemps arabe », la recherche d'une solution au problème palestinien est passée au second plan dans les affaires internationales. Avant le début des hostilités en Syrie, seuls les Palestiniens bénéficiaient du statut de réfugiés au Proche-Orient. Désormais, les Syriens les ont supplantés : dans la région, ils sont devenus la communauté la plus nombreuse à vivre en exil ou à être déplacée sur le territoire national.

En outre, la crainte d'une dissolution de la Syrie a eu un impact direct sur les relations entre les partenaires de l'axe Iran-Syrie-Hezbollah. Auparavant, Téhéran et Damas se focalisaient sur le soutien au Hezbollah. Désormais, même si Israël craint toujours que des armes non conventionnelles soient livrées par Damas à l'organisation de M. Hassan Nasrallah, c'est surtout la Syrie qui bénéficie de l'aide des deux autres. Le changement n'est pas négligeable, lorsqu'on se rappelle que, historiquement, l'establishment israélien a toujours eu tendance à appréhender les événements géopolitiques à travers une grille sécuritaire, en ignorant purement et simplement ceux qui n'avaient aucun impact à cet égard. Estimant le régime de M. Al-Assad inexorablement condamné, Tel-Aviv s'est contenté d'un statut d'observateur extérieur. Il s'est également félicité de voir Damas rompre sa relation avec le Hamas palestinien durant l'année 2012. Toutefois, face à l'escalade du conflit, de nombreux hauts dirigeants ont repris la formule utilisée dans un tout autre contexte par l'ancien premier ministre Menahem Begin : « *Je souhaite bonne chance aux deux parties.* »

La chute du régime de M. Al-Assad servirait les intérêts israéliens en déstabilisant l'axe irano-chiite. En revanche, compte tenu de la faiblesse de l'opposition laïque, une victoire des insurgés pourrait conduire à l'instauration, dans l'arrière-cour de l'Etat hébreu, d'un régime islamiste hostile. M. Al-Assad est un ennemi officiel et déclaré, qui siège dans son palais et avec qui l'on sait comment communiquer ; les insurgés, eux, n'ont pas de boîte aux lettres. Ou alors, celles-ci sont si nombreuses qu'il est impossible de les combattre ou de négocier avec eux comme on le fait avec un adversaire étatique : bombardements de sites stratégiques, messages transmis par une tierce partie, etc.

Israël a presque réussi à ne pas prendre parti ouvertement. Les efforts diplomatiques qui ont abouti à la programmation de la destruction de l'arsenal chimique syrien le débarrassent d'un certain nombre de soucis. Le commandement du Front intérieur des forces armées, responsable de la défense civile, a interrompu la production de masques à gaz. S'agissant du



VALERIO ADAMI. – « The Walk of the Skeptic » (La Promenade du sceptique), 1981

transfert d'armes stratégiques (notamment de la Syrie au Hezbollah), ou de l'extension des combats au Golan – le plateau syrien qu'il occupe depuis 1967 et qu'il a annexé en 1981 – ou à son propre territoire, Tel-Aviv a tracé des lignes rouges : son aviation n'a pas hésité à mener des raids contre des objectifs militaires syriens, les derniers en février et mars 2014.

Le Golan, zone tampon depuis la guerre d'octobre 1973, a cessé de l'être. Les forces de l'Organisation des Nations unies (ONU) ne sont plus efficaces, et des combats ont lieu très près des frontières. Des tirs de mortier et des obus d'artillerie, des rafales de mitrailleuse ou des bombes placées au bord des routes visent régulièrement Israël, intentionnellement ou non.

Huit cents blessés soignés

L'UNE des rares opérations dans lesquelles l'Etat hébreu s'est activement impliqué, sans débat public, est l'aide médicale importante apportée aux blessés syriens dans le Golan depuis février 2013. Un personnel militaire paramédical s'occupe des blessés dans la région frontalière ; un hôpital de campagne a été créé afin d'en accueillir un nombre croissant, dont certains sont transférés vers l'hôpital israélien de Safed. Près de huit cents Syriens ont déjà été soignés. D'autres opérations humanitaires se déroulent en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG).

Mais, alors que le sud du Golan devient un havre stratégique pour les organisations islamistes radicales, Israël se trouve contraint de choisir : soit remodeler activement la région et y exercer son influence, soit attendre et voir ce que l'avenir lui réserve. Or l'analyse des opérations menées à ce jour ne fournit aucune conclusion décisive. Le refus d'octroyer une aide aux rebelles à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie a démontré que Tel-Aviv préfère sans doute préserver le régime de M. Al-Assad, et opter pour un ennemi qu'il connaît déjà. Mais son soutien à l'idée d'une intervention militaire américaine en septembre 2013 comme l'extension de son aide humanitaire pourraient indiquer une inflexion de sa politique.

Jusqu'ici, Israël a tout fait pour rester à l'écart du Proche-Orient en général et du conflit syrien en particulier. Ce choix, qui a l'appui de l'opinion, rejoint celui des Etats-Unis. Début 2013, Washington, affirmant que l'utilisation d'armes chimiques représentait une « ligne rouge », a menacé la Syrie d'une intervention

Comment y répondre ? Faut-il permettre à l'ONU de renforcer ses troupes dans la région, comme on a permis à l'Egypte de renforcer les siennes dans le Sinaï ? Faut-il répondre aux tirs, au risque d'une escalade dangereuse ?

Plus largement, faut-il soutenir l'une des parties combattantes ? Faut-il choisir un camp contre l'autre, s'abstenir d'aider l'un comme l'autre, ou fournir plusieurs niveaux d'assistance aux deux simultanément ? Et, dans l'hypothèse où Israël fournirait une assistance, doit-il la procurer directement ou indirectement ? Ouvertement ou en secret ? Doit-il livrer des armes – une forme d'engagement qu'il a souvent pratiquée – ou s'en tenir au domaine humanitaire ?

militaire, avant de renoncer, préférant « tirer les ficelles dans l'ombre » (*lead from behind*). D'autres, comme la Turquie, le Qatar, et les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CGC), ont opté pour une attitude plus active, en soutenant diverses factions de l'opposition islamiste.

Des ONG israéliennes telles qu'Israeli Flying Aid et Main dans la main avec les réfugiés syriens ont donné une réponse différente. Elles ont été les premières à reconnaître à la fois la nécessité et la possibilité de créer une nouvelle relation avec les Syriens. Elles ont mené des opérations d'assistance humanitaire en Jordanie, en Turquie et en Syrie, notamment à travers la livraison de nourriture et de fournitures médicales. Au total, jusqu'ici, plus de mille trois cents tonnes de matériel ont été livrées. Ces initiatives ont permis à des groupes israéliens et syriens de collaborer, parfois ouvertement, pour la toute première fois. Mais elles se sont limitées à la sphère civile.

Prisonnière d'une vision militariste et sécuritaire, la diplomatie israélienne n'a jamais été un instrument très efficace – et elle l'est d'autant moins ces derniers mois que les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères sont en grève. Pourtant, l'action diplomatique, ajoutée à l'aide humanitaire, pourrait permettre au pays de jouer un rôle positif et de s'assurer des alliés pour l'avenir. Les huit cents Syriens soignés l'an dernier pourraient être ses meilleurs ambassadeurs.

(1) Lire Yaël Lerer, « Indignation (sélective) dans les rues d'Israël », *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.

**ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ
DU JOURNAL DEPUIS SA CRÉATION**

Prolongez votre manière de voir le monde



- 60 années d'archives
- plus de 700 numéros du journal
- plus de 400 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

www.monde-diplomatique.fr/archives

AFFIRMATION DE L’IRAN, TENSIONS AVEC LE QATAR

La grande peur de l’Arabie saoudite

Dans l’œil du cyclone. Ainsi se perçoit l’Arabie saoudite, cernée par les menaces à ses frontières, que ce soit au Yémen ou en Irak. La montée en puissance de l’Iran lui apparaît comme un danger mortel. Que faire, alors que se dessinent en outre les contours d’un accord sur le nucléaire entre Washington et Téhéran qui mettrait un terme à l’ostracisme frappant la République islamique ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL ALAIN GRESH

DEPUIS toujours, l’Iran s’ingère dans les affaires de l’Arabie saoudite. En 2003, le feu vert donné aux attaques d’Al-Qaïda contre le royaume (1) est venu de Téhéran. » Professeur à l’université de Riyad, notre interlocuteur semble sûr de son fait. Il reste imperméable au caractère très improbable de cette alliance entre un régime chiite et une organisation sunnite qui ne cache pas sa haine des « hérétiques ». Et il n’est pas seul à défendre ces théories. Dans le quotidien *Asharq Al-Awsat* (12 février), propriété de la famille royale saoudienne, l’influent éditorialiste Tarik Al-Homeïd appelait les Etats-Unis à reconnaître que l’Iran était le principal parrain de l’organisation fondée par Oussama Ben Laden.

Est-ce un sentiment d’encerclement croissant qui explique ces étranges spéculations de nombre de responsables saoudiens ? « A chacune de nos frontières, l’instabilité s’étend. Et, derrière elle, nous voyons la main de l’Iran », poursuit le professeur. Instabilité en Irak, d’abord : les contacts entre Riyad et le gouvernement de M. Nouri Al-Maliki sont pratiquement rompus. A Bahreïn, ensuite, où la révolte, dans la foulée des « printemps » tunisien et égyptien, a été assimilée à une tentative de déstabilisation venue de Téhéran, avant d’être matée avec l’aide des troupes saoudiennes en mars 2011. Au Yémen, enfin, où une fronde régionale (dite « houthiste », du nom de son fondateur, Hussein Badreddin Al-Houthi), aux causes avant tout internes, est attribuée à de sombres manœuvres des gardiens de la révolution iraniens (2).

Soutien contesté au pouvoir militaire en Egypte

Sur les fronts syrien et libanais, également, on retrouve les deux axes qui dominent la région : Téhéran dirige le premier, qui le relie à la Syrie et au Hezbollah libanais, et Riyad l’autre, avec les Emirats arabes unis, Bahreïn, ainsi que le Mouvement du 14-Mars de l’ancien premier ministre libanais Saad Hariï.

Les inquiétudes que l’on perçoit en Arabie saoudite se sont accrues avec les fissures au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (3). Début décembre 2013, Oman s’est fermement opposé au plan saoudien d’une union des pays du Golfe (4). Le projet d’un commandement unifié, qui aurait permis de regrouper les forces militaires des six pays, reste donc à l’état de brouillon. A l’exception de Riyad et de Manama (Bahreïn), les membres du CCG ont en outre accueilli positivement l’accord intérimaire sur le nucléaire entre Washington et Téhéran, en novembre 2013, et ont reçu le ministre des affaires étrangères iranien. Quant au Koweït, il refuse, pour l’instant, de signer le pacte du CCG sur la sécurité intérieure voulu par Riyad, car ce texte s’affranchit de nombre de garanties sur les libertés – d’expression notamment – inscrites dans sa Constitution (5).

Dans ce contexte déjà incertain, l’Arabie saoudite, suivie par deux de ses partenaires du CCG, les Emirats arabes unis et Bahreïn, a annoncé le 5 mars 2014 le retrait de son ambassadeur au Qatar (6). Il est vrai que les relations entre le royaume et le petit émirat voisin, pourtant tous deux wahhabites, ont rarement été sereines. Un conflit frontalier a même conduit à des accrochages armés en 1992. Le renversement de l’émir par son fils Hamad Ben Khalifa Al-Thani, en 1995, a aggravé les tensions. En 2002, Riyad avait déjà rappelé son ambassadeur pour protester contre une émission de la chaîne qatarie Al-Jazira consacrée au fondateur de l’Arabie, le roi Ibn Saoud. Le diplomate n’avait regagné son poste qu’en 2008, après que l’émirat eut promis d’atténuer les critiques émises par la chaîne satellitaire.

En dépit de leur engagement commun pour aider, y compris militairement, l’opposition au régime de M. Bachar Al-Assad et accélérer sa chute, le « printemps arabe » a élargi le fossé entre Doha et Riyad. Le Qatar s’est fait le champion des transformations en cours et a misé sur les Frères musulmans

pour en récolter les fruits. L’Arabie saoudite, elle, déjà ulcérée par la chute de M. Hosni Moubarak en Egypte et craignant une déstabilisation de la région, qualifie les Frères d’« organisation terroriste ».

Après avoir été longtemps l’alliée de l’Arabie, la confrérie joue depuis les années 1990 un rôle actif dans la contestation à l’intérieur du royaume (7). Elle constitue désormais la cible essentielle d’une répression implacable qui touche aussi un certain nombre d’intellectuels libéraux, comme MM. Mohammed Al-Kahtani et Abdallah Al-Hamed, condamnés à de lourdes peines de prison. Début février, la presse saoudienne publiait un décret royal punissant de trois à vingt ans de prison toute « appartenance à des courants religieux ou intellectuels, à des groupes ou à des formations définis comme terroristes nationalement, régionalement ou internationalement ; tout appui quel qu’il soit à leur idéologie ou à leur vision, toute expression d’une quelconque sympathie avec eux ». Le « terrorisme », est-il précisé, inclut l’athéisme et toute mise en cause des principes fondamentaux de la religion musulmane.

Si ces décrets visent en priorité les Frères, ils ont aussi pour objectif d’encourager les Saoudiens partis combattre le régime de M. Al-Assad à rentrer chez eux. Selon les chiffres officiels, ils sont mille quatre cents ; des données plus crédibles, mais non vérifiables, en évoquent entre cinq mille et sept mille. Pourquoi s’en inquiéter, alors que les médias du royaume se déchainent contre le dirigeant syrien ? Parce que le souvenir du retour de milliers de combattants partis en Afghanistan dans les années 1980 hante encore les mémoires. Comme l’explique un diplomate du Golfe, « la politique du royaume à l’égard de la Syrie intègre de plus en plus les impératifs du “contre-terrorisme” ». Le ministère de l’intérieur est particulièrement préoccupé (8). Riyad a donc publiquement demandé à son ambassade à Ankara de prendre toutes les mesures pour rapatrier ses nationaux qui transitent par la Turquie et le Liban.

Toujours aux commandes malgré ses 90 ans, le roi Abdallah continue de fixer les grandes lignes de la politique du royaume ; mais leur mise en œuvre en Syrie a été confiée à deux hommes aux objectifs distincts. Le prince Mohammed Ben Nayef, le ministre de l’intérieur, qui avait écrasé l’insurrection islamiste de 2003, donne toujours la priorité à la « guerre contre le terrorisme ». Le prince Bandar Ben Sultan, chef des services de renseignement depuis juillet 2012, a cherché de son côté l’efficacité dans le combat contre M. Al-Assad, y compris en soutenant des groupes salafistes du Front islamique. Son manque de vigilance dans l’acheminement des armes aurait suscité l’inquiétude des Etats-Unis. Cela explique sans doute sa « démission », qui, le 15 avril dernier, est venue confirmer l’ascendant du chef de la police sur celui des services secrets.

L’appui aux rebelles syriens fait consensus dans l’opinion saoudienne (sauf au sein de la minorité chiite) ; en revanche, le soutien au renversement du président égyptien Mohamed Morsi, en juillet 2013, suscite plus de controverses. « Pour la première fois, nous entendons des critiques, confie, sous couvert d’anonymat, un journaliste influent. “Pourquoi soutenons-nous le renversement d’un président qui se réclame de l’islam ? Pourquoi engloutissons-nous des milliards de dollars en Egypte à l’heure où nos problèmes de logement ou de pauvreté sont si importants ?” » Naguère inaudible, ce malaise s’exprime sur les réseaux sociaux que les autorités cherchent, sans grand succès, à brider. « Dans un monde arabe où les puissances traditionnelles que sont l’Irak, la Syrie ou l’Egypte s’effacent, absorbées par leurs problèmes internes, de plus en plus de forces se tournent vers nous. Et nous ne sommes pas capables de leur répondre. Nous sommes impuissants à régler les crises en Irak ou à Bahreïn, sans même parler de la Syrie », poursuit notre interlocuteur.

L’inflexion de la politique américaine a considérablement augmenté l’insécurité saoudienne. Le refus du président Barack Obama de bombardier la Syrie l’été dernier et l’accord sur la liquidation des



REUTERS

FAISAL AL-NASSER. – Entraînement des soldats des forces spéciales saoudiennes à Darma, mars 2014

armes chimiques détenues par Damas ont suscité un geste sans précédent : après avoir lutté pendant des années pour être élu membre non permanent du Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations unies (ONU), et alors que sa candidature était retenue, le royaume s’est désisté. Le ministre des affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal, a décidé de ne pas prononcer de discours devant l’Assemblée générale pour protester contre l’inaction de l’ONU face au drame syrien.

Par la suite, la révélation des négociations entre Washington et Téhéran à Oman, puis l’annonce d’un accord intérimaire sur le nucléaire, en novembre 2013, ont ranimé une vieille hantise de Riyad : celle d’un accord irano-américain au détriment des Arabes. « L’idée que nos intérêts puissent être écartés par l’Iran et par les Etats-Unis nous préoccupe, nous avait confié en 2010 le prince Turki Al-Fayçal, ancien chef des renseignements. Nous serions alors coincés entre un Iran nucléaire et un Israël nucléaire. » Il ajoutait en souriant : « Remercions Dieu pour [M. Mahmoud] Ahmadinejad... » La personnalité de l’ancien président iranien rendait en effet ce cas de figure improbable (9). Mais, désormais, M. Hassan Rohani, élu en juin 2013, lui a succédé, et l’hypothèse d’un tel retournement paraît crédible. Le contenu d’un éventuel accord nucléaire inquiète moins Riyad que le principe même d’un accord et la fin de l’isolement international de l’Iran.

L’alliance avec les Etats-Unis reste stratégique

Les relations entre les Etats-Unis et l’Arabie saoudite ont connu bien des soubresauts. Comme dans un mariage, la partie la plus faible redoute d’être abandonnée. Mais cette alliance reste stratégique, car elle répond aux intérêts fondamentaux des deux partenaires. Le royaume a besoin des Etats-Unis pour sa sécurité militaire, comme l’ont montré la guerre du Koweït de 1990-1991 ou les piètres performances de son armée contre la rébellion houthiste au Yémen en novembre-décembre 2009. De son côté, Washington a fortement besoin de l’Arabie saoudite parce qu’elle finance l’industrie d’armements américaine par des achats massifs (le plus souvent inutiles) et parce qu’elle garantit la stabilité du marché mondial du pétrole.

La visite du président Obama, le 28 mars 2014, avait pour objectif de rappeler ces principes fondamentaux et de calmer ses interlocuteurs saoudiens. Avec quel succès ? Comme le reconnaissait un commentateur saoudien interviewé ce jour-là sur Al-Jazira, la priorité pour M. Obama est d’aboutir à un accord avec l’Iran sur le nucléaire, alors que l’Arabie veut avant tout mettre un terme aux ingérences iraniennes dans la région. La famille royale devra s’adapter.

« Nul ne pourra nous convaincre que l’Iran est un pays pacifique », écrit un analyste saoudien, qui ajoute : « Notre sécurité est prioritaire et personne ne peut nous contester le droit de la défendre » (10). Cependant, de quelle marge de manœuvre dispose le royaume ? Il peut se démarquer de Washington et réprimer la contestation à Bahreïn, ou soutenir massivement le régime militaire en Egypte. Mais les Etats-Unis n’ont toujours pas autorisé la fourniture d’armes anti-aériennes à l’opposition syrienne, et il n’a pas osé passer outre. Quant aux convergences « objectives » entre Riyad et Tel-Aviv face à Téhéran, elles peuvent difficilement se convertir en coordination politique, même si la presse a mis en avant, ici ou là, des rencontres « fortuites » entre des représentants des deux pays (11).

La faiblesse saoudienne tient aussi à un facteur structurel rarement souligné. Le royaume a bâti sa légitimité sur un discours purement religieux, conservateur et largement apolitique. Le wahhabisme et le salafisme prônent la soumission au souverain, et, s’ils savent éradiquer les hérésies religieuses, ils n’ont aucune capacité à lutter contre les « hérésies » politiques. Dans les années 1950 et 1960, quand il s’opposa au président égyptien Gamal Abdel Nasser et au nationalisme arabe, le royaume fit appel aux Frères musulmans, qui lui fournirent les cadres et les thèmes politiques de son combat contre le Raïs. Mais, engagé dans une répression contre les Frères, il se retrouve bien démuni idéologiquement : la propagande salafiste des chaînes satellitaires hésite entre le conservatisme apolitique, le discours antichiite et les invocations purement religieuses peu en prise avec les réalités régionales.

Même l’idée d’établir un « front sunnite » contre la « menace chiite et perse » ne résiste pas à l’analyse. La Turquie, également sunnite, dénonce avec constance l’illégitimité du pouvoir égyptien. Et des pays comme le Maroc, la Jordanie ou le Koweït refusent d’interdire les Frères musulmans, qui sont un élément important du jeu politique interne.

Certes, les relations avec le Qatar pourraient retrouver un semblant de normalité – un accord a finalement été conclu le 17 avril entre les pays du CCG. Mais il faut exclure un changement radical de la part du nouvel émir du Qatar, M. Tamim Ben Hamad Al-Thani, qui a succédé à son père le 25 juin 2013. Cette transition a vu un homme d’à peine 33 ans succéder à un autre d’à peine 60 ans qui renonçait volontairement au pouvoir : elle a dû apparaître comme une insulte à une monarchie saoudienne où dominent les gérantes. Maigre consolation pour Riyad, peut-être : on pourrait assister à une réorientation de la ligne d’Al-Jazira, dont l’alignement total sur les Frères musulmans suscite des critiques jusque dans les cercles dirigeants de l’émirat.

Téhéran, en revanche, déploie une stratégie internationale active, forge des alliances aussi bien avec des gouvernements de gauche en Amérique latine – du Venezuela au Brésil – qu’avec le « laïque » Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), envoie son charismatique ministre des affaires étrangères à Abou Dhabi ou à Mascate (Oman). « Le problème, ce n’est pas l’Iran, se désole un intellectuel saoudien, pourtant convaincu de la menace que ce pays fait peser sur la région. Téhéran a une stratégie politique, diplomatique et régionale, et c’est normal. Le problème, c’est que nous ne sommes pas nous-mêmes capables d’en définir une et de la mettre en œuvre. »

(1) A partir de cette date, le royaume a subi une série d’attentats perpétrés par Al-Qaïda, notamment à Riyad. Lire Stéphane Lacroix, *Les Islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, Presses universitaires de France (PUF), Paris, 2011.

(2) Lire Pierre Bernin, « Les guerres cachées du Yémen », *Le Monde diplomatique*, octobre 2009.

(3) Le CCG regroupe l’Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

(4) Cf. Marc Cher-Leparrain, « La fronde d’Oman contre l’Arabie saoudite », *OrientXXI*, 22 janvier 2014, www.orientxxi.info

(5) Yazan Al-Saadi, « GCC security pact : Kuwait holding back », *Al-Akhhbar English*, Beyrouth, 1^{er} mars 2014.

(6) Cf. « Grave crise entre les émirats du Golfe », Nouvelles d’Orient, 7 mars 2014, <http://blog.mondediplo.net>, et Olivier Da Lage, « L’Arabie saoudite alliée objective du Qatar ? », *OrientXXI*, 17 mars 2014.

(7) Lire « Les islamistes à l’épreuve du pouvoir », *Le Monde diplomatique*, novembre 2012.

(8) Cité dans « Islamist threat at home forces Saudi rethink on Syria », *Arab Times*, Riyad, 12 février 2014.

(9) Lire « Pékin et Riyad rouvrent la route de la soie », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.

(10) Al-Riyad, 29 mars 2014.

(11) Lire les explications du prince Turki Al-Fayçal sur ces rencontres dans *Al-Riyad*, 13 février 2014.

Au Rwanda, la tradition instrumentalisée

Loin des commémorations du génocide de 1994, le gouvernement rwandais poursuit sa rénovation d'un ancien dispositif de formation des guerriers de l'époque précoloniale. Des plus bas échelons de l'administration locale aux plus hautes sphères du pouvoir, un culte de la guerre gagne le pays. Kigali organise même la généralisation de cette tradition à sa diaspora.

PAR THOMAS RIOT *

DANSE et poésie guerrières, «veillées d'armes pour le développement», saut en hauteur, lutte, travaux communautaires, nouveaux défis économiques... Au Rwanda, le gouvernement de M. Paul Kagamé a choisi de faire d'une institution guerrière et éducative qui existait avant la colonisation européenne l'un des principaux vecteurs de la reconstruction du pays et de la réconciliation entre ses habitants. Son nom ? *Itorero*. Ses membres, les *ntore* («choisis», «élus»), se comptent par centaines de milliers. Formés par le régime du Front patriotique rwandais (FPR), ils composent les académies éducative, militaire, politique et économique de ce processus national. Entre 2009 et 2013, plus d'un million de Rwandais (sur une population de dix millions et demi de personnes en 2010) ont été initiés à l'*itorero* pour occuper des postes à l'intérieur du pays, mais également pour encadrer la diaspora.

Les autorités affirment qu'il s'agit de raviver la mémoire des guerriers défenseurs de la patrie à l'époque précoloniale et de lutter contre l'idéologie qui a mené au génocide des Tutsis en 1994. Pour Kigali, cette dernière continue de menacer l'intégrité du territoire et de la population (1). Les célèbres collines rwandaises seraient directement concernées, tout comme des réseaux internationaux de réfugiés et d'expatriés, soupçonnés de cultiver les clivages sociopolitiques responsables des tueries, notamment en République démocratique du Congo (RDC), où le Rwanda est accusé d'ingérence (2).

Plus de vingt ans après le massacre d'environ huit cent mille Tutsis, ainsi que des Hutus opposés au régime, l'instauration forcée de la culture guerrière de l'*itorero* vise à susciter une mobilisation nationale qui a pour but de renforcer la légitimité d'un pouvoir adossé au souvenir du génocide. La réactivation de ce culte militaire engendre des actions répressives et criminelles vis-à-vis d'individus et de groupes opposés au FPR qui demeurent actifs au Kivu (RDC) ou en Afrique du Sud.

Avant la colonisation du Rwanda, lorsque la partie centrale du pays était gouvernée par le royaume Nyiginya, l'*itorero* assurait la formation des cadets destinés aux armées royales. L'instrumentalisation politique du dispositif n'est pas neuve. Pendant la colonisation belge, elle concernait les jeunes fils de chefs tutsis appelés à tenir les rênes du gouvernement autochtone des «mille collines». Les Européens utilisaient en effet une minorité tutsie pour mener à bien leur politique d'administration indirecte et pour exploiter la population rwandaise, majoritairement identifiée à des lignages hutus.

Avant la colonisation du Rwanda, lorsque la partie centrale du pays était gouvernée par le royaume Nyiginya, l'*itorero* assurait la formation des cadets destinés aux armées royales. L'instrumentalisation politique du dispositif n'est pas neuve. Pendant la colonisation belge, elle concernait les jeunes fils de chefs tutsis appelés à tenir les rênes du gouvernement autochtone des «mille collines». Les Européens utilisaient en effet une minorité tutsie pour mener à bien leur politique d'administration indirecte et pour exploiter la population rwandaise, majoritairement identifiée à des lignages hutus.

Créer un nouvel ordre national

Sous la seconde République, entre 1973 et 1994, le président Juvénal Habyarimana avait activé la culture *ntore* comme un moyen de mobilisation des «masses populaires» et de soutien à l'idéologie de son parti, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND). L'*itorero* contribuait alors à la fabrication des politiques hostiles aux Tutsis, considérés comme les principaux opposants aux politiques de «développement» du gouvernement. La large diffusion de cette idéologie laisse penser que l'Etat fran-

çais, allié politique et militaire de Kigali, ne pouvait ignorer la nature raciste du régime qui allait organiser le génocide (3).

Au même moment, en Ouganda, d'anciens réfugiés tutsis – partis après les premières tueries, en 1959 –, formés aux pratiques *ntore*, s'engageaient dans le combat du FPR créé par M. Kagamé, fils d'exilés tutsis devenu chef du renseignement militaire ougandais. Cela conduisit à la conquête du pouvoir par le FPR, qui allait mettre fin au génocide mené par les Forces armées rwandaises (FAR) et par les milices extrémistes Interahamwe entre avril et juillet 1994 (4).



GALERIE MAGNIN-A, PARIS

AMADOU SANOGO. – «Le Recrutement», 2007

L'histoire du Rwanda le montre : dans les profondes ruptures qu'a connues le pays, chaque transition a soulevé, de façon explicite ou non, le problème de la création d'un nouvel ordre national. Pendant la période coloniale (1897-1962), on parlait d'«évolution» : il s'agissait de passer de la féodalité – organisée par les politiques européennes d'administration indirecte, avec pour cadres les Tutsis désignés par le colonisateur belge – à la démocratie, appréhendée comme le «réveil du peuple hutu». Entre 1961 et 1973, la première République a ainsi été bâtie sous les auspices «démocratiques» d'une idéologie de la «révolution hutue», conduisant aux pogroms antitutsis en 1963 et 1964. Entre 1973 et 1994, enfin, la seconde République a élaboré une idéologie du développement qui a mené à la formation d'un ordre génocidaire contre les Tutsis.

A son arrivée au pouvoir, le gouvernement Kagamé a présenté une forme contemporaine de tradition comme déterminante pour l'avenir du pays : là encore, un nouvel ordre national devait surgir. Face au très grand nombre de suspects de génocide, M. Kagamé avait déjà eu recours à la tradition en restaurant les juridictions civiles *gacaca* pour juger les crimes les moins graves (5).

En 2008, un plan quadriennal a défini quatre aires stratégiques pour le «retour» de l'*itorero* : l'administration locale ; les écoles ; les institutions publiques et privées ; et enfin la diaspora, afin de permettre un renforcement des liens et une internationalisation de la culture rwandaise. La même année, la revue *Rwanda*, très proche de la ligne du gouvernement, faisait état d'une «polémique» à propos de la réactivation de l'*itorero*. Elle soulignait que le journal *Umuco*, l'un des rares hebdomadaires d'opposition, avait présenté l'opération à ses lecteurs comme une vaste manipulation : «L'*itorero* n'est ni plus ni moins qu'un nouveau cadre de sensibilisation aux idéaux du parti au pouvoir, à l'image de l'animation que l'on a connue sous le régime Habyarimana», avait écrit l'un de ses journalistes (6).

Le gouvernement affiche pour sa part une conception précoloniale de cette tradition : «L'*itorero* était une école pour les Rwandais. C'était un canal de transmission entre la nation et la culture, qui véhiculait des valeurs telles que l'unité, le patriotisme, l'héroïsme, l'humanité, la mentalité rwandaise (7).» Pourtant, la véritable nature de l'héritage du pays semble totalement oubliée. Il est probable que les dispositifs *ntore* de l'époque Habyarimana, tout comme la réhabilitation contemporaine de l'*itorero*, œuvrent

à la fondation de nouvelles conceptions de la nation rwandaise : raciale sous Habyarimana, politique sous M. Kagamé.

De nos jours, l'exaltation du dispositif représente le socle culturel nécessaire à la formation d'une milice politique au service d'un régime à la fois nationaliste et militariste. Les objectifs ont été clairement énoncés : «Unité nationale rwandaise, patriotisme, esprit national, expansion nationale et protection, dignité et héroïsme des Rwandais, fierté de l'appartenance au Rwanda (8).» Le gouvernement se sert de la tradition pour enrégimenter la population, pour décourager toute opposition et pour surveiller sa diaspora en Afrique et dans le monde. A travers les ambassades et les associations d'expatriés, l'*itorero* est transposé au Canada, au Royaume-Uni et en Belgique, l'ancienne puissance coloniale. En France, l'action de Kigali consiste surtout à inciter les jeunes, par l'intermédiaire de son ambassade, à participer aux stages *itorero* organisés chaque année au camp militaire de Gako, dans le sud-est du Rwanda.

Face aux réseaux négationnistes

Au cours des mois de juillet et d'août 2013, un nouveau contingent de deux cent soixante-dix *ntore* de la diaspora a été formé à Gako. Conjointement, le mouvement *itorero* poursuit son développement dans toutes les sphères de l'administration publique rwandaise, comme dans l'économie et l'éducation. S'il est relativement aisé de comprendre le désir du gouvernement de maintenir son hégémonie vingt ans après le génocide, la généralisation bureaucratique, militaire et éducative de la culture guerrière réinventée des anciens royaumes ne semble pas contribuer à réduire les clivages qui séparent encore de nombreux Rwandais, au pays comme dans la diaspora. Tandis que les réseaux négationnistes, particulièrement actifs en France, où d'anciens génocidaires ont trouvé refuge, continuent de diffuser leurs

La rénovation du dispositif a déclenché une guerre idéologique entre le FPR et certains exilés en RDC et au Canada, où la diaspora est particulièrement active. Au Canada, un mouvement *itorero* a été lancé en 2011 par des cadres dépêchés par le gouvernement. Dès l'émergence du dispositif, de vifs soupçons ont été formulés par un groupe de Canadiens d'origine rwandaise et congolaise, le Congrès rwandais du Canada (CRC). Cette association d'opposants a immédiatement été identifiée par Kigali comme un réseau d'internationalisation de l'idéologie génocidaire. Pour ces exilés, l'*itorero* viserait en réalité à enrôler les *ntore* au sein d'activités pouvant compromettre la «sécurité des opposants au régime de Kigali et des témoins de ses crimes (9)», comme l'a déclaré M. Emmanuel Hakizimana, président du CRC.

Au Royaume-Uni, le programme a été annulé juste après son lancement à la suite de l'intervention de la Coalition des associations de ressortissants rwandais au Royaume-Uni, un groupe d'opposants, et de celle des services de renseignement britanniques. Selon le journal *Umuvugizi* (27 juin 2011), des agents britanniques auraient découvert que l'*itorero*, tel qu'il devait être mis en œuvre, était «destiné à former des jeunes susceptibles d'être enrôlés dans des activités de terrorisme visant des exilés rwandais». Une note d'alerte faisait en outre état d'une «menace vitale imminente» à l'encontre de deux ressortissants rwandais résidant à Londres. Entre 2011 et 2014, le gouvernement de M. Kagamé a été plusieurs fois suspecté d'organiser l'élimination physique de ses opposants à l'étranger. L'assassinat en Afrique du Sud du colonel Patrick Karegeya, le 1^{er} janvier 2014, n'a fait que confirmer ces soupçons.

En RDC, les accusations d'ingérence dans la guerre au Kivu (10) formulées à l'égard du Rwanda font suite à la publication en 2010 d'un rapport des Nations unies (11). Le document décrit des crimes de guerre, allant jusqu'à parler d'un «génocide» mené en RDC entre 1994 et 2003 par des forces liées au régime de M. Kagamé (12). Le 2 août 2012, à l'occasion des cérémonies d'ouverture de l'*itorero* pour deux cent cinquante-huit étudiants et agents rwandais de la diaspora à Gako, le président et le premier ministre Pierre-Damien Habumuremyi ont rappelé leur position quant aux accusations de la RDC sur le rôle de leur pays dans la guerre au Kivu : «Toutes ces allégations sont fausses. Le Rwanda n'a aucune raison de soutenir le M23. Au contraire, il n'a pas ménagé ses efforts pour que la RDC connaisse la paix», a déclaré le premier ministre (13).

interprétations très partiales de la politique de M. Kagamé, cette guerre matérielle et idéologique rouvre les plaies du passé.

Deux conceptions radicalement opposées de la nation rwandaise se trouvent ranimées : l'une propose un ensemble de sous-nations (hutue et tutsie) dirigé par la majorité hutue ; l'autre promeut un nationalisme politique en prétendant lutter contre les clivages plus anciens. La lutte contre l'idéologie du génocide est la plus grande source de légitimation patriotique du gouvernement Kagamé ; mais les politiques et les journalistes internationaux pourraient davantage s'interroger sur ses aspects guerriers et criminels. Ils contribueraient ainsi à clarifier un débat dont l'opacité se renouvelle, sous des formes différentes, à chaque génération et selon les intérêts contradictoires des divers acteurs.

(1) Cf. Boniface Rucagu, «Itorero ry'Igihugu», ministère de l'administration locale (Minaloc), juillet 2012, et «Itorero Program Strategy», Minaloc, novembre 2011.

(2) Cf. «Une fuite permanente. Le cercle vicieux des déplacements dans l'est du Congo», Human Rights Watch, New York, septembre 2010.

(3) Cf. Gabriel Périès et David Servenay, *Une guerre noire. Enquête sur les origines du génocide rwandais (1959-1994)*, La Découverte, Paris, 2007.

(4) Lire Anne-Cécile Robert, «Au Rwanda, vivre avec le génocide», *Le Monde diplomatique*, juillet 2000.

(5) Lire Colette Braeckman, «Difficile reconstruction au Rwanda», *Le Monde diplomatique*, juillet 1996.

(6) *Umuco*, cité par *Rwanda*, n° 314, Kigali, 22-28 janvier 2008.

(7) Boniface Rucagu, «Itorero ry'Igihugu», *op. cit.*

(8) *Ibid.*

(9) *L'Aut Journal*, Montréal, 4 août 2011.

(10) Lire Sabine Cessou, «Jours d'après-guerre au Congo», *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(11) «République démocratique du Congo, 1993-2003», Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Nations unies, Genève, août 2010.

(12) Lire Michel Galy, «Polémique sur les massacres», *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(13) Rwanda Broadcasting Agency, n° 994, Kigali, 2-6 août 2012.

VOUS SOUHAITEZ TRAVAILLER DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ?
REJOIGNEZ IRIS SUP' !

- Relations internationales*
- Défense, sécurité et gestion de crise
- Géoeconomie et intelligence stratégique
- Responsable de programmes internationaux
- Action humanitaire

*également en enseignement à distance

DIPLÔMES ACCESSIBLES
APRÈS UN BAC +3
ET UN BAC +4

IRIS SUP', L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'IRIS

www.iris-sup.org
Renseignements : +33 (0)1 53 27 60 65
IRIS SUP' - 2 BIS RUE MERCOEUR - 75011 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur technique

L'INDE, UN GÉANT AUX URNES

Dès que l'on parle des élections en Inde, les superlatifs sont de mise. C'est le plus grand scrutin du monde : huit cent quatorze millions d'électeurs désignent leurs députés, qui siégeront pendant cinq ans à la Chambre du peuple (Lok Sabha). Le vote s'étale sur cinq semaines, jusqu'au 12 mai. En 2009, 59,7 % des inscrits s'étaient déplacés, donnant la victoire au Parti du Congrès de M^{me} Sonia Gandhi et la deuxième place au Bharatiya Janata Party (BJP) (voir la carte page 15). Cette fois, le rapport de forces

semble s'inverser. Le BJP, représenté par M. Narendra Modi, a le vent en poupe, malgré son rôle dans les pogroms antimusulmans de 2002 et ses résultats sociaux déplorables à la tête du Gujarat (pages 14 et 15) – ce que tait la presse, gagnée par l'affairisme (pages 16 et 17). L'équipe en place paie le ralentissement économique et la multiplication des scandales. Une troisième force, l'Aam Aadmi Party, née du rejet de la corruption, réussira-t-elle à changer la donne (ci-dessous) ?

Espoirs de l'« homme ordinaire »

PAR NAÏKÉ DESQUESNES *

« **P**ARFOIS, les courants sous-marins sont plus puissants que les vagues de surface », observe M^{me} Medha Patkar, énergique militante écologiste de 59 ans. C'est sa façon de relativiser la « vague Modi » annoncée par les médias indiens, alors que la campagne électorale bat son plein pour le renouvellement des cinq cent quarante-trois députés de la Chambre basse du Parlement (Lok Sabha). Favori du scrutin, M. Narendra Modi, candidat du Bharatiya Janata Party (BJP), la formation ultranationaliste hindoue, met en avant son bilan à la tête de l'Etat du Gujarat (lire les articles pages 14 et 15).

De quoi inquiéter le Parti du Congrès (Indian National Congress, INC), en chute libre dans les sondages. Ses dix ans de pouvoir ont été marqués par une baisse de la croissance (4,4 % en 2013, contre près de 10 % il y a cinq ans) et par de gigantesques scandales de corruption : attribution frauduleuse de licences de téléphonie, allocation illégale de permis pour exploiter des mines de charbon... Sans charisme, son candidat au poste suprême, M. Rahul Gandhi, arrière-petit-fils de Jawaharlal Nehru, peine à convaincre.

Au-delà de ces deux mastodontes, existe-t-il d'autres options ? M^{me} Patkar le croit. Pour ses premiers pas en politique, elle a choisi les couleurs d'un nouveau-né sur la scène nationale : le Parti de l'homme ordinaire (Aam Aadmi Party, AAP). Avec pas moins de quatre cents candidats dans toute l'Inde, l'AAP, populaire et ambitieux, a fait du chemin depuis le printemps de ses origines, en 2011.

A l'époque, alors que les affaires politico-financières mettent en cause des ministres, un grand mouvement anticorruption voit le jour sous l'égide d'un septuagénaire, ancien chauffeur dans l'armée : M. Anna Hazare. Mobilisant la symbolique gandhienne avec son *topi* – le calot blanc de Mohandas Karamchand Gandhi –, il enchaîne les grèves de la faim médiatiques au cœur de la capitale, New Delhi. Il reçoit un soutien impressionnant, y compris au sein des couches moyennes urbaines, habituellement indolentes.

Lassés de leurs dirigeants affairistes et des pots-de-vin à verser aux fonctionnaires pour la moindre démarche, des flots d'Indiens se rallient au vieil homme. Ses positions réactionnaires sur la peine de mort, qu'il réclame pour certains coupables de corruption, ne les refroidissent guère. La mobilisation mène finalement à l'élaboration conjointe, par des membres du gouvernement et des citoyens, d'un projet de loi anticorruption qui prévoit d'établir une autorité de surveillance, le Lokpal (« médiateur de la République »). Près de trois ans plus tard, la loi, promise par le Parti du Congrès, n'a toujours pas été votée.

En novembre 2012, l'un des lieutenants de M. Hazare, M. Arvind Kejriwal, reprend le flambeau : il fonde l'AAP. Avec sa moustache et ses petites lunettes, cet ingénieur et ancien cadre de l'administration des impôts, âgé de 45 ans, a le profil parfait de « l'homme de la rue ». Il conserve comme attribut le calot blanc gandhien et choisit ingénieusement comme symbole électoral le *jhadu*, le balai des *valmiki*, membres de la caste des *dalit* (intouchables) chargés de nettoyer les rues. Balayer la corruption et garantir l'accès de tous aux infrastructures publiques : l'essentiel d'un programme qui séduit autant les pauvres que la classe moyenne. Un an plus tard, en décembre 2013, l'AAP fait une entrée



Les photographies qui accompagnent ce dossier sont de Swapnil Jedhe (<http://be.net/swapniljedhe>). Elles ont été réalisées en 2012 et 2013 à Pune (Etat du Maharashtra).

fracassante dans l'hémicycle du territoire de Delhi : il remporte vingt-huit sièges sur les soixante-dix que compte le Parlement régional (1).

M. Kejriwal devient ministre en chef du territoire, et renforce encore son image d'homme intègre en refusant d'emménager dans le pavillon réservé à sa nouvelle fonction. Il met en place une politique sociale et instaure notamment la gratuité de l'eau jusqu'à un certain seuil de consommation. Mais, le 14 février dernier, après quarante-neuf jours de pouvoir, il démissionne à grand fracas, en dénonçant le blocage par les autres partis du projet de loi anticorruption. L'AAP a besoin de conserver son prestige pour la campagne des élections générales.

« Nous ne sommes pas comme les autres. Nous entrons en politique dans le seul but de nettoyer le système », répètent ses militants aux profils sociaux très divers. La révélation régulière de scandales impliquant des membres de l'élite politique et industrielle alimente leur critique acerbe des grands partis. L'AAP met au jour le trucage des prix du gaz fomenté par le Parti du Congrès et l'entreprise Reliance. Il pointe aussi du doigt la responsabilité de M. Modi dans la vente de terres du Gujarat à des prix inférieurs à ceux du marché au bénéfice d'un autre fleuron du capitalisme familial indien, l'Adani Group.

LE Parti de l'homme ordinaire promet de se battre contre les trois « C » : corruption, communautarisme (*communalism*, tensions interreligieuses entre hindous et musulmans) et capitalisme de connivence (*crony capitalism*). Il ambitionne d'instaurer le *swaraj* : ce mot issu du vocabulaire de Gandhi renvoie simultanément à l'autonomie politique et à la décentralisation. D'où l'élaboration de programmes politiques à l'échelle de chaque circonscription. Objectif affiché : donner le pouvoir aux gouvernés afin qu'ils prennent en main collectivement la politique à l'échelon local.

A Bombay, la candidature de M^{me} Patkar illustre cette tentative (2). Début 2014, elle a choisi l'AAP pour relayer la lutte contre la destruction massive de maisons dans les bidonvilles et l'expulsion de leurs habitants pauvres ; un combat mené au sein du mouvement Ghar Bachao Ghar Banao (« Sauvons nos maisons, construisons nos maisons »). En 1985, déjà, elle avait pris la tête du mouvement anti-industriel le plus important de l'Inde indépendante, le Narmada Bachao Andolan, contre les barrages sur le fleuve Narmada. Elle a fondé en 1995 l'Alliance nationale des mouvements du peuple (National Alliance of People's Movements, NAPM), constituée d'environ deux cent cinquante organisations.

« Elle ne se présente pas d'elle-même, c'est nous qui la présentons. Et si nous le faisons, c'est pour qu'elle serve notre cause ! », prévient, le jour de l'investiture, M. Santosh Thorat. Ce militant actif de Ghar Bachao Ghar Banao est *dalit*. Il s'est politisé grâce aux mouvements d'émancipation lancés par les héritiers du leader intouchable Bhimrao Ramji Ambedkar (1891-1956). Il y a un an encore, il jurait qu'il n'ins-

crirait jamais sa lutte politique dans le cadre d'un parti. Et pourtant, il vient de passer une alliance stratégique, improbable et fragile, alors même que l'AAP ne fait pas de l'égalité ou de l'oppression de caste une question centrale.

Ces rapprochements étonnants ne peuvent faire oublier les zones d'ombre de ce nouveau parti. Le 14 mars 2014, dans le quartier populaire de Rafiq Nagar 2, à Bombay, avant que le cortège ne s'élance, un poète du quartier entonne *Inki Soorat ko Pehchano Bhai* (« Mon frère, regarde donc leurs visages »). Ce chant révolutionnaire brocarde autant le système des castes que la corruption et ridiculise toutes les figures politiques, jusqu'à celle de Gandhi. Plus tard, un membre de l'AAP lance « Bharat Mata Ki Jai » (« Vive la mère patrie »), un slogan nationaliste très prisé de l'extrême droite hindoue. Ces frictions entre le registre de l'émancipation radicale et celui du patriotisme exacerbé reflètent les contradictions idéologiques de l'AAP.

Des tendances xénophobes et nationalistes ont éclaté au grand jour dans la nuit du 15 au 16 janvier 2014, lorsque le ministre de la justice du territoire de Delhi, membre de l'AAP, a ordonné à la police de ratisser un quartier de la capitale peuplé de migrants africains. Dans sa croisade contre la petite criminalité, il déclarait alors : « Les Noirs, qui ne sont pas comme vous et moi, enfreignent les lois. » Le parti l'a couvert. « Pour nombre de sympathisants progressistes, ce fut la première grosse déception et la prise de conscience de l'importance des forces rétrogrades au sein de l'AAP », commente la politologue Stéphanie Tawa Lama-Rewal.

LA MÊME PÉRIODE, alors qu'une touriste danoise vient d'être violée à New Delhi, M. Kejriwal explique les viols par « la prostitution et la drogue ». Il se montre incapable d'analyser les causes structurelles et sociales des violences sexuelles et conjugales (3). De même, il accorde une grande confiance aux assemblées de village, les *panchayat*, porteuses, selon lui, de démocratie locale. Des instances pourtant autoritaires, masculines et contrôlées par les castes dominantes, soulignent certains intellectuels de gauche (4).

En outre, bien qu'il critique la corruption des industriels, le parti promeut une vision libérale de l'économie. Plusieurs membres de la commission chargée de réfléchir à sa politique industrielle sont des chefs d'entreprise qui militent pour une intervention à minima de l'Etat. Dans la circonscription de Bombay-Sud, M^{me} Meera Sanyal, ancienne présidente-directrice générale de la branche indienne de la Royal Bank of Scotland et membre du think tank LiberalsIndia, porte fièrement les couleurs de l'AAP. Pas question non plus de critiquer l'influence des Etats-Unis sur les politiques néolibérales de développement mises en place en Inde, comme le déplore l'écrivaine Arundhati Roy (5). Préférant la « bonne gouvernance » à l'anticapitalisme et à l'anti-impérialisme, l'AAP ne défend l'émancipation du travailleur que si elle s'en tient aux formes légales de mobilisation, qui sont très limitées.

Sa force n'a finalement d'égale que la faiblesse des formations marxistes, qui peinent à constituer un « troisième front » ou un « front de gauche » solide. La coalition qu'ils forment aujourd'hui avec des partis régionaux ne porte pas de vision alternative homogène pour contrer le BJP ou le Congrès. Au risque de se couper d'une grande partie de la population, le Parti communiste indien (CPI) ou le Parti communiste indien (marxiste, CPI-M), constitués en majorité de militants des castes supérieures, ne se sont ralliés qu'à reculons à la critique de la société de castes, lui préférant une vision classiste.

(Lire la suite page 16.)

(1) Le BJP en a obtenu trente et un ; le Parti du Congrès, huit ; le parti sikh Shiromani Akali Dal, un ; le Janata Dal, un ; un « parti indépendant », un.

(2) Lire Javed Iqbal, « A lady amidst the Aam Aadmi », *Outlook*, New Delhi, 28 avril 2014.

(3) Lire Bénédicte Manier, « L'Inde nouvelle s'impatiente », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(4) Rohini Hensman, « 2014 elections, a secular united front and the Aam Aadmi Party », *Economic & Political Weekly*, Bombay, 22 février 2014.

(5) Arundhati Roy, « Those who've tried to change the system via elections have ended up being changed by it », *Outlook*, 26 novembre 2012.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 14 ET 15 : Affairisme et racisme au pays de Gandhi, par **Clea Chakraverty**.

A l'ombre des massacres de 2002, par **Christophe Jaffrelot**.

PAGES 16 ET 17 : Une presse populaire qui ignore le peuple, par **Benjamin Fernandez**.

Espoirs de l'« homme ordinaire », suite de l'article de **Naïké Desquesnes**.

* Journaliste. Avec la collaboration de Javed Iqbal à Bombay.

Affairisme et racisme au pays de Gandhi

M. Narendra Modi, qui aspire à diriger l'Inde, présente son action à la tête de l'Etat du Gujarat comme un modèle. Or il a surtout fait la fortune des plus riches. Et son extrémisme hindouiste inquiète les quelque cent soixante-dix millions de musulmans du pays.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
CLEA CHAKRAVERTY *

Monsieur Mansingh Popatbhai Riniya plisse les yeux. Une mer blanche s'étend devant lui, presque à perte de vue. Seul un liseré bleu émerge au loin, scintillant. M. Riniya est bavard ce matin, heureux d'avoir un peu de compagnie. Depuis trente ans environ, il parcourt les salines du Petit Rann de Kutch. Il creuse les travées et les arrivées d'eau de mer, sépare les cristaux de sel, puise des points d'eau, entasse des milliers de tonnes de poudre blanche sous un soleil accablant. Avec son visage ridé, à 47 ans, il en paraît 60. Son beau-frère, M. Kalubhai, un taciturne, l'aide aujourd'hui avec le tracteur. Il ajuste son turban, jette sa *bidi* (cigarette indienne en forme de cône) et en allume immédiatement une autre. Sa barbe noire broussailleuse, le trait noir de khôl sous ses yeux, le bref échange en dialecte rappellent que ces deux hommes sont des *miyana*, des nomades pratiquant une religion syncrétique entre l'islam et l'hindouisme. Ils appartiennent à l'une des minorités les plus pauvres du Gujarat, les *agariya* – nom donné aux travailleurs des salines, qui seraient soixante mille dans le Petit Rann de Kutch (1).

Hommes, femmes et parfois enfants contribuent à la production de 78 % du sel indien, tant industriel qu'alimentaire. « *Le système est demeuré féodal : la plupart des agariya subissent une forme tacite de*

servage. Ignorant leurs droits et les lois du marché, ils s'endettent auprès des producteurs et des agents intermédiaires, qui fixent le prix du sel. En dépit des promesses répétées du gouvernement d'agir pour leurs conditions de travail, en saison, ils vivent sur les salines avec leurs familles, dans le dénuement le plus total », raconte M^{me} Jhanvi Andharia, cofondatrice de l'organisation non gouvernementale Area Networking and Development Initiatives (Anandi), qui soutient et forme les *agariya*.

Cette région et sa voisine, le Grand Rann de Kutch, un marais salé saisonnier très touristique, sont les plus célébrées par le gouvernement du Gujarat, dont le premier ministre est M. Narendra Modi, figure flamboyante du Parti du peuple indien, le Bharatiya Janata Party (BJP). Chaque année, la province organise un festival de trois jours. « *Le Kutch est un peu la vitrine de M. Modi* », explique M^{me} Pankti Jog, du collectif Janpath, qui rassemble plusieurs associations gujaraties œuvrant pour le développement social. « *Après le tremblement de terre de 2001, la région a reçu beaucoup d'argent afin d'accueillir des industries, prétendument pour relancer l'économie.* »

DROITS HUMAINS, ÉCONOMIE, INFRASTRUCTURES : « ICI, TOUT N'EST QU'EFFET D'ANNONCE »

Dans le Petit Rann de Kutch, sur les salines, loin de toute école et de tout centre médical, on croise des huttes de chiffon et de tôle, éclairées à la bougie ou au feu, parfois par une ampoule qui pend au bout de fils dénudés, bricolés, tirés on ne sait trop comment. « *Les nouveaux établissements dont le gouvernement fait la promotion n'ont pas de personnel fixe et se trouvent bien loin. Le seul service efficace ici est l'ambulance, que les agariya appellent lorsqu'ils doivent se faire soigner à Bhayppan, le village le plus proche* », explique M^{me} Andharia. Les routes crevassées qui permettent de parcourir ces quinze kilomètres trahissent le laisser-aller total qui règne dans la région en dehors des grands axes autoroutiers, goudronnés avec soin.

« *Nos femmes doivent se rendre à Bhayppan pour accoucher en cas de problème. Sinon, c'est à la maison. Mais nous devons payer les soins. Ici, même l'eau potable, nous devons la payer* », assène M. Riniya, qui assure devoir emprunter pour faire face à ces dépenses et à celles occasionnées par le gazole. « *Les seules fois où nous voyons des fonctionnaires, c'est lorsqu'il faut voter. Ils viennent nous chercher en camion et nous disent qui élire !* », s'amuse-t-il.

Officiellement, l'eau et l'électricité sont pourtant accessibles à tous, selon le gouvernement du Gujarat. De même, le clivage entre les castes serait un mythe. Pourtant, non loin du Kutch rural, dans le district périurbain de Mehsana, à une centaine de kilomètres

de Gandhinagar, la capitale de l'Etat, non seulement le système des castes perdure, mais il est institutionnalisé.

Equipés chacun d'un balai court et d'une raclette, en sandales et tête nue, M. Harishbhai et son épouse se rendent tous les matins au centre du bourg. Tandis que l'une nettoie scrupuleusement les étrons humains laissés çà et là sur les trottoirs, l'autre plonge dans les latrines publiques qui débordent. Ce couple de *valmiki*, de la caste des *dalit* (intouchables), est préposé aux fèces humaines et aux cadavres d'animaux. Officiellement, cette profession est pourtant bannie par une loi de 1993, complétée fin 2013 par un amendement réhabilitant les *valmiki*. Ils seraient plus d'un million trois cent mille dans tout le pays, dont 95 % de femmes (2), si on en croit l'Organisation internationale du travail (OIT), citée par l'International Dalit Solidarity Network.

« *Nous avons toutes les infrastructures nécessaires. Plus personne n'exerce ce métier dans notre Etat* », assure, angélique, l'officier S. J. Patel, chargé du district de Mehsana. Pourtant, ces nettoyeurs d'excréments humains sont bel et bien employés par la municipalité à travers des sociétés intermédiaires privées. « *On sait que la profession est interdite. Mais si on refuse de faire le travail, un officier de la municipalité nous harcèle* », explique M^{me} Vaghela, une autre employée. M^{me} Manjula Pradeep, directrice de Navsarjan Trust, l'une des plus importantes organisations de *dalit*, précise : « *Avec l'aide du centre Robert-Kennedy pour les droits de l'homme, nous avons conduit une étude sur mille cinq cents villages* (3). *Parue en 2010, elle révèle de nombreuses discriminations, par exemple à l'encontre des enfants valmiki contraints de nettoyer les toilettes de leur école, et fait état d'atrocités commises régulièrement, du harcèlement aux passages à tabac et aux viols. Mais le gouvernement l'a rejetée et a... financé une contre-étude.* »

(1) Charul Bharwada et Vinay Mahajan, « Yet to be freed », National Consultation on Salt Workers, Ahmedabad, 2008.

(2) Cf. Bhasha Singh, *Unseen : The Truth About India's Manual Scavengers*, Penguin Books India, New Delhi, 2014.

(3) « Understanding untouchability », Navsarjan, 2010, <http://navsarjan.org>



A l'ombre des massacres de 2002

Le Corps des volontaires nationaux (Rashtriya Swayamsevak Sangh, RSS), le mouvement nationaliste hindou dont est issu M. Narendra Modi, assimile la nation indienne à la majorité hindoue. Il considère en effet que, comme cette communauté représente 80 % de la population et se compose de « fils du sol », l'identité de l'Inde doit coïncider avec la sienne. Les minorités dont la religion n'est pas née en Inde, essentiellement les musulmans (14 % de la population) et les chrétiens (2 %), peuvent vivre leur foi dans la sphère privée ; mais, dans l'espace public, elles doivent s'effacer.

Dans son Gujarat natal, M. Modi a gravi un à un les échelons, jusqu'à devenir secrétaire du Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party, BJP), l'aile politique du RSS. A la tête de cet Etat depuis octobre 2001, il a d'emblée mis en œuvre une stratégie mêlant nationalisme hindou, libéralisme économique et populisme high-tech.

Moins de cinq mois après son arrivée au pouvoir, le Gujarat a été le théâtre de violences d'une ampleur sans précédent depuis les massacres de la partition de 1947. Tout a commencé le 27 février 2002, avec la mort de cinquante-neuf militants nationalistes hindous dans l'incendie d'un train en gare de Godhra. Sans aucune preuve, les nationalistes, emboîtant le pas à M. Modi, attribuent le sinistre à des islamistes pakistanais. D'après les

organisations non gouvernementales (ONG) les plus fiables, les pogroms antimusulmans qui ont suivi ont fait plus de deux mille morts – officiellement, le bilan est deux fois moindre. Ils n'ont été possibles qu'en raison des consignes passées par le gouvernement aux policiers, qui ont laissés agir les milices hindoues. Ceux qui ont tenté de faire leur travail ont d'ailleurs été placardisés, tandis que les autres ont été promus.

Ce massacre a polarisé la société du Gujarat, attirant les électeurs de la majorité hindoue vers le BJP. M. Modi a provoqué des élections anticipées qu'il a remportées haut la main à la suite d'une campagne agressive où il a joué sur la peur du musulman en brandissant la menace de l'islamisme.

Depuis le milieu des années 2000, cependant, il cherche à présenter une image plus modérée. Il s'est démarqué de personnalités condamnées par la justice pour leur implication dans le pogrom, telle M^{me} Maya Kodnani, ancienne membre de son gouvernement. Mais le BJP n'a jamais donné son investiture à un candidat musulman aux élections régionales. Le gouvernement Modi est le seul du pays à avoir refusé de distribuer des bourses scolaires réservées aux élèves musulmans par le gouvernement central, en arguant du fait que ce dispositif introduisait une discrimination sur la base de l'identité religieuse.

Sur un plan plus symbolique, il a supprimé les traditionnelles *iftar parties*, les fêtes célébrant la fin du ramadan. Et rien n'a été fait pour freiner le processus de ghettoïsation (*lire l'article ci-dessus*). Faute d'instruction, et en raison des discriminations dont ils sont l'objet sur le marché du travail, un quart des musulmans des villes du Gujarat vivaient sous le seuil de pauvreté au milieu de la dernière décennie (aucune statistique fiable n'a été rendue publique depuis), contre 17 à 18 % des castes inférieures et des autochtones. Réputés au bas de l'échelle sociale, ces derniers bénéficient, eux, de programmes de discrimination positive.

Monsieur Modi recourt aux techniques de communication les plus sophistiquées, des courriels aux textos en passant par la télévision : il a créé sa proche chaîne, Namo Channel, pour diffuser son programme et ses discours. En 2007, il a signé un contrat avec la société américaine de relations publiques APCO Worldwide, connue pour avoir ripoliné l'image de plusieurs dictateurs d'Afrique et d'Asie centrale.

Le cœur de cible de M. Modi est constitué des hautes castes, des élites et de la classe moyenne urbaine, qui bénéficient de l'essentiel des politiques publiques. Toutes ne jurent que par la croissance, que le gouvernement de M. Manmohan Singh a laissé tomber en dessous de 6 %. Elles souhaitent voir à la tête du pays un homme

fort qui ait les mains propres – le Parti du Congrès est perclus d'affaires de corruption. En plus des musulmans (9 % de la population de l'Etat), les *adivasi*, ou autochtones (17 %), et les *dalit*, ou intouchables (9 %), sont les grands perdants du modèle de développement gujarati, surtout quand ils résident à la campagne. En 2005, 35 % des autochtones habitant en zone rurale vivaient sous le seuil de pauvreté, de même que 22 % des *dalit* et 19 % des membres des basses castes.

Toutefois, la classe moyenne urbaine se laisse également tenter par un nouveau parti : le Parti de l'homme ordinaire (Aam Aadmi Party, AAP). Directement issu des grandes mobilisations anticorruption de 2011, l'AAP a fait irruption sur la scène politique en décembre 2013, lors d'élections régionales qui ont permis à son dirigeant, M. Arvind Kejriwal, de prendre la direction du territoire de Delhi. Le fait que M. Kejriwal ait démissionné après seulement quarante-neuf jours de pouvoir l'a sans doute discrédité aux yeux de certains membres de la classe moyenne, mais son parti pourrait tout de même remporter quelques sièges et prendre des voix au BJP.

CHRISTOPHE JAFFRELOT.

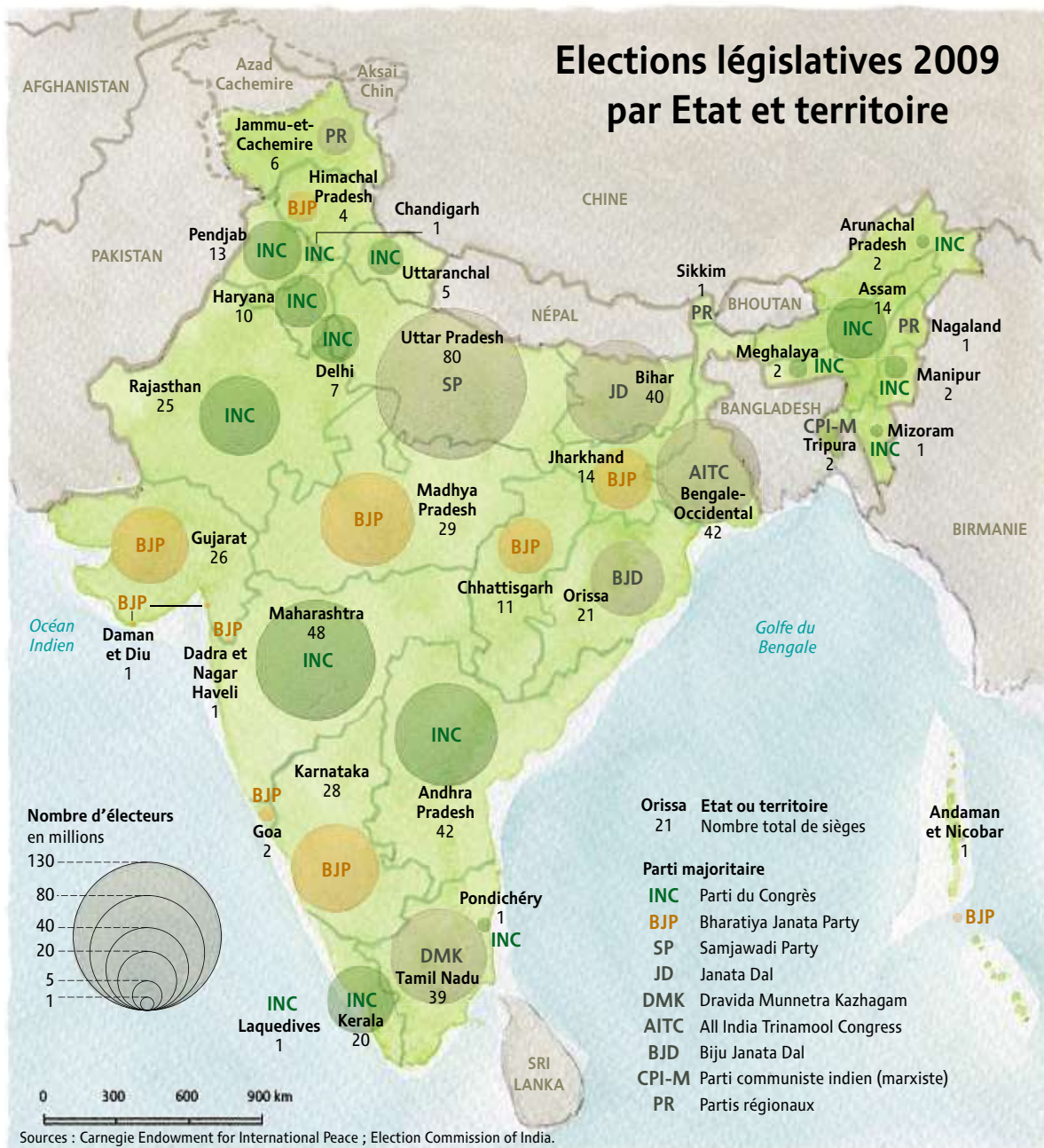
Chercheur au CERI - Sciences Po, CNRS. Vient de diriger *L'Inde contemporaine*, Fayard, Paris, 2014. Une version longue de cet article est parue dans *Manière de voir*, n° 134, « Nouveaux visages des extrêmes droites », avril-mai 2014, en kiosques.



Cette carte indique les résultats des élections de 2009 pour le renouvellement de la Lok Sabha. Il y avait alors 28 Etats et 7 territoires, dont ceux de Delhi et de Pondichéry ; il y en a aujourd'hui un de plus : le Telangana.

Certains Etats comptent plus d'électeurs qu'un pays comme la France – tel l'Uttar Pradesh, avec 130 millions d'inscrits.

Sur 545 sièges, la coalition dirigée par le Parti du Congrès en détenait 262 (dont 206 pour lui-même) ; celle dirigée par le Bharatiya Janata Party, 152 (116 pour le BJP lui-même). Les autres formations, parfois majoritaires dans l'un ou l'autre Etat, étaient loin derrière, tel le Parti communiste indien (marxiste), qui en comptait 16.



AGNÈS STIENNE

« Ici, tout n'est qu'effet d'annonce », confirme un journaliste d'un quotidien local, qui souhaite conserver l'anonymat par crainte de représailles. « Il suffit de se rendre dans les régions reculées pour le découvrir, mais la presse et les instituts de recherche font l'objet de pressions, essentiellement financières. Les militants reçoivent des menaces voilées. Nous savons aussi que le chef de cet Etat a délibérément omis de pourvoir certains postes afin de concentrer le pouvoir. »

Désireux d'attirer les investisseurs, le gouvernement Modi vante le « vibrant Gujarat ». Il met en avant ses performances économiques, au point que certains parlent de « modèle ». Certes, l'Etat a connu une croissance de l'ordre de 10 % par an en moyenne entre 1994-1995 et 2010-2011 (4), soit plus que la moyenne nationale. Mais « la part du Gujarat dans le produit intérieur brut de l'Inde n'a pas progressé », nuance l'économiste R. Nagaraj, de l'Institut de développement et recherche Indira-Gandhi, à Bombay. « Elle est restée stable : entre 7 et 8 % » (5).

QUAND « TIME MAGAZINE » VANTE LA « MAIN-D'ŒUVRE NON SYNDIQUÉE » DU GUJARAT

Et encore : la croissance s'est faite à coups de subventions. Bien que l'industrie ne représente que 37 % des richesses produites, les grandes et moyennes entreprises de ce secteur reçoivent près des trois quarts (72 % précisément) des aides fiscales et des subventions distribuées (6), au prix d'un endettement public considérable : 178,3 milliards de roupies (2 milliards d'euros) pour la période 2011-2012, contre 26 milliards pour le territoire de Delhi. De plus, ces résultats reposent essentiellement sur le pétrole, qui, selon Nagaraj, représente désormais 22,8 % de l'ensemble de la production industrielle de l'Etat, tournée vers les exportations. L'agriculture délaisse de plus en plus les cultures vivrières pour privilégier celles destinées à l'industrie, comme le coton transgénique Bt. Non seulement ces choix détériorent l'environnement et épuisent les terres, mais les inégalités demeurent. Le Gujarat se situe au dix-huitième rang des trente-cinq Etats et territoires de l'Inde pour l'alphabétisation (79 % de la population), et au dixième pour le taux de mortalité infantile ou le niveau de pauvreté.

En mars 2012, *Time Magazine* (7) consacrait sa « une » à M. Modi, qui, disait-il, avait « utilisé les avantages naturels du Gujarat : ses kilomètres de côtes, sa force de travail non syndiquée et ses terres », y ajoutant une « bureaucratie efficace » et fournissant un « réseau électrique de qualité pour les grandes industries ». Avocat et secré-

taire général de la Gujarat Federation of Trade Unions, M. Amrish Patel explique : « Historiquement, les syndicats ont joué un rôle très important au Gujarat, qui était une région d'industrie textile. Aujourd'hui, les grandes entreprises sous-traitent à des petites sociétés moins transparentes qui n'embauchent que des précaires. Les syndicats sont découragés. Une autre stratégie consiste à verser des dons aux autorités des villages où vivent les travailleurs afin de tuer dans l'œuf tout mouvement de protestation. Ou encore à employer des casseurs de grève. Les lois en matière de salaire minimum, d'horaires et de compensations ne sont pas respectées. C'est comme cela que vous obtenez une main-d'œuvre à bas coût, notamment dans les zones économiques spéciales. »

Ces fameuses ZES, ou zones franches, font la fierté du gouvernement gujarati. Tata a ainsi relocalisé l'usine chargée de fabriquer la Nano (la voiture à bas coût) à Ahmedabad en échange d'un prix du mètre carré bien inférieur à celui du marché, d'une exonération fiscale pour vingt ans et d'un prêt de longue durée à 0 %. Les ZES auraient dû créer de l'emploi. « Mais, comme la réglementation de ces zones leur permet de fixer les conditions de travail et de salaire, les industries préfèrent employer des migrants venus de régions pauvres, comme l'Orissa », explique M. Patel. Pour instaurer les ZES, le gouvernement, sourd aux protestations, n'a pas hésité à transformer des espaces d'activités traditionnelles. Ainsi, la côte du Gujarat a été ravagée par les industries du pétrole et du ciment. « La production de dattes a décliné de 50 %, et celle du sapotier [fruit local] a complètement disparu », déclare M. Usman Gani, militant environnementaliste. Il cite un rapport accablant, publié en avril 2013, sur la migration des espèces pêchées sur cette côte et sur la destruction de la mangrove (8).

A Ahmedabad, ville historique devenue l'incarnation de la modernité indienne avec ses centres commerciaux flambant neufs, ses routes parfaites et ses projets immobiliers de luxe, on imagine voir enfin les retombées de la prospérité économique pour la population. D'autant que M. Modi vante la paix revenue entre les communautés hindoue et musulmane après les pogroms anti-musulmans de 2002 (*lire l'article ci-contre*). « Le plan urbain s'est considérablement modifié. Les musulmans ne vivent quasiment plus qu'en marge de la ville », affirme Renu Desai, urbaniste et chercheuse au Centre for Urban Equity à Ahmedabad. « J'imagine qu'on peut considérer cela comme une forme de paix... »

Il suffit de s'éloigner un peu de la quiétude de la ville nouvelle, résidentielle et arborée, avec ses écoles internationales et ses hôpitaux privés, pour découvrir des quartiers transformés en ghettos, comme à Juhapura. « Terroristes », « délinquants », « bons à rien », « fanatiques » : autant d'insultes couramment adressées aux habitants de ce vaste quartier situé à quelques kilomètres du centre d'A Ahmedabad.

Ces maisons d'un ou deux étages sagement alignées et imbriquées – comme dans de nombreux bidonvilles indiens – abritent près de quatre cent mille personnes. Le quartier a d'abord servi de refuge aux victimes des inondations de 1976 ; puis il a été étendu après les émeutes religieuses dans les années 1980 et 1990. Depuis celles de 2002, la population a doublé. Mais pas les infrastructures (9). Les espaces habités par des familles hindoues sont clairement délimités par des barbelés et des postes de police (10). Certains terrains du bidonville, achetés par la ville puis développés par des agences immobilières, se situent dans la partie hindoue, tandis que la partie musulmane demeure « illégale ». « Le gouvernement fait une belle plus-value sur le foncier. En outre, les musulmans à Ahmedabad ne trouvent plus à se loger. Les riches achètent leurs villas ici, à Juhapura, et les pauvres demeurent dans la partie illégale », résume M^{me} Fahrah Sheikh, qui anime au cœur de ce ghetto la coopérative pour femmes Mahila Patchwork. Elle vit là depuis trente ans avec sa famille. Ici, les arrivées d'eau potable et les égouts se mélangent ; il y a environ une latrine publique pour quatre habitations ; le terrain de jeu de l'école municipale semble avoir été bombardé de déchets, et les classes sont surpeuplées.

A la sortie du quartier, on aperçoit non loin l'autoroute récemment construite qui mène à Bombay. Elle est flanquée de panneaux publicitaires d'une compagnie immobilière ayant son siège aux Emirats arabes unis qui représentent une famille musulmane « typique » et charmante : un homme à la barbe bien taillée, une femme voilée, un enfant qui prie en souriant, tous blancs et beaux. Les slogans vantent le développement du Gujarat et de l'immobilier « pour tous ». Pour tous, mais chacun chez soi.

CLEA CHAKRAVERTY.



(4) En Inde, les années fiscales (et statistiques) courent du 1^{er} avril au 31 mars.

(5) R. Nagaraj et Shruti Pandey, « Have Gujarat and Bihar outperformed the rest of India ? A statistical note », *Economic & Political Weekly*, Bombay, 28 septembre 2013.

(6) Indira Hirway, « Partial view of outcome of reforms and Gujarat "model" », *Economic & Political Weekly*, 26 octobre 2013.

(7) Jyoti Thottam, « Modi means business », *Time Magazine*, New York, 26 mars 2012.

(8) « Report of the committee for inspection of M/s Adani port & SEZ Ltd Mundra, Gujarat », Ministry of Environment and Forests, New Delhi, avril 2013.

(9) Zahir Janmohamed, « Butter chicken in Ahmedabad », *The New York Times*, 20 août 2013.

(10) Darshan Desai, « Worlds apart in a divided city », *The Hindu*, New Delhi, 28 octobre 2013.

Une presse populaire qui ignore le peuple

De Bombay à New Delhi, la diffusion des journaux connaît une vitalité remarquable, au point que le pays occupe le tout premier rang mondial dans ce domaine. Pourtant, le poids grandissant des milieux d’affaires, devenus propriétaires des titres, relativise ce pluralisme.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
BENJAMIN FERNANDEZ *

AL’HEURE où les premières lueurs du jour tirent lentement Bombay de sa torpeur nocturne, les rues commencent à fourmiller de milliers de livreurs qui déposent leurs piles de journaux au pied des immeubles ou des tréteaux de bois des vendeurs de rue. Les clients, déjà amassés autour de l’étal, jettent quelques roupies sur la table. Puis, tout en sirotant un *tchai*, un petit verre de thé brûlant, ils se plongent silencieusement dans une lecture concentrée. Ce rituel n’est pas un spectacle rare dans un pays où la presse compte plus de cent trente millions de lecteurs fidèles.

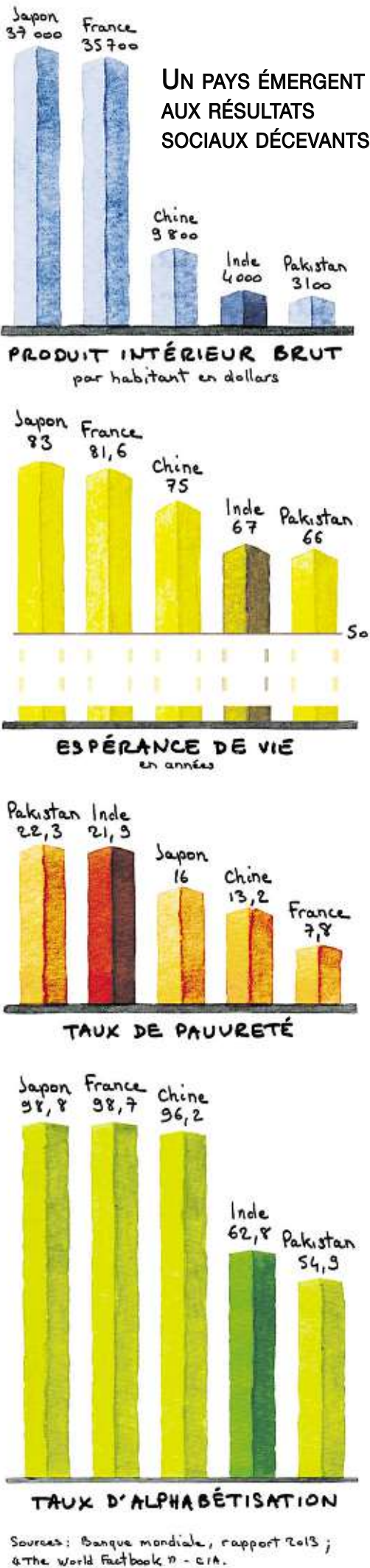
Selon *The Economist* (1), l’Inde s’est hissée à la première place mondiale pour le marché de la presse, devant la Chine. Quatre-vingt-deux mille quotidiens et magazines y sont publiés. L’une des clés de ce succès : les progrès de l’alphabétisation, passée de 12 % de la population en 1974 à 74 % aujourd’hui (2). En outre, l’accès à Internet reste balbutiant (moins de 10 % des Indiens), et un quotidien ne coûte en moyenne que 3 roupies : même pas 5 centimes d’euro, moins qu’un *tchai* dans la rue. Doit-on y voir un signe de la prodigieuse pluralité et de la vivacité démocratique tant vantées du géant d’Asie du Sud ?

« *L’Inde n’est pas un, mais plusieurs pays* », explique doctement M. Baskhar Das en traçant un schéma sur un tableau blanc. « *Il y a l’Inde développée – les vingt millions d’anglophones –, l’Inde en développement et l’Inde sous-développée. C’est la première qui nous intéresse. La deuxième n’est pas encore prête, et la troisième ne présente pas d’intérêt* », décrète-t-il en barrant l’intruse d’une croix. Derrière la grande baie vitrée du bureau rutilant du directeur exécutif de *Daily News and Analysis (DNA)*, au onzième étage de l’Indiabulls Finance Centre, des dizaines de tours de béton et de grues s’érigent vers le ciel sur les ruines des anciennes usines du quartier Parel de Bombay. « *L’anglais est la langue des affaires, des décideurs. 85 % des revenus de la publicité vont vers la presse en anglais* », précise notre interlocuteur. Dans son discours, le mot « information » désigne d’abord un produit.

Durant trente-deux ans, M. Das a fait ses armes au sein du groupe Benneth Coleman & Co. Ltd (BCCL), dont il a été nommé président en 2001, avant de prendre en main le géant des médias Zee Media un an plus tard. BCCL est le propriétaire de l’un des plus anciens titres de la presse nationale : *The Times of India*, premier quotidien en langue anglaise du monde (cinq millions d’exemplaires en couleurs), qui engrange chaque année plus de 1 milliard de dollars de revenus de publicité (3).

The Times of India a été un pionnier du tournant commercial des médias lors de la vague de libéralisation économique dans tout le pays, à partir de 1991. « *Nous vivons une seconde indépendance, exulte M. Das : celle de la libéralisation. La génération post-1991 est celle des nouveaux “enfants de minuit”* » – une allusion à la génération née dans les premiers instants du 15 août 1947. M. Vineet Jain, directeur du management de BCCL et compagnon de M. Das pendant trente-deux ans dans cette aventure, évoque cette renaissance dans des termes moins lyriques : « *Nous ne sommes pas une entreprise de presse : nous sommes une entreprise de publicité. Lorsque 90 % de vos revenus proviennent de la publicité, vous êtes une entreprise de publicité* (4). » Ce changement de perspective a marqué en profondeur l’industrie de la presse indienne.

* Journaliste.



Un système électoral unique

2 Chambres : la Lok Sabha (Chambre du peuple) et la Rajya Sabha (Chambre des Etats).

545 élus, renouvelés tous les cinq ans, siègent à la Lok Sabha. 2 sont nommés par le pouvoir et 543 élus au scrutin uninominal à un tour : celui (ou celle) qui remporte le plus de voix est élu.

250 parlementaires siègent à la Rajya Sabha : 238 membres nommés par les assemblées des Etats et territoires et 12 par le président de la République.

814 millions d’électeurs, dont 48,7 millions de 18 à 23 ans ; 46,7 % des électeurs sont des femmes.

930 000 bureaux de vote. Le code électoral précise qu’« aucun électeur ne doit parcourir plus de 1,2 kilomètre » pour glisser son bulletin dans l’urne.

9 phases de vote entre le 7 avril et le 12 mai, en fonction des Etats et des circonscriptions. Les résultats finaux seront connus le 16 mai.

11 millions de fonctionnaires gouvernementaux et locaux mobilisés. Des caméras de surveillance et des équipes volantes de contrôle ont été mises en place pour éviter la corruption.

142 partis enregistrés auprès de la commission électorale, dont 39 sont représentés au Parlement. Compte tenu de l’illettrisme, chaque formation est représentée par un symbole : une main pour le Parti du Congrès, une fleur de lotus pour le Bharatiya Janata Party (BJP)...

557 candidats sur 3 355 ont un casier judiciaire, dont 328 pour « crime sérieux » (meurtre ou viol). 34 % d’entre eux sont membres du BJP et 23 % du Parti du Congrès.

Sources : site du gouvernement indien (www.india.gov.in) et Slate.fr, 16 avril 2014.

Le mérite de la « réussite » de *The Times of India* revient au frère de Vineet, M. Samir Jain. Le très discret vice-président de BCCL a multiplié les réformes depuis son arrivée à la tête du groupe, à la fin des années 1980 : publicités en cartouche de titre, mise en vente de la « une » pour 450 000 dollars et introduction des *advertorials* – contraction des mots *avertisement* (« publicité ») et *editorial* (« éditorial »). Ces publiereportages sont écrits par la rédaction, mais financés par des célébrités du cinéma, du cricket ou de la politique à des fins promotionnelles. Qu’importe si le lecteur l’ignore : le client est d’abord l’annonceur. Animé par cet énergique esprit d’entreprise, *The Times of India* a déclaré une guerre des prix sans merci à ses concurrents. Aujourd’hui, à Bombay, un numéro coûte 5 roupies, quand son coût de production dépasse les 10 roupies. Le quotidien est allé jusqu’à diviser son prix par trois à Bangalore en 1998, et à offrir son édition de New Delhi pour 1,50 roupie à partir de 1994.

Autre coup de génie de M. Samir Jain : l’échange de publicité contre des capitaux propres, acquis en majorité dans l’immobilier. Grâce à cette stratégie inédite, BCCL détient des parts dans plus de trois cent cinquante entreprises, dont les dividendes représentent 15 % de ses revenus. Ces innovations sont presque aussitôt devenues la norme dans la majorité des quotidiens indiens : « *Quoi que fasse The Times of India, nous devons le faire deux jours plus tard* », constate non sans amertume un ancien rédacteur de *Hindustan Times*, son principal concurrent (5).

IMBRICATION HISTORIQUE ENTRE MÉDIAS, CONGLOMÉRATS INDUSTRIELS ET MILIEUX POLITIQUES

Aujourd’hui, « *le quatrième pouvoir revient à l’immobilier* », ironise Paranjoy Guha Thakurta. Pour ce journaliste indépendant, cofondateur en 2001 de The Hoot, un site d’observation des médias indiens, le paysage médiatique est passé d’un « *monopole d’Etat* » – jusque dans les années 1990 – à un « *marché oligopolistique privé* ». Une partie significative de la presse est aujourd’hui aux mains de moins de dix conglomérats, qui couvrent tous les types de médias. BCCL, qui publie également *The Economic Times* (le deuxième journal économique anglophone le plus lu, après le *Wall Street Journal*), possède encore onze autres journaux, dix-huit magazines, deux chaînes d’information par satellite, une chaîne de cinéma en anglais, une chaîne consacrée à l’actualité de Bollywood, une radio, une société d’affichage publicitaire et plusieurs sites Internet.

Dainik Bhaskar, deuxième quotidien en hindi, qui publiait un seul journal à Bhopal dans les années 1950, en détient aujourd’hui sept, ainsi que deux magazines, dix-sept stations de radio et sept chaînes de télévision câblées. Les trois groupes de médias qui publient les plus importants quotidiens en anglais (BCCL, HT Media et Kasturi & Sons Ltd) concentrent à eux seuls 39 % du revenu total et 44 % des revenus publicitaires, alors qu’ils ne touchent que 6 % des lecteurs (6). A New Delhi, la seule ville du monde où paraissent chaque jour seize quotidiens en langue anglaise, les trois quarts du marché des quotidiens anglophones reviennent à *The Times of India*, à *The Economic Times* (qui tous deux appartiennent à BCCL) et à *Hindustan Times*.

Le juteux marché publicitaire suscite l’appétit d’acteurs extérieurs, en particulier des groupes de télécommunication. Pour Thakurta, « *de plus en plus de conglomérats industriels acquièrent des intérêts directs et indirects dans des groupes de médias* ». Il n’hésite pas à parler de « *murdochisation* », en référence au magnat australien Rupert Murdoch, propriétaire en Inde du groupe Star, qui fit une entrée fracassante sur le marché audiovisuel du pays dans les années 1990. Le puissant groupe Reliance Industries Ltd, propriété de M. Mukesh Ambani (homme le plus riche d’Inde et 29^e fortune mondiale, selon le magazine

(1) « Bulletins from the future », *The Economist*, Londres, 7 juillet 2011.

(2) Bureau des statistiques, New Delhi, www.censusindia.gov.in. 62,8 % selon *The World Factbook*, www.cia.gov

(3) http://thehoot.org

(4) Ken Auletta, « Citizens Jain. Why India’s newspaper industry is thriving », *The New Yorker*, 8 octobre 2012.

(5) Samantha Subramanian, « Suprem being. How Samir Jain created the modern Indian newspaper industry », *The Caravan*, New Delhi, décembre 2012.

(6) « Building resistance, organising for change. Press freedom in South Asia 2012-2013 », International Federation of Journalists, http://asiapacific.ifj.org

Espoirs de l’« homme ordinaire »

(Suite de la page 13.)

Enfin, ces partis peinent à saisir le potentiel subversif et émancipateur des luttes actuelles : dans les villes, pour l’accès au logement ou à l’eau ; dans les campagnes, contre l’accaparement des terres par les industriels ou les projets nucléaires.

Rhétorique non violente, absence de vocabulaire marxiste, légalisme : c’est justement ce mélange qui semble avoir conquis une bonne partie de l’élite intellectuelle et militante, des écologistes anti-industriels aux professeurs de gauche en passant par les militants des droits civiques. Ils espèrent pouvoir contrer les tendances conservatrices et rétrogrades au sein du parti. « *Le programme est beaucoup plus progressiste qu’on n’aurait pu le penser*, estime Tawa Lama-Rewal. *Entre autres promesses figure la mise en place d’une couverture santé universelle et d’un système d’éducation pour tous. Alors que, jusqu’ici, il restait*

vague sur la question des quotas réservés aux castes inférieures et aux femmes, le parti prend position en leur faveur. Il a affirmé qu’il défendrait la décriminalisation de l’homosexualité. »

La place accordée dans le programme à la réappropriation des ressources naturelles témoigne également de l’influence des militants écologistes. On y insiste sur le droit des communautés locales et minoritaires à décider de ce qu’elles font de leur terre et de ses ressources. Le parti propose des solutions décentralisées en termes d’énergies renouvelables, se démarquant ainsi du programme centralisé d’énergies solaire et éolienne développé par le Congrès. Alors que l’Etat indien, au nom de la croissance industrielle et des besoins de la population, compte faire passer sa part d’énergie nucléaire de 3 à 25 % d’ici 2050, M. Kejriwal s’est positionné contre le recours à cette énergie. Quel que soit le nombre de ses élus, l’AAP a déjà réussi à bousculer le paysage politique.

NAÏKÉ DESQUESNES.



Forbes), s'est lié en 2012 avec le groupe Network18, propriétaire de dix-neuf chaînes de télévision, avec le groupe Eenadu, qui publie l'un des premiers quotidiens en langue telougou (presque six millions d'exemplaires chaque jour), ainsi qu'avec la chaîne régionale Eenadu TV. La fusion a propulsé le conglomérat parmi les groupes médiatiques les plus influents d'Inde, aux côtés de BCCL et de Star.

Si elle prend un tour plus aigu aujourd'hui, « la question de la mainmise des industriels sur les médias est aussi ancienne que la nation elle-même », rappelle Thakurta. En 1948, Jawaharlal Nehru, premier chef du gouvernement de l'Inde indépendante, parlait déjà de la « presse du jute », en référence à *The Times of India*, alors contrôlé par la famille Jain, qui possédait les concessions du jute à Calcutta. Nehru dénonçait également la « presse de l'acier » : une allusion au groupe Tata, propriétaire de l'influent quotidien bengali *The Statesman*. Il se montra moins critique envers son ami Ramnath Goenka, directeur de l'*Indian Express*, qui tenta dans les années 1960 – sans succès – de s'emparer de la compagnie indienne du fer et de l'acier. Les journaux ont su s'adapter au pouvoir. Durant la période de l'état d'urgence décrété par la fille de Nehru devenue première ministre, Indira Gandhi (7), *The Times of India*, dirigé par Ashok Jain (le père de Vineet et de Samir), était surnommé « *The Times of Indira* ».

LA PENSÉE DISSIDENTE ET LA PRESSE ALTERNATIVE ONT DE PLUS EN PLUS DE MAL À EXISTER

Cette imbrication entre médias, conglomérats et milieux politiques perdure. *Hindustan Times* appartient par héritage paternel à M^{me} Shobhana Bhartia, qui en est la directrice éditoriale depuis 2008, et qui siégeait jusqu'en 2012 au Parlement pour le Parti du Congrès, majoritaire. Au dire d'un ancien éditorialiste du journal, son appel téléphonique quotidien à des fins de « rectification » est redouté de toute la rédaction. *Dainik Jagran*, quotidien en hindi le plus diffusé (seize millions et demi de lecteurs), est un empire bâti par l'industriel Narendra Mohan, qui siégeait au Parlement pour le Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party, BJP), la formation nationaliste hindoue. Le fils de Mohan, M. Sanjay Gupta, lui a succédé.

Sans surprise, une telle situation a conduit à une série de scandales. L'affaire des *paid news*, articles payés par des candidats durant la campagne des élections législatives de 2009, a mis en cause les plus importants partis et journaux du pays : *The Times of India* en anglais, *Dainik Jagran* et *Dainik Bhaskar* en hindi, mais aussi les quotidiens les plus largement publiés en langues vernaculaires : *Lokmat* en marathi, *Punjab Kesari* en hindi, *Eenadu* en telougou...

En 2008, déjà, le ministère indien de l'information et de la diffusion avait commandé un rapport sur la question de la propriété des médias à l'Administrative Staff College of India (ASCI), un groupe déclaré indépendant et d'intérêt public. Le rapport soulignait une « domination manifeste du marché » et préconisait de limiter la propriété croisée des médias. Dans la foulée, l'Autorité de régulation des télécommunications, d'orientation pourtant libérale, avait souhaité « que des garde-fous soient mis en place pour garantir le pluralisme et la diversité dans la presse, la radio et la télévision (8) ». Autant de recommandations restées lettre morte.

En février 2013, une seconde étude, appuyée sur une comparaison internationale, a conclu à la nécessité de restreindre la concen-

tration horizontale (la propriété de plusieurs types de médias) et verticale (la propriété conjointe d'entreprises de diffusion et de création dans le même média). Pour l'heure, il n'existe qu'une timide régulation, qui ne concerne que le secteur télévisuel et qui porte sur les entreprises, pas sur les conglomérats. Le rapport suggère de l'étendre à tous les médias, ce qui inclurait BCCL et *Dainik Bhaskar*.

Inutile de préciser que les groupes ont manifesté leur ferme opposition à toute évolution. « La frontière entre régulation et contrôle est très mince », avertit Arindam Sen Gupta, rédacteur en chef de *The Times of India*. Il dénonce une tentative de « museler les médias » comparable à celle qui avait frappé la presse durant la période de l'état d'urgence, entre 1975 et 1977. Pour lui, « la régulation des médias, ce doit être l'autorégulation. C'est ce qui se fait depuis des décennies » (9).

M. Rao Inderjit Singh, député du Parti du Congrès qui dirige le Comité permanent sur l'information et les technologies, voit dans la propriété croisée des médias « une menace pour notre démocratie (10) ». Comme l'indique Thakurta, « la concentration de la propriété dans un marché oligopolistique se traduit par une perte de pluralisme ». Le rapport de l'ASCI souligne que la domination du marché par un petit nombre d'acteurs concerne tout particulièrement la presse régionale en langues vernaculaires. Ce que réfutent les groupes de presse : pour eux, la diversité culturelle, linguistique et sociale du marché indien empêcherait tout monopole. « L'Inde est connue pour avoir trop d'idées, ironise Rachna Burman, chef de l'actualité économique de *The Times of India*. Une industrie des médias compétitive serait le meilleur gage d'un environnement pluriel où coexistent des points de vue multiples (11). » Le libre marché des opinions, seul gardien de la libre circulation des idées ?

« La propriété croisée des médias représente un grand bouleversement, affirme au contraire Shoma Chaudhury, ancienne directrice de l'hebdomadaire *Tehelka*. Elle explique pourquoi la presse est très peu critique vis-à-vis des entreprises privées et des politiques économiques inégalitaires. » *The Times of India* a souvent été épinglé pour son approche biaisée de l'actualité. Ainsi, quand un ascenseur défilant tua deux ouvriers et en blessa sept autres sur le chantier d'un luxueux immeuble de dix-neuf étages à Bangalore, le journal omit de citer le nom du constructeur, Sobha Developers, un groupe dans lequel le propriétaire du journal, BCCL, détenait des parts. En 2005, lors d'une grève de huit mois – qui reçut le soutien d'ouvriers non syndiqués – destinée à dénoncer les conditions de travail dans les usines de Honda Motors à Gurgaon, le quotidien relayait le point de vue de la direction, et s'inquiéta des conséquences sur le climat financier du pays.

Parmi les publiportages de *The Times of India*, son confrère *The Hindu* dénonça un article en faveur de l'entreprise de biotechnologies agricoles Monsanto : on y lisait que les semences de coton Bt (modifié génétiquement pour produire un insecticide) avaient « mené à une transformation économique et sociale des villages (12) ». En outre, observe Chaudhury, « les médias ne s'intéressent qu'à la Bourse et aux performances économiques, quand 94 % de l'économie du pays est informelle. Le miracle indien [« Shining India »] est une illusion qu'ils ont produite depuis la libéralisation des années 1990. Ils parlent des 5 à 10 % de l'Inde prospère, et ont perdu de vue la question de la justice sociale. »

Pourtant, lors du combat pour l'indépendance, la presse a joué un rôle prépondérant dans la lutte contre la domination britannique. En 2000, le site d'investigation *Tehelka*, créé par l'écrivain Tarun Tejpal, a repris cette tradition d'un journalisme de combat, contre la

corruption et l'extrémisme. Le titre s'est fait connaître en mars 2001, en prenant en flagrant délit des membres du gouvernement, dirigé à l'époque par le BJP : ils se montraient prêts à accepter des pots-de-vin dans le cadre d'une vente d'armements. Le pouvoir s'est déchaîné contre le journal au cours d'un procès qui a duré presque trois ans. Contraint en 2003 d'arrêter son activité, *Tehelka*, soutenu par ses lecteurs et par des personnalités influentes, a ressuscité un an plus tard sous la forme d'un bimensuel en version papier, puis d'un hebdomadaire. Par la suite, l'ancien président du BJP, Bangaru Laxman – décédé en mars dernier –, et le ministre de la défense George Fernandes ont été condamnés pour corruption.

Tehelka a continué de livrer des enquêtes cruciales, notamment sur l'implication du Parti du Congrès dans le massacre des Sikhs à New Delhi en 1984, et du BJP dans les pogroms antimusulmans dans l'Etat du Gujarat en 2002 – en particulier le rôle joué par M. Narendra Modi (lire l'article page 14). Il s'est aussi illustré par sa couverture de questions que les autres titres négligent : les communautés tribales ou musulmanes, la rébellion maoïste, la peine de mort ou... la violence envers les femmes. Puis, le 5 novembre 2013, Tejpal a été mis en examen pour harcèlement sexuel à l'encontre d'une jeune collègue. La police de l'Etat de Goa, dirigé par le BJP, a requalifié l'accusation en viol et incarcéré le fondateur du journal, qui craint de ne pouvoir bénéficier d'un procès équitable. Dans la foulée, Chaudhury et cinq autres employés ont démissionné.

Cette sinistre affaire, qui a accru le malaise, est intervenue quelques jours seulement après l'éviction de Siddharth Varadarajan (13) de la rédaction de *The Hindu*, célèbre journal progressiste détenu par Kasturi and Sons Ltd (KSL). M. Narasimhan Ram, président de KSL et membre de la famille Kasturi, a justifié cette décision par la volonté de « rétablir de bonnes relations industrielles (14) ». On ne saurait être plus clair.

« LES DÉPOSSÉDÉS S'ORGANISENT, ENVOIENT LEURS ENFANTS À L'ÉCOLE. ILS NE RESTERONT PAS INVISIBLES »

Le Syndicat des journalistes de New Delhi (Delhi Union of Journalists, DUJ) souligne en outre la « censure indirecte qui découle des modèles de propriété et de recrutement ». Les classes modestes sont en effet peu représentées dans la profession ; les basses castes et les intouchables, pratiquement inexistantes (15). Les journalistes se sont largement détournés des préoccupations des habitants des campagnes, des inégalités et de la violence de caste, pour répondre aux attentes de l'individu urbain anglophone, symbole de l'Inde développée.

Dilnaz Boga, une jeune journaliste qui a couvert durant plusieurs années le conflit au Cachemire avec le Pakistan pour *Hindustan Times* et *DNA*, parle de ses difficultés à pratiquer son métier : « Je racontais les histoires des gens, mais je rencontrais beaucoup de résistances dans la rédaction. » Traitée d'antinationaliste et même d'« islamiste infiltrée » par ses propres collègues, elle a fini par jeter l'éponge. « Tout ce qui va à l'encontre du discours nationaliste est banni. Nous vivons dans un pays où les enfants meurent encore de malnutrition, mais c'est un blasphème que d'en parler. »

Le viol et le meurtre d'une femme issue de la classe moyenne, en décembre 2012 à New Delhi, ont fait les gros titres de *DNA* pendant plusieurs semaines ; mais l'article de Boga racontant des violences similaires infligées à trois enfants dans un bidonville de Bombay a été réduit à quelques lignes. Par la suite, la nouvelle direction du journal, menée par M. Das, a mis fin aux articles consacrés aux bidonvilles et affecté la jeune femme aux questions environnementales. « La presse indienne est une presse de classe, se désole Boga, qui a démissionné à la suite de cette affaire. Les pauvres n'amènent pas de publicité. » Le DUJ réclame une « régulation des médias qui permette une plus grande inclusion et qui donne la parole en priorité à ceux qui sont socialement et économiquement défavorisés ».

« L'Inde n'est pas un seul pays, explique à son tour Boga. L'Inde des dépossédés s'organise, envoie ses enfants à l'école, apprend l'anglais, réclame des droits et veut la justice. Dans les bidonvilles, on lit la presse. Ils peuvent demeurer invisibles dans les médias, mais pas inaudibles dans la rue. Ils sont la majorité, et ils ne resteront pas invisibles très longtemps. »

BENJAMIN FERNANDEZ.

(7) Condamnée en 1975 par la Cour suprême pour fraude électorale, Indira Gandhi décréta l'état d'urgence, ce qui l'autorisa à emprisonner des opposants et à censurer la presse.

(8) « Consultation paper on issues relating to media ownership », Telecom Regulatory Authority of India, New Delhi, 15 février 2013, www.trai.gov.in

(9) Arindam Sen Gupta, « Muzzling the media : Freedom at risk », *The Times of India*, New Delhi, 19 juin 2013.

(10) Cité dans « India needs cross media restrictions », *The Hoot*, 10 juin 2010.

(11) *The Times of India*, 20 août 2012.

(12) Palagummi Sainath, « Reaping gold through Bt cotton », *The Hindu*, Madras (Chennai), 28 août 2011.

(13) Auteur, dans *Le Monde diplomatique*, de « L'Inde éperdue de reconnaissance », novembre 2008.

(14) « Varadarajan resigns from "The Hindu" », *Mint*, New Delhi, 22 octobre 2013.

(15) « The untold story of Dalit journalists », *The Hoot*, 13 août 2013.



En Amérique latine, la droite contrainte

Les Colombiens éliront leur nouveau président à la fin du mois de mai. Un candidat proche de l'ancien dirigeant Alvaro Uribe s'opposera à l'actuel chef de l'Etat, M. Juan Manuel Santos. La rupture entre les deux hommes, autrefois réputés proches, en reflète peut-être une autre, plus large, au sein d'une droite latino-américaine qui tâtonne pour tenter de bousculer la domination régionale de la gauche.

PAR GRACE LIVINGSTONE *

« **L** n'y a pas de parti conservateur au Brésil », se lamentait récemment le magazine *Veja* (1) dans un article intitulé « L'énigme d'un pays sans droite » (11 avril 2011). Face à un Parti des travailleurs (PT) qui a tiré de la pauvreté quarante millions de personnes depuis 2002, aucune des vingt-sept formations officielles n'ose s'identifier comme « de droite ». Même les plus réactionnaires ont adopté des appellations à consonance progressiste, telles que « Les démocrates ». Dans toute l'Amérique latine, les partis conservateurs, dominants au cours des années 1990, connaissent une traversée du désert. Les résultats des divers scrutins d'une année électorale intense soulèvent une interrogation : la droite latino-américaine aurait-elle disparu ?

Bien sûr, elle conserve certains bastions, comme la Colombie et le Panamá, deux pays qui, avec le Mexique, ne semblent pas avoir été touchés par la « vague rouge » (2). Mais, des sept scrutins présidentiels de l'année 2014, cinq verront probablement une victoire de la gauche ou du centre gauche : au Salvador, le Front

Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), issu de la guérilla, a gagné en mars ; au Costa Rica, le Parti d'action citoyenne a accédé au pouvoir en avril ; et, à moins de surprises majeures, ce scénario devrait se répéter en octobre en Bolivie, en Uruguay et au Brésil.

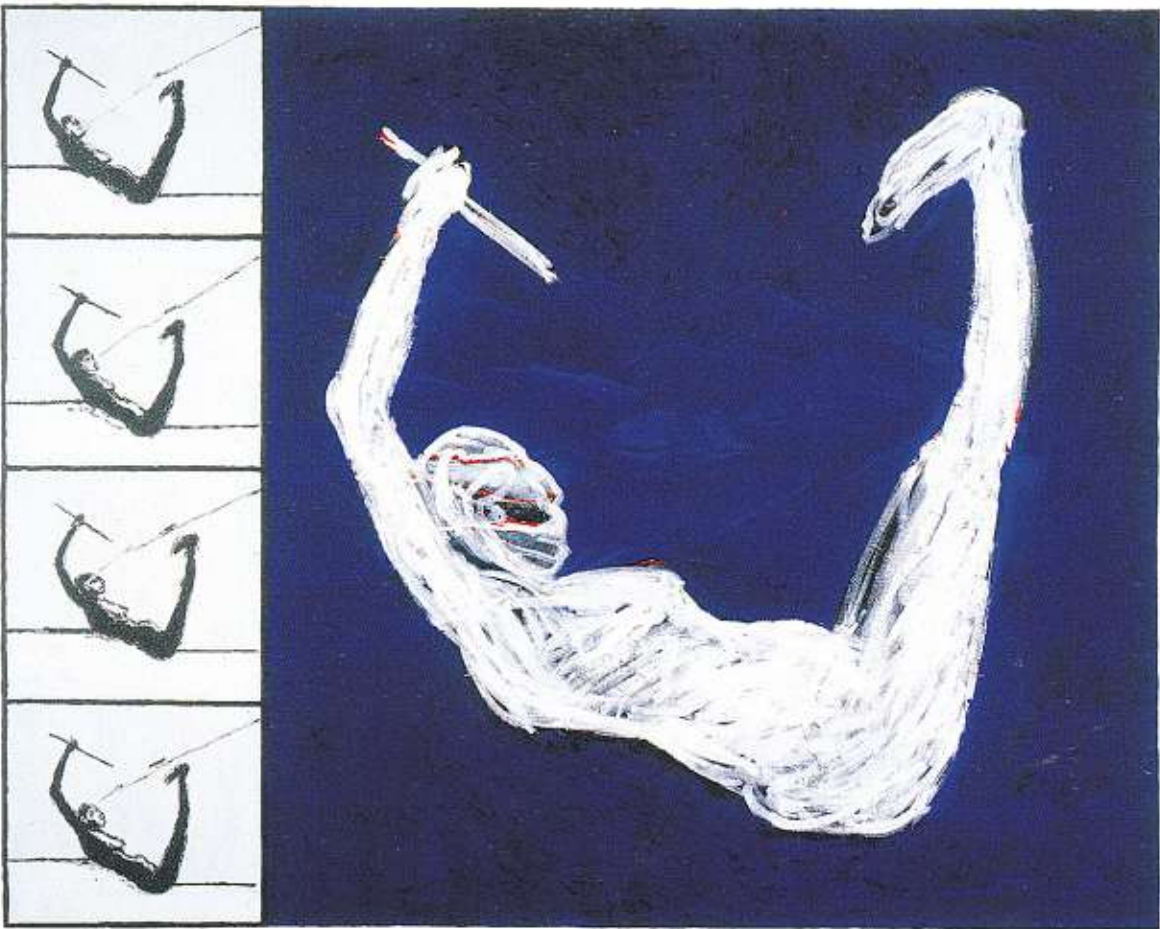
Les néolibéraux demeurent comptables de la violence sociale des politiques d'ajustement structurel. Entre 1980 et 2004, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a bondi de cent vingt à plus de deux cent dix millions : les populations s'en souviennent. De nombreux dirigeants conservateurs restent par ailleurs associés aux dictatures militaires des années 1970 et 1980 : au Chili, par exemple, la candidate de la droite à la présidentielle de décembre 2013, M^{me} Evelyn Mattei, est la fille d'un général proche d'Augusto Pinochet. L'érosion de l'influence économique américaine fragilise un peu plus les formations traditionnellement proches de Washington, de même que la création d'organisations d'intégration régionale qui excluent les Etats-Unis (comme l'Union des nations sud-américaines, Unasur).

Des conservateurs « complexes »

La principale difficulté que rencontrent les forces conservatrices se résume ainsi : comment définir un projet susceptible de séduire davantage que les politiques populaires des gouvernements de gauche ? Du Brésil au Venezuela, de l'Equateur à la Bolivie, de l'Argentine au Nicaragua, ces derniers ont orienté une partie de la croissance économique vers d'importants programmes sociaux. Les partis de droite ont donc tenté d'adapter leurs discours, s'engageant même, comme le candidat principal de l'opposition brésilienne, M. Aécio Neves, « à poursuivre et à améliorer » les mesures en place. Le dirigeant de la frange de l'opposition vénézuélienne qui se présente comme « modérée », M. Henrique Capriles, s'efforce désormais de paraître plus social que les partisans d'Hugo Chávez. Il reproche par exemple au successeur du président défunt, M. Nicolas Maduro, de s'être « embourgeoisé », et assure « incarner les aspirations des démunis » (3). Certes, les manifestes de MM. Neves et Capriles proposent de rendre les services publics plus « efficaces » grâce à des privatisations ; mais

le ton reste édulcoré. Après de mauvais résultats aux municipales de décembre dernier, l'opposition vénézuélienne a connu la montée en puissance de dirigeants plus radicaux, qui tentent d'évincer le président élu par des manifestations de rue ou en usant de méthodes violentes – une stratégie connue sous le nom de *salida* (« sortie »).

Le monde des affaires est parfois parvenu à trouver un *modus vivendi* avec les gouvernements de gauche, aggravant d'autant plus la situation d'une droite privée de ses plus importants soutiens. Dans la foulée de sa prise de fonctions, M. Evo Morales, syndicaliste indigène devenu président de la Bolivie, a dû faire face à une révolte des puissants propriétaires terriens qui contrôlent les vastes plantations de soja et de tournesol dans les plaines de Santa Cruz. Mais l'opposition des géants de l'agrobusiness s'est estompée lorsqu'ils ont découvert que, en dépit d'une rhétorique radicale, le gouvernement de M. Morales équilibrait ses budgets et offrait des réductions fiscales aux exportateurs agricoles. De plus, il n'a pas procédé à une réforme agraire dans les plaines orientales, se contentant d'exproprier de grandes plantations improductives dans les régions du Nord. Résultat : la droite bolivienne



JUAN MARTÍNEZ. – « Caída » (Chute), 1987

paraît à la dérive et ne s'attend pas à récolter plus d'un tiers des votes lors de l'élection présidentielle d'octobre 2014.

Même situation au Pérou, où la promotion de l'extraction minière et les politiques fiscales néolibérales du président Ollanta Humala ont enchanté la puissante élite commerciale assise sur l'exploitation de l'or, du cuivre, du charbon et du minerai de fer (4). En Equateur, également, l'économiste de gauche Rafael Correa, élu en 2006, est parvenu à conserver le soutien des classes moyennes en garantissant stabilité politique, croissance économique et développement des infrastructures, ainsi qu'en adoptant une ligne conservatrice en matière budgétaire.

La politique brésilienne reposait autrefois sur des caciques régionaux trônant au sommet d'un système clientéliste qui contrôlaient le secteur privé local, la terre et les médias. S'ils n'ont pas disparu, le PT est parvenu à grignoter d'importants bastions dans le nord et le nord-est du pays, autrefois dominés par la droite. Et ce en grande partie grâce à ses programmes sociaux. Mais l'élite économique brésilienne n'a pas eu à se plaindre de ses politiques. Elévation du niveau de vie général, accroissement de la consommation, consolidation d'un marché intérieur largement approvisionné par les entreprises nationales : au cours des années 2000, quarante-deux millions de Brésiliens ont ouvert un compte en banque pour la première fois ; quinze millions ont découvert les voyages en avion. Ces bouleversements ne fragilisent cependant en rien la structure sociale du pays, parmi les plus inégalitaires du monde. La dépendance du PT vis-à-vis du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, qui comprend de puissants membres de l'agrobusiness) au Parlement limite sa marge de manœuvre.

Face à la réussite du PT, M. Neves peine à définir sa stratégie. Il représente le Parti

de la social-démocratie brésilienne (PSDB), une formation identifiée à la classe moyenne, née de son opposition à la dictature mais rapidement convertie au néolibéralisme. La différence principale entre le PT et le PSDB réside finalement dans les orientations de leur politique étrangère. Le second dénonce l'alliance stratégique avec Caracas, ainsi que le choix de constituer un bloc régional autonome, notamment à travers l'Unasur.

Bien que M^{me} Dilma Rousseff (PT) caracole en tête des sondages, le ralentissement de la croissance et les manifestations de juin 2013, qui exigeaient, entre autres, l'amélioration des services publics (5) – et moins de dépenses liées à la Coupe du monde de football de cet été ou aux Jeux olympiques de 2016 –, pourraient profiter à M. Neves. Ce qui laisse apparaître l'une

des faiblesses du modèle de la gauche latino-américaine : il repose sur un regain de croissance lié à l'élévation du cours des matières premières, davantage que sur une diversification économique ou sur des réformes structurelles susceptibles de menacer les puissants. Certes, ces expériences ont prouvé qu'une volonté politique bien trempée permettait d'amé-

(1) Lire Carla Luciana Silva, « «Veja», le magazine qui compte au Brésil », *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.

(2) Lire William I. Robinson, « Les voies du socialisme latino-américain », *Le Monde diplomatique*, novembre 2011.

(3) Entretien au *Monde*, 3 avril 2014.

(4) Lire Anna Bednik, « Pour tout l'or du Pérou », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

(5) Lire Janette Habel, « Un pays retrouve le chemin de la rue », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

ARCHIVES



« J'ai dû

SEPTEMBRE 1977

Brésil, Bolivie, Chili, Argentine... Au cours des années 1960 et 1970, la plupart des pays sud-américains passent sous le joug de dictatures militaires. Dans Le Monde diplomatique de septembre 1977, l'écrivain Eduardo Galeano raconte celle que subit son pays, l'Uruguay.

PAR EDUARDO GALEANO

En Uruguay, on inaugure une prison par mois. C'est ce que les économistes appellent un « plan de développement ». On transforme en prisons les casernes, les commissariats de police, les bateaux abandonnés, les vieux wagons de chemin de fer et même la maison de chaque citoyen. Il y a plus de prisonniers politiques que de prisonniers de droit commun. L'Uruguay possède la plus forte proportion de prisonniers politiques du monde, sans compter les prisonniers du dehors, ceux qui sont de l'autre côté des barreaux. Le quart de la population, un million de personnes, vit en exil ; presque toutes celles qui sont restées sont bannies à l'intérieur même des frontières.

Le 27 juin 1973, le pays s'est réveillé avec un coup d'Etat. Le Parlement, les partis politiques, les syndicats, furent liquidés, ainsi que tout le reste. Trois mois plus tard, des élections eurent lieu à l'université. Les candidats de la dictature obtinrent 2,5 % des voix. En conséquence, la dictature emprisonna pratiquement tout le monde et remit l'université aux candidats qui avaient obtenu 2,5 % des suffrages.

Ce coup d'Etat n'a fait que parachever une situation de fait. En réalité, le Parlement n'existait plus : il était devenu ce que les médecins nomment un « membre fantôme », celui que l'on « sent » encore après l'amputation. Déjà, au début de 1973, l'Uruguay produisait plus de violence que de viande ou de laine : il emprisonnait, torturait, tuait ou exilait les jeunes. Les queues pour obtenir un passeport faisaient plusieurs fois le tour du pâté de maisons ; les bateaux levaient l'ancre emplies de jeunes gens qui fuyaient la prison, la fosse commune ou la faim. Cela faisait déjà longtemps que le pays vendait de la chair humaine, bras au rabais, à l'étranger ; et le système s'était montré impuissant à engendrer autre chose que des prisonniers ou des cadavres, des espions ou des policiers, des mendiants ou des exilés. Le pouvoir s'était militarisé. Au début, pour combattre les guérilleros. Après, pour combattre les étudiants, les militants ouvriers, les

UNIVERSITÉ PARIS8

>>>

www.fp.univ-paris8.fr

Droit et stratégies de l'action humanitaire
De novembre 2014 à juin 2015 (2 jours/mois)
Diplôme d'université

Une approche pluridisciplinaire qui englobe l'intégralité des problématiques actuelles de l'humanitaire.

Publics concernés : juristes, avocats, chefs de missions, administrateurs, coordinateurs logistiques et personnels humanitaires, médecins et professionnels de santé, journalistes... **Durée :** 130 h. **Lieu :** Paris **Admission :** être titulaire d'un bac + 3 (ou équivalent) ou par validation des acquis.

0 820 20 51 00

Calendrier des fêtes nationales		
1 ^{er} - 31 mai 2014		
3	POLOGNE	Fête nationale
15	PARAGUAY	Fête de l'indépend.
17	NORVÈGE	Fête nationale
20	CAMEROUN	Fête nationale
	TIMOR-LESTE	Fête de l'indépend.
22	YÉMEN	Fête nationale
24	ÉRYTHRÉE	Fête de l'indépend.
25	ARGENTINE	Fête nationale
	JORDANIE	Fête de l'indépend.
26	GÉORGIE	Fête de l'indépend.
28	AZERBAÏDJAN	Fête nationale
	ÉTHIOPIE	Fête nationale

DE GAUCHE ONT IMPOSÉ LEURS PRIORITÉS

de s'inventer un discours social

liorer les conditions de vie de la population : une leçon importante pour une Europe meurtrie par l'austérité. Mais elles montrent également les limites d'une stratégie soumise aux fluctuations mondiales du prix des matières premières.

Le modèle consistant à combiner économie libérale et programmes sociaux semble d'ores et déjà s'essouffler au Chili. Imaginée par la Concertation, une coalition de centre-gauche au pouvoir de 1990 (début de la transition démocratique) à 2010, la recette n'a pas été fondamentalement modifiée par le président sortant, le milliardier

Sebastián Piñera. Or celui-ci a dû faire face à une double fronde : celle des étudiants, qui dénonçaient la privatisation de l'éducation, mais également celle de la « vieille droite », déçue par son manque d'audace. Ministre des finances du général Pinochet, M. Hernán Büchi s'est ainsi plaint des hausses d'impôts et d'entraves à l'investissement « sous prétexte de protection de l'environnement », ou du maintien « de protections sociales pour les travailleurs qui portent atteinte à la liberté des personnes ». Avant de conclure : « Rien ne nous oblige à nous comporter comme une droite complexée (6). »

Pragmatisme et flexibilité

ENGAGEMENT en faveur de la gratuité de l'université (quitte à taxer les grandes entreprises pour la financer), réforme de la Constitution héritée de la dictature : le second mandat de la socialiste Michelle Bachelet, élue en décembre 2013, promet d'être plus à gauche que le premier (2006-2010). Après leurs piètres résultats aux dernières élections – M^{me} Matthei n'a obtenu que 38 % des voix –, les deux principales formations de droite ont connu de nombreuses défections. Certains évoquent la création d'un nouveau parti, de centre droit, autour de M. Piñera. Mais les politiques de M^{me} Bachelet pourraient également unir la droite, en provoquant tout autant l'ire des nostalgiques de Pinochet que celle des néolibéraux.

On présente souvent le Chili et le Brésil comme les visages « modérés » de la gauche latino-américaine. Or le Brésil a joué un rôle géopolitique important : il a renforcé les organisations régionales et orienté la géopolitique continentale vers la gauche. Avec pour effet collatéral, toutefois, de contribuer à homogénéiser certaines prises de position en poussant à trouver des terrains d'entente au sein de ces structures. Olivier Dabène, professeur à Sciences Po, soulignait en 2012 que la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Celac) était pilotée par une « troïka » constituée du pays qui exerce la présidence, de son prédécesseur

et de son successeur – à l'époque, le Venezuela de Chávez, le Chili de M. Piñera et le Cuba de MM. Fidel et Ramón Castro. « Ce trio insolite ne semble pas avoir de difficultés particulières à fonctionner, se félicitait Dabène. On peut y voir l'illustration d'une certaine capacité, assez nouvelle en Amérique latine, à privilégier la recherche de l'intérêt général par-delà les différends politiques. L'heure est au pragmatisme et à la flexibilité, ce qui représente un progrès pour le régionalisme dans la zone Amérique latine et Caraïbes. »

Issu de l'une des familles les plus influentes de l'élite colombienne, le président Juan Manuel Santos l'a bien compris : la rigueur idéologique entrave parfois le commerce. Ses efforts pour renouer les liens avec le Venezuela ont stimulé les échanges entre les deux pays. Sous l'effet des prises de position agressives de son prédécesseur Alvaro Uribe, ceux-ci avaient chuté de 2,6 milliards de dollars en 2008 à moins de 800 millions en 2010 (7). Un manque à gagner considérable pour la bourgeoisie locale...

Contrairement à M. Uribe, engagé dans une offensive militaire contre la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le technocrate Santos a charmé les progressistes européens en se prononçant pour la légalisation de la marijuana. Faisant le pari que des

réformes sociales saperaient le soutien populaire dont bénéficie la guérilla, il a fait passer en 2011 une loi visant à rendre leurs terres aux paysans déplacés et lancé des négociations de paix avec les FARC. Une tactique qui suscite la colère des propriétaires terriens – et de leurs alliés paramilitaires –, opposés à toute forme de redistribution.

M. Santos a également reconnu que la position proaméricaine de M. Uribe avait accru l'isolement de Bogotá, et s'est efforcé de construire des ponts avec l'Asie et avec ses voisins plus proches. Aux côtés du Mexique, du Pérou et du Chili, la Colombie a ainsi lancé en 2012 l'Alliance du Pacifique. Tous quatre entendaient doper le commerce transpacifique et donner naissance à une zone de libre-échange au cœur d'une Amérique latine jugée trop protectionniste.

Quant aux questions socioculturelles, elles n'offrent pas toujours à la droite un moyen de se distinguer efficacement. L'union civile pour les couples homosexuels – condamnée par l'Eglise et par les secteurs les plus conservateurs de la société – a récemment été approuvée dans des pays gouvernés tant par la gauche (Uruguay, Argentine et Brésil) que par la droite (Mexique et Colombie). Au Chili, M^{me} Bachelet a soutenu le projet de loi de

M. Piñera, auquel s'opposaient ses alliés de l'Union démocrate indépendante (UDI, autrefois proche de Pinochet).

Consensus assez large également sur la question des droits des femmes... mais sur des positions conservatrices (8). M. Correa a récemment menacé de quitter son parti si des députés proposaient de décriminaliser l'interruption volontaire de grossesse (IVG), qui est aujourd'hui interdite, sauf pour des raisons thérapeutiques ou en cas de viol pour les femmes handicapées

mentales. Le « sandiniste » Daniel Ortega a défendu l'interdiction totale de l'avortement au Nicaragua. Si l'on exclut Cuba, le Mexique et l'Uruguay, l'Amérique latine limite sévèrement le droit à l'IVG, et les « progressistes » ne donnent aucun signe d'avancée dans ce domaine : lors de la présidentielle brésilienne de 2010, les deux principaux candidats, M^{me} Rousseff et M. José Serra, bien que favorables à un assouplissement de la loi, se sont prononcés contre, de crainte de s'aliéner l'électorat catholique.

Une vieille garde en embuscade

NUL ne saurait conclure d'un tel tableau que, désormais, gauche et droite se ressemblent ; loin de là. L'hégémonie relative des questions sociales, à laquelle a œuvré la gauche, impose certains tâtonnements aux franges de la droite désireuses de faire peau neuve ; mais rien n'indique qu'il s'agisse là d'une révolution idéologique, et non de simples acrobaties stratégiques. Et puis, comme le montrent les nombreuses tentatives de coups d'Etat qui ont marqué l'histoire latino-américaine récente – qu'elles aient réussi, comme au Honduras (2009) et au Paraguay (2012), ou échoué, comme

au Venezuela (2002), en Bolivie (2008) et en Equateur (2010) –, la « vieille droite » autoritaire n'a pas abandonné la partie.

GRACE LIVINGSTONE.

(6) Hernán Büchi, « Chile : La derecha avergonzada », *La Tercera*, Santiago, 3 octobre 2010.

(7) Lire Loïc Ramirez, « Quand Alvaro Uribe exaspérait le patronat colombien », *Le Monde diplomatique*, octobre 2012.

(8) Lire Lamia Oualalou, « Ce qui change pour les femmes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2011.

te dénoncer... »

hommes politiques de gauche, les journalistes de l'opposition. Puis pour combattre n'importe qui.

A partir de juin, les choses devinrent plus claires. Comme dans tout le cône sud de l'Amérique latine, ont pris le pouvoir ceux qui assassinent les gens et les pays. Seul indice en augmentation constante, les dépenses affectées à la répression – armée et police – atteignirent 52 % du budget national. Tout le reste décroît depuis 1960 : le produit intérieur brut *per capita*, le taux de scolarité primaire, le nombre de médecins pour mille habitants, la consommation journalière de protéines, les investissements productifs, etc.

Selon les chiffres officiels, 12 % de la population active de l'Uruguay est au chômage. Et il faut tenir compte de l'énorme masse de jeunes travailleurs ayant quitté le pays et de la curieuse méthode de la direction des statistiques, qui considère comme ayant un emploi toute personne travaillant plus de quatre heures par mois. Etre jeune est un délit ; penser est un péché ; manger est un miracle. (...)

Un Uruguayen sur trente a pour fonction de surveiller, de poursuivre et de punir les autres. Pour garder son emploi, il est indispensable de posséder le certificat de « foi démocratique » délivré par la police. On exige des étudiants qu'ils dénoncent leurs camarades, on exhorte les enfants à dénoncer leurs professeurs. Les citations de José Artigas, héros national, sur la réforme agraire ou sur la liberté sont interdites dans les écoles (Artigas a été l'auteur de la première réforme agraire en Amérique, un siècle avant Emiliano Zapata au Mexique). Il y a quelque temps, un enfant demanda à sa mère qu'elle le conduise de nouveau à l'hôpital parce qu'il voulait « dénaître ». Le gérant dit à son employé, qui était son ami : « J'ai dû te dénoncer. Ils ont demandé des listes. Il fallait donner un nom. Pardonne-moi si tu peux. » (...)

Les prisonniers n'ont pas le droit de lire la Bible ni d'étudier des matières subversives (philosophie, histoire, littérature, sciences sociales, science politique). On a retiré des librairies *Vent rouge*, de Raymond Chandler, et *Le Rouge et le Noir*, de Stendhal. Au cours de perquisitions, des livres sur le cubisme ont été confisqués ; motif : propagande castriste... (...)

Plus de cinq mille torturés. Ces dernières années, quarante mille personnes sont passées par les prisons et les casernes. Les chiffres équivalents pour la France seraient de cent mille torturés et de huit cent mille détenus.

Tiré de nos archives en ligne
www.monde-diplomatique.fr/archives

Je suis Sociétaire CASDEN,
donc je vote !

En mai, la CASDEN tient son Assemblée Générale annuelle.

Ses Sociétaires vont pouvoir participer à la vie de leur coopérative selon le principe « une personne, une voix ». Voter, c'est s'impliquer. C'est montrer son attachement aux valeurs de la coopération. C'est vivre différemment sa banque.

Vous êtes Sociétaire ? N'oubliez pas de voter en ligne ou par courrier* !

En savoir plus sur www.casden.fr

* Clôture du vote le 13 mai 2014 ou à défaut de quorum le 27 mai 2014 à 15 h, heure de paris.
Tout bulletin papier reçu après le 11 mai 2014 ou à défaut de quorum le 25 mai 2014 ne pourra être pris en compte.

casden
BANQUE POPULAIRE

CASDEN, la banque coopérative de l'éducation, de la recherche et de la culture

CASDEN Banque Populaire, Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable. Siège social : 91 Cours des Roches 77186 Noisiel. Siret n° 784 275 778 00842 - RCS Meaux. Immatriculation ORIAS n° 01 027 135 - BROCA & WERNICKE Illustration : Klicier.

Le Parti québécois sanctionné

Revenu au pouvoir en 2012, le Parti québécois (PQ), indépendantiste, n’a pas tardé à décevoir ses électeurs. Favorable, comme son rival fédéraliste, au libre-échange, à l’austérité budgétaire et à l’exploitation pétrolière tous azimuts, il a tenté de se distinguer par un nationalisme culturel agressif, centré sur la défense des « valeurs québécoises ». Sa défaite aux élections du 7 avril marque-t-elle la fin du projet souverainiste dans la Belle Province ?

PAR JEAN-FRANÇOIS NADEAU *

FAGILISÉ par une longue grève étudiante, empêtré dans des affaires de corruption, usé par dix ans de pouvoir, le Parti libéral du Québec (PLQ) avait enregistré en septembre 2012 une des plus sévères défaites de son histoire. Peu de commentateurs imaginaient alors que, dix-huit mois plus tard, la formation fédéraliste infligerait à son tour au Parti québécois (PQ), son rival indépendantiste, sa plus cinglante débâcle.

C’est pourtant ce qui s’est produit le 7 avril dernier. Un mois plus tôt, la première ministre péquiste, M^{me} Pauline

Marois, décidait de déclencher des élections. Confiante dans sa victoire, elle espérait obtenir les quelques sièges de député qui lui manquaient pour former un gouvernement majoritaire. Mais, contre toute attente, le PLQ, dirigé par le médecin Philippe Couillard, a remporté la majorité des circonscriptions – soixante-dix sur cent vingt-cinq – avec, effet du scrutin uninominal à un tour, une minorité des suffrages exprimés (41,5 %). Le PQ n’a récolté que 25 % des votes, et trente sièges. Jamais gouvernement n’aura tenu si peu de temps.

Contrats publics contre pots-de-vin

POUR mesurer l’ampleur de la déception suscitée par le PQ, il faut revenir au printemps 2012. Après l’annonce par le premier ministre libéral Jean Charest d’une hausse des frais universitaires, les étudiants descendent dans la rue et entament la plus longue grève jamais vue au sein de l’université canadienne. L’adoption d’une loi spéciale, qui interdit les rassemblements et justifie nombre d’arrestations, amène une part importante de la population à se ranger aux côtés des étudiants (1). M^{me} Marois elle-même arbore alors le carré rouge devenu l’emblème de la grève et tente de présenter

le PQ comme le relais politique naturel du mouvement.

Logiquement, les électeurs qui l’ont portée au pouvoir en septembre 2012 espéraient qu’elle romprait avec la politique de son prédécesseur. En février 2013, à l’issue du sommet sur l’éducation supérieure, le PQ annonce bien l’annulation de la hausse de 75 % des frais de scolarité (en cinq ans), mais il réduit parallèlement les crédits d’impôt pour ces frais : de 20 % de déductibilité à 8 %. L’augmentation des aides destinées aux étudiants les moins fortunés n’y fait rien : venant d’un parti qui se présente comme le légataire du « printemps érable », cette

politique déçoit. *« La justice sociale, l’environnement et la culture étaient au cœur du mouvement de 2012 ; mais on a voulu refermer la discussion par le jeu électoral »*, analyse M. Gabriel Nadeau-Dubois, l’un des leaders de la mobilisation étudiante.

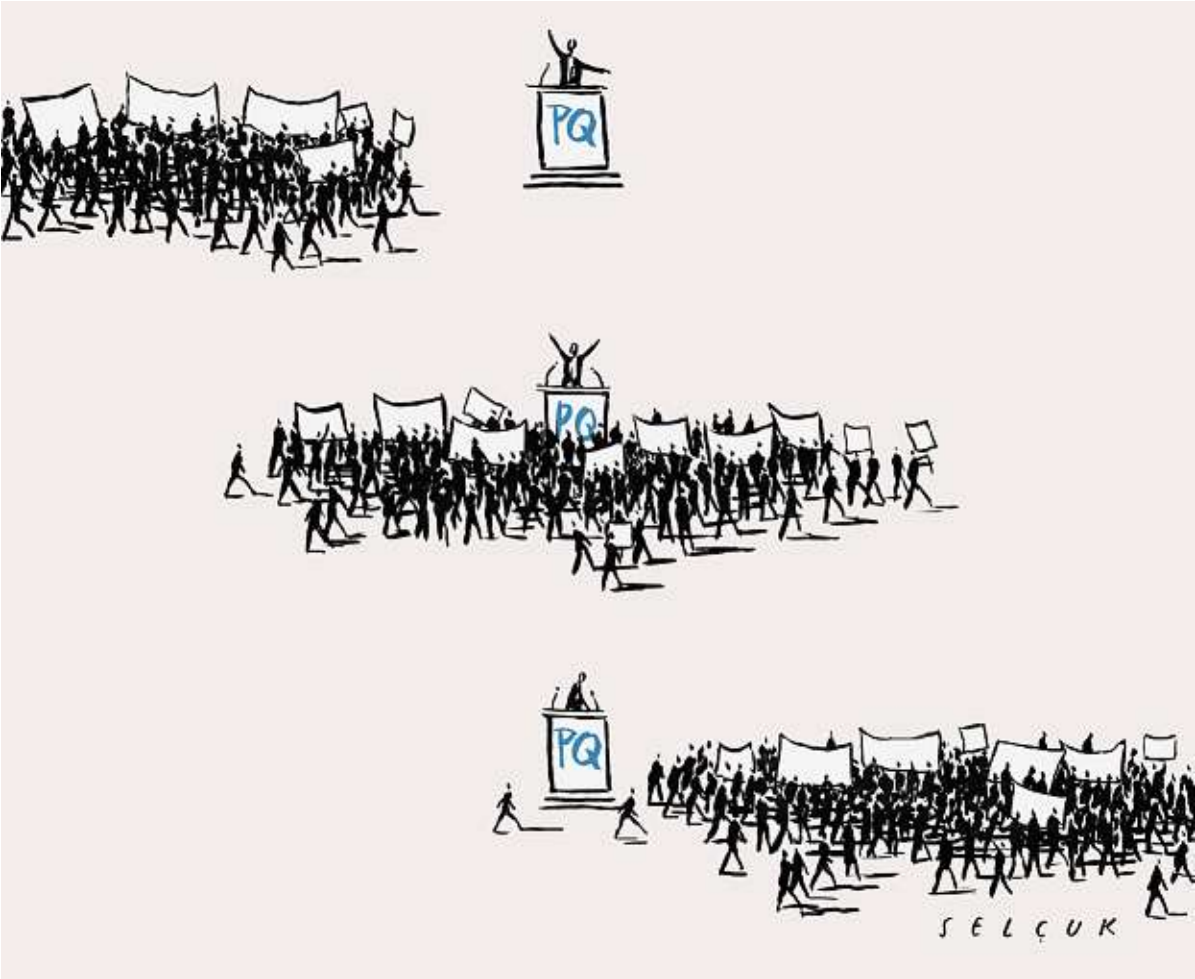
Aucun des grands partis n’ayant vraiment intérêt à insister sur le sujet, il fut très peu question d’éducation – le deuxième poste budgétaire au Québec après la santé – durant la campagne de 2014. Lors du débat télévisé entre les chefs de parti, M. Couillard s’est contenté d’annoncer sa volonté d’instaurer l’apprentissage de l’anglais dès l’école primaire ;

ce à quoi M^{me} Marois a répondu en évoquant les moisissures dans les écoles vétustes. Pas un mot sur l’accès à l’enseignement supérieur, de plus en plus menacé au Québec. Signe de la rupture du lien entre le PQ et le « printemps érable » : M. Léo Bureau-Blouin, syndicaliste étudiant rallié au parti indépendantiste et victorieux aux précédentes élections, et M^{me} Martine Desjardins, une autre figure du mouvement de 2012, ont été défaits le 7 avril dernier.

Incapable de relayer le mécontentement étudiant sur la durée, le PQ n’a pas non plus su profiter des affaires de corruption

qui touchaient son adversaire. Depuis la création d’une commission d’enquête, en octobre 2011, une ribambelle d’hommes d’affaires liés à l’industrie de la construction ont comparu devant la juge France Charbonneau. Contrats publics contre pots-de-vin, fonctionnaires soudoyés, favoritisme lors des appels d’offres : depuis trois ans, des perquisitions ont eu lieu dans les locaux du PLQ ; le maire de Laval, deuxième ville du Québec, a été arrêté ; des élus libéraux

(1) Lire Pascale Dufour, « Ténacité des étudiants québécois », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.



Au Canada, la fin de la résignation

« Idle no more ! » (« Fini l’inaction ! ») : depuis décembre 2012, ce mot d’ordre rallie la communauté autochtone du Canada qui, de la Colombie-Britannique au Nouveau-Brunswick, réclame justice sociale, égalité des sexes et respect des droits territoriaux.

PAR PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER *

« **N**OURRISSEZ CEUX qui ont faim ! Mangez les riches ! » Pancarte au poing, une quinzaine de personnes défilent devant l’entrée du Pidgin, un restaurant flamboyant de Downtown Eastside, « le code postal (1) le plus pauvre du Canada », dit-on ici. Ce vieux quartier central de Vancouver est traversé par deux grandes artères, les rues Main et Hastings : « *Pain and Wastings* » (« Souffrance et désolation »), ironisent ses habitants, dont beaucoup d’autochtones. Habituellement, près d’un millier de sans-abri, l’œil hagard et le pas mécanique derrière les roues de leur chariot, déambulent dans cette dizaine de blocs enchâssés entre les quartiers touristiques de Gastown et de Chinatown. Toxicomanes, alcooliques, dealers, prostituées : la misère sociale des Amérindiens s’affiche dans le centre de la plupart des grandes villes du dixième pays le plus riche du monde.

« *Idle no more !* » (« Fini l’inaction ! »), scandent les manifestants ce jour-là. D’un océan à l’autre, ce slogan sonne le réveil de la lutte contre le gouvernement du très conservateur premier ministre Stephen Harper et la violation des traités ancestraux. « *Hier, ils prenaient nos terres ; aujourd’hui, ils nous exproprient. Et demain ?* », interroge Karen, une habitante d’origine salish, c’est-à-dire descen-

dante de l’une de ces « premières nations » qui peuplaient la Colombie-Britannique avant l’arrivée des Européens. La Loi constitutionnelle de 1982 reconnaît trois grands groupes d’autochtones : les « premières nations », ou Indiens d’Amérique du Nord, les métis et les Inuits. En 2011, ils représentaient respectivement 61 %, 32 % et 4 % – auxquels il faut ajouter 3 % de « divers » – des un million quatre cent mille autochtones, soit 4,3 % de la population totale du Canada (2).

Le mouvement Idle No More a été lancé fin 2012 par quatre femmes de la Saskatchewan, une province des Prairies (Centre-Ouest). M^{mes} Sylvia McAdam, Jessica Gordon, Nina Wilson et Sheila McLean dénonçaient l’adoption par le Parlement canadien des lois C-45 et C-38. Votés à la va-vite, sans possibilité de débat, ces deux textes, épais de quatre cents pages chacun, ont des implications considérables. Le premier modifie la loi sur les Indiens, qui date de 1876 : l’Etat peut désormais louer ou acheter les terres d’une réserve sans avoir obtenu l’accord de la majorité des électeurs du conseil de bande – l’organe décisionnaire des réserves –, mais seulement de la majorité des présents. Le second texte limite la portée de la loi sur la protection des eaux navigables à quatre-vingt-dix-sept lacs et soixante-deux rivières, soit moins de 1 % des eaux douces du pays.

Ces mesures visent à garantir aux investisseurs étrangers l’accès aux terres et aux importantes réserves prouvées de pétrole (les troisièmes du monde) issues des sables bitumineux (3). Ironie de l’histoire, celles-ci se trouvent dans le Moyen et le Grand Nord du Canada, là où se sont réfugiés la majorité des autochtones après avoir été chassés du Sud par les colons européens. La question des droits fonciers se pose avec d’autant plus d’acuité aujourd’hui que les enjeux économiques sont colossaux.

Jusqu’aux années 1920, elle pouvait être éludée : « *Les traités visaient principalement à obtenir des*

nations autochtones qu’elles abandonnent leurs droits territoriaux. En échange, l’Etat octroyait aux collectivités indiennes de minuscules réserves dont le fonctionnement était étroitement encadré par la loi sur les Indiens », rappelle Jean Leclair, professeur de droit à l’université de Montréal (4). Progressivement, la jurisprudence puis la Loi constitutionnelle de 1982 ont garanti aux autochtones des « droits ancestraux » – une notion si floue qu’elle doit être affinée par les tribunaux à chaque conflit territorial.

Dès 1990, la crise d’Oka a montré les limites de cette garantie juridique. Pendant soixante-dix-huit jours, les policiers de la Sûreté du Québec puis l’armée du Canada ont affronté les communautés mohawks de cette municipalité voisine de Montréal. Sans même les avoir consultés, le maire d’Oka avait en effet décidé d’agrandir un terrain de golf sur des terres revendiquées par les Mohawks – dont un cimetière ancestral –, ce qui avait déclenché une révolte, matée fusil à la main.

Disparitions le long de l’autoroute des larmes

Un même sentiment d’injustice anime aujourd’hui le mouvement Idle No More, dont les revendications dépassent largement la question foncière. Chef de la réserve crie d’Attawapiskat (située dans le nord de l’Ontario), M^{me} Theresa Spence, devenue l’une des figures de proue du mouvement, a entamé une grève de la faim le 11 décembre 2012. Elle entendait ainsi dénoncer la catastrophe sociale qui menace les mille sept cents membres de sa communauté. Logements insalubres, chômage, salles de classe délabrées, points d’eau limités : tout cela à moins de cent kilomètres de la mine Victor en territoire cri. D’une teneur exceptionnelle en gemmes, celle-ci est exploitée depuis 2008 par la société De Beers, le plus gros diamantaire du monde. Sur les

6,7 milliards de dollars de recettes prévues, la réserve n’a touché jusqu’ici que 90 millions.

Symbolique et très médiatisée, la grève de la faim de M^{me} Spence a donné une ampleur nationale à ce mouvement, qui ne cesse depuis de s’étendre à travers des blocus ou des manifestations. Il a suscité une large prise de conscience. Les autochtones ont un taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne nationale (15 %) et une espérance de vie nettement inférieure à la moyenne du pays : neuf ans de moins pour les hommes et cinq pour les femmes (respectivement 68,9 ans et 76,6 ans) (5). Fait notable, le mouvement est lancé, porté et défendu par des femmes, et non par les chefs de l’Assemblée des premières nations (APN), qui représente les six cent dix-sept nations indiennes du Canada.

« *Ce n’est pas surprenant*, commente M^{me} Viviane Michel, d’origine innue et présidente de Femmes autochtones du Québec (FAQ). *Les femmes ont vécu tellement d’injustices qu’elles veulent faire valoir leurs droits. Elles sont d’autant plus actives et militantes qu’elles restent à l’écart des canaux diplomatiques qui limitent la marge de manœuvre des chefs traditionnels. Etre femme et autochtone signifie en général être doublement discriminée.* » « *Nous sommes toujours surreprésentées dans les statistiques négatives, renchérit Karen. Pourtant, Dieu sait si on a voulu nous éliminer ! Robert Pickton, ça vous dit quelque chose ?* »

(1) Il existe dans les villes canadiennes un code postal par quartier, voire par bloc d’habitations.

(2) « Les peuples autochtones au Canada : Premières Nations, Métis et Inuits. Enquête nationale auprès des ménages, 2011 », Statistique Canada, Ottawa, 8 mai 2013.

(3) Lire Emmanuel Raoul, « Sous les sables bitumineux de l’Alberta », *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

(4) Cf. Irène Bellier (sous la dir. de), *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*, L’Harmattan, coll. « Horizons autochtones », Paris, 2013.

(5) « Santé des premières nations au Canada », université d’Ottawa, 11 septembre 2013, www.med.uottawa.ca

ET DEMI AU POUVOIR

pour ses errements politiques

ont dû démissionner ; une ancienne ministre, M^{me} Nathalie Normandeau, est accusée d’avoir accordé une subvention de 11 millions de dollars à une compagnie d’ingénierie en échange de son soutien financier au PLQ, etc. Mais comment le PQ aurait-il pu tirer parti de telles turpitudes, alors que de récentes révélations ont mis en cause son propre gouvernement (2) ?

Cependant, c’est surtout sur la question de l’indépendance nationale, jadis au cœur de son programme, que le parti fondé par René Lévesque s’est montré remarquablement silencieux, sinon honteux, durant son court mandat. Lors des deux précédentes alternances, il avait organisé un référendum sur la souveraineté (en 1980 et en 1995). M^{me} Marois, elle, n’a jamais vraiment évoqué une telle idée, sauf pour la rejeter.

La rumeur de l’aquagym

FONDÉE sur des notions floues telles que le «*patrimoine commun*» et les «*valeurs*» de la société québécoise, la charte du PQ prônait, elle, l’interdiction des signes religieux pour l’ensemble des employés du secteur public. Selon les défenseurs du projet, en particulier le ministre des institutions démocratiques Bernard Drainville, les demandes de plus en plus nombreuses des immigrants en matière d’accommodements religieux portaient atteinte aux valeurs du Québec, et notamment à l’égalité entre hommes et femmes. Bien qu’aucun rapport ni étude n’indique une telle évolution, il était temps, selon M. Drainville, que le gouvernement «*mette ses culottes*» et agisse contre la montée de l’intégrisme religieux.

Ce glissement du nationalisme civique des fondateurs du PQ à un nationalisme culturel de repli a divisé le mouvement indépendantiste, engendrant une dispersion des voix souverainistes fortement préjudiciable à la formation de M^{me} Marois. Dans une tribune publiée par *Le Journal de Montréal* (3 octobre 2013), l’ancien

Plutôt que de parler de souveraineté, de défense de la langue française ou d’extension des prérogatives provinciales, le PQ a exprimé son nationalisme à travers une «*charte des valeurs*», dite aussi «*charte de la laïcité*». Dévoilé en septembre 2013, le texte divise la population. Il prend le contre-pied du rapport de la commission de consultation sur les pratiques d’accommodement reliées aux différences culturelles (3), qui, après des mois de travaux, avait conclu en mai 2008 que les accommodements raisonnables – c’est-à-dire les concessions faites sur des bases culturelles ou religieuses – ne posaient pas véritablement de problème au Québec, les cas litigieux demeurant très peu nombreux. Le rapport suggérait de restreindre l’interdiction des signes religieux ostentatoires aux seuls représentants de l’autorité de l’Etat (magistrats, policiers).

premier ministre péquiste Jacques Parizeau – au pouvoir lors du référendum de 1995 – estimait que cette charte risquait d’écarter du projet de souveraineté les citoyens issus de l’immigration récente. Il la jugeait en outre contraire à la tradition québécoise en matière de laïcité : «*Jusqu’à maintenant, la question vestimentaire à caractère religieux n’avait jamais donné lieu à des interventions réglementaires. Les soutanes des religieux et les coiffes des religieuses ont disparu, le col romain a suivi sans qu’on sente le besoin de faire des lois et des règlements.*»

Dans la charte du gouvernement Marois, la laïcité n’était pas défendue pour elle-même, mais largement instrumentalisée à des fins électorales. Pour Gérard Bouchard, l’un des deux auteurs du rapport de 2008 sur les accommodements raisonnables, ce texte risque d’«*éveiller dans une partie de la population des sentiments primaires de xénophobie et des peurs irraisonnées (le grand complot islamiste secrètement à l’œuvre au Québec, la prise de contrôle de notre société par les musulmans : “Ils*

refusent de s’intégrer”», «*ils nous imposent leurs valeurs*») (4)» (*lire l’article de Raphaël Liogier pages 8 et 9*).

De surcroît, le PQ défend une conception de la laïcité à géométrie variable. Au moment où il entendait interdire les signes religieux dans l’ensemble de la fonction publique – les employés refusant d’enlever leur voile, leur turban ou leur kippa seraient tout bonnement licenciés –, il permettait aux élus, au nom de l’«*immunité parlementaire*», de continuer d’arborer les leurs. Quant à l’Assemblée nationale, c’est «*au nom de l’histoire*» qu’elle a reçu l’autorisation de conserver le crucifix installé en 1936 par le gouvernement de Maurice Duplessis, emblématique de l’imbrication du pouvoir politique et de l’Eglise catholique. Omniprésents dans la vie politique québécoise, les symboles issus de la monarchie britannique, pilier de l’Eglise anglicane, sont eux aussi épargnés.

En réalité, le débat sur la charte s’est principalement focalisé sur le voile islamique. Bien que rien n’indique que la laïcité de l’Etat québécois soit menacée, les discours pointant du doigt les musulmans et, plus généralement, l’immigration sont devenus monnaie courante ces derniers mois. A quelques jours du scrutin, M^{me} Marois, soucieuse de relancer sa campagne – les sondages indiquaient qu’une majorité de Québécois soutenaient la charte des valeurs, en particulier hors de Montréal –, s’est affichée avec Janette Bertrand, écrivaine populaire, féministe de télévision et cosignataire d’une «*charte des femmes*» qui, sous couvert d’égalité entre les sexes, affirme son soutien à la charte des valeurs. «*J’habite un building où il y a une piscine*», racontait Bertrand lors d’un «*brunch sur la laïcité*» organisé par le PQ le 30 mars 2014. «*J’y vais une fois par semaine pour faire de l’aquagym. Et puis arrivent deux hommes, et ils sont déçus parce qu’il y a deux femmes (...). Imaginons qu’ils partent, qu’ils aillent voir le propriétaire (...) et qu’ils demandent : bon, on veut avoir une journée. Et puis là, dans quelques mois, c’est eux qui ont la piscine tout le temps. C’est ça, le grugeage, c’est ça dont on a peur, et c’est ça qui va*

arriver si on n’a pas de charte.» Cette histoire s’est révélée inventée de toutes pièces – Bertrand elle-même a fini par le reconnaître –, mais les médias avaient déjà relayé la rumeur...

La multiplication des propos de ce type a entraîné une exacerbation des tensions et une forte mobilisation contre le PQ dans certains quartiers multiethniques du Québec. Dans le nord de Montréal, par exemple, dans la circonscription Bourassa-Sauvé, où réside une importante communauté maghrébine, près de 60,5 % des votes sont allés à la candidate du Parti libéral, contre 42,3 % en 2012. Et, malgré les contorsions du PQ pour éviter d’aborder

frontalement la question de la souveraineté, celle-ci s’est soudainement invitée dans la campagne, par la voix de M. Pierre Karl Péladeau («*PKP*»). Magnat des médias (héritier de l’empire Quebecor, qui comprend quarante-trois quotidiens, des chaînes de télévision, des services de téléphonie...), seizième fortune de la province, l’homme d’affaires a annoncé, le 9 mars 2014, qu’il se présentait sous les couleurs du PQ dans la circonscription de Saint-Jérôme. Le poing brandi, il a alors affirmé sa volonté de «*faire du Québec un pays*». Cette formule, en apparence banale – elle figure en toutes lettres sur le site du PQ –, a profondément déstabilisé la campagne du gouvernement sortant.

Un candidat milliardaire et souverainiste

MADAME Marois s’est retrouvée contrainte de parler d’indépendance et de référendum : avec «*PKP*» au gouvernement, le PQ n’allait-il pas devoir raviver les braises de son projet fondateur ? Le ferait-il selon les perspectives néolibérales de M. Péladeau, ancien militant maoïste devenu symbole de la lutte antisyndicale, notamment au *Journal de Montréal*, où son intransigeance a conduit à un lock-out d’une durée record (sept cent soixante-quatre jours) ? Interrogée par les journalistes, M^{me} Marois a dû improviser quelques réponses sur l’usage éventuel du dollar canadien, rappelant au passage que l’indépendance version PQ n’avait rien d’une rupture économique...

La première ministre eut beau répéter, les jours suivants, qu’aucun référendum n’était en vue, rien n’y a fait : les péquistes donnaient l’impression de fuir leur vocation fondamentale au moment où leurs adversaires ne cessaient de la leur rappeler. Tant et si bien qu’ils l’ont laissé caricaturer et transformer en épouvantail. En trois jours, cette campagne qui n’allait nulle part s’est transformée en élection référendaire.

Au lendemain du scrutin, les quotidiens de Power Corporation du Canada (*La*

Presse, Le Soleil, Le Nouvelliste, La Tribune, Le Quotidien...), propriété de la famille de feu le milliardaire Paul Desmarais) triomphent : les Québécois auraient définitivement rejeté l’option souverainiste. Un jugement hâtif, car, quand on y regarde de plus près, les indicateurs sur le sujet ne varient guère. Depuis 1995, et alors même que la question n’a jamais été au centre des débats, la proportion de partisans de la souveraineté demeure stable : autour de 40 % dans les enquêtes d’opinion. Mais cet électorat s’est dispersé entre plusieurs formations. Additionnés, le PQ, Québec solidaire (altermondialiste et souverainiste) et la Coalition Avenir Québec ont obtenu 56 % des suffrages. C’est donc surtout le PQ, en tant qu’instance fédératrice de plusieurs façons d’envisager l’indépendance, qui a explosé le 7 avril.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU.

(2) Cf. Robert Dutrisac, «*Commission Charbonneau. Le PQ sur la défensive*», *Le Devoir*, Montréal, 23 janvier 2014.

(3) Egalement connue sous le nom de commission Bouchard-Taylor ou commission sur les accommodements raisonnables.

(4) Gérard Bouchard, «*La démagogie au pouvoir*», *La Presse*, Montréal, 10 janvier 2014.

pour les peuples autochtones

Arrêté en 2002, ce tueur en série est devenu le symbole de la violence qui frappe les femmes autochtones. Condamné en 2007 pour six homicides sans préméditation, il avait avoué quarante-neuf meurtres, avant de se rétracter. Ses victimes, souvent des prostituées, étaient les habitantes les plus vulnérables du centre-ville de Vancouver, «*abandonnées deux fois, par la société et par la police*», selon l’ancien procureur général Wally Oppal. Chargée de faire le jour sur cette affaire, la commission d’enquête sur les femmes disparues que M. Oppal a dirigée entre 2010 et 2013 accuse la police d’avoir fait preuve de «*préjugés défavorables généralisés*» (6) ».

Si elle est exceptionnelle, cette affaire n’est pas unique. Des dizaines de femmes autochtones ont été assassinées en Colombie-Britannique, le long de l’autoroute 16, surnommée l’«*autoroute des larmes*» (7). Maryanne Pearce, chercheuse en droit à l’université d’Ottawa, a répertorié huit cent vingt-quatre disparitions au cours des quarante dernières années (8). Un nombre sous-évalué, estiment certains, mais déjà vertigineux : «*Si les femmes de la population générale avaient disparu ou avaient été assassinées au même rythme, le pays en aurait perdu dix-huit mille depuis la fin des années 1970!*», lance M^{me} Michèle Audette, présidente de l’Association des femmes autochtones du Canada.

Accusés de vouloir faire «financer leur oisiveté»

Le statut d’infériorité des femmes autochtones a de solides racines historiques. Pendant des décennies, la loi sur les Indiens a privé de leur statut légal celles qui épousaient un non-Indien. Chassées de leur communauté, elles étaient déchuées de leurs droits ancestraux comme de ceux issus des traités.

Ni elles ni leurs enfants ne pouvaient plus hériter des biens familiaux. Cette discrimination, imposée par le système patriarcal des sociétés coloniales, a constitué un facteur d’assimilation forcée puissant, puisque les sociétés autochtones étaient alors matriarcales et matrilineaires. «*N’oublions pas qu’avant l’arrivée des Européens les femmes avaient une véritable place dans la prise de parole et de décision*», souligne Carole Lévesque, anthropologue à l’Institut national de la recherche scientifique (INRS) à Montréal.

Nombre de victimes de cette injustice, abandonnées, isolées, migrèrent vers les villes dès les années 1970. «*Beaucoup trouvèrent alors refuge dans les centres d’amitié autochtones apparus dans les années 1950*, poursuit Lévesque. *Incubateurs de programmes et de services destinés à fournir une aide dans de multiples domaines (santé, éducation, emploi, etc.), ils leur permirent de s’épauler, d’investir les espaces publics et, pour les plus militantes, de fourbir leurs armes afin de lutter contre les discriminations systématiques.*»

En 1985, la loi C-31 a rendu leurs droits à ces femmes ; rétroactive, elle leur a même permis de recouvrer leur statut d’Indiennes. Pourtant, la situation ne s’est guère améliorée dans les réserves. «*Exiguïté des terres, surpopulation, chômage, absence de capitaux, alcoolisme, suicides : les conditions de vie sont difficiles pour les femmes. Celles qui le peuvent cherchent de plus en plus un avenir en dehors de leur réserve*», témoigne Alanis Obomsawin, membre de la nation abénaquise, qui figure parmi les plus éminentes documentaristes du Canada et qui réalise actuellement un film sur le mouvement Idle No More (9).

«*Le grand défi du mouvement est de sensibiliser les non-autochtones à ce que nous vivons*», déclare M^{me} Michel. Car beaucoup de Canadiens perçoivent encore le statut d’autochtone comme un régime de privilèges fiscaux et d’aides sociales surdimensionnées. Peu importe que seules les «*premières*

nations» vivant dans une réserve soient en fait exemptées d’impôts et de taxes : les préjugés ont la peau dure. Le 18 octobre dernier, sur le Huffington Post, l’essayiste François L. Paradis accusait par exemple les autochtones de vouloir faire «*financer leur oisiveté en percevant sur les ressources naturelles des redevances alléchantes*». Et affirmait que l’alcoolisme endémique n’avait pas de causes sociales.

Il s’agissait de tuer l’Indien dans l’enfant

Certains espèrent que l’affaire dite des «*pensionnats indiens*» fera évoluer les mentalités. «*En levant le voile sur l’un des chapitres les plus sombres de l’histoire du pays*, explique M^{me} Michel, *la Commission de vérité et de réconciliation sur les pensionnats indiens devrait permettre de faire mieux comprendre les difficultés auxquelles nous sommes confrontés.*» Des années 1880 à 1996, cent cinquante mille enfants, âgés de 6 à 16 ans, ont été arrachés à leur famille et envoyés de force dans cent trente-neuf pensionnats administrés par les paroisses sur des fonds fédéraux. Objectif affiché de ces institutions : «*Tuer l’Indien dans l’enfant*», selon les mots employés en 2008 par M. Harper quand il présenta ses excuses au nom des Canadiens.

Au moins quatre mille deux cents enfants sont morts de froid, de privations ou de maltraitance ; certains ont même servi de cobayes pour des expériences scientifiques. Aujourd’hui, les langues se délient parmi les soixante-dix mille anciens pensionnaires encore en vie. Les témoignages, qui devraient être collectés jusqu’en juin 2015, sont d’ores et déjà accablants. Nombre d’enfants – parfois 100 % des élèves d’un pensionnat – ont subi des abus sexuels ou des viols. Loin des élucu-

brations de Paradis, un lien a été établi entre l’enfermement dans un pensionnat – surtout quand il s’est accompagné de violences physiques et sexuelles – et les problèmes d’alcoolisme ou de toxicomanie, qui touchent plus sévèrement les autochtones. Ce lourd traumatisme explique peut-être aussi un taux de suicide cinq fois plus élevé que la moyenne, et onze fois plus si l’on ne tient compte que des jeunes Inuits (10).

«*Redonner aux autochtones la fierté de ce qu’ils sont, de là où ils viennent. C’est l’un des grands mérites de ce mouvement*», estime la documentariste Obomsawin. Pour autant, cette révolte s’inscrira-t-elle dans la durée ? Pourrait-elle survivre aux élections fédérales de 2015 et aller au-delà de l’opposition au gouvernement Harper, dont la ligne politique est le point de convergence et de cohésion des multiples revendications ? Beaucoup en doutent. Ils soulignent la grande complexité de la réalité autochtone : six cent dix-sept bandes aux intérêts divergents et aux acquis juridiques différents. «*Ce mouvement de contestation doit maintenant déboucher sur un mouvement de transformation sociale*», ajoute Lévesque. «*Pour l’heure, nous nous faisons entendre, et bien au-delà du Canada*, répond M^{me} Michel. *D’ailleurs, si nous recevons autant de soutiens, n’est-ce pas le signe qu’un changement est déjà à l’œuvre dans la société ?*»

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

(6) www.missingwomeninquiry.ca

(7) Cf. Emmanuelle Walter, *Seurs volées*, Lux, Montréal, à paraître en novembre 2014.

(8) Maryanne Pearce, «*An awkward silence : Missing and murdered vulnerable women and the Canadian justice system*», faculté de droit d’Ottawa, 2013.

(9) Produits par l’Office national du film (ONF), ses documentaires sont disponibles sur <http://onf-nfb.gc.ca>

(10) «*Santé des Premières Nations et des Inuits : prévention du suicide*», ministère de la santé, Ottawa, 8 novembre 2013, www.hc-sc.gc.ca

L’universalisme,

(Suite de la première page.)

Au cours des vingt dernières années, l’offensive contre l’héritage conceptuel de la gauche a changé de bannière : la tradition philosophique française a cédé la place à une vaste constellation de théoriciens non occidentaux, venus d’Asie du Sud (1) et du « Sud » en général. Parmi les plus influents (ou les plus visibles), on retiendra Gayatri Chakravorty Spivak, Homi Bhabha, Ranajit Guha et le groupe indien des études subalternes (*subaltern studies* *), mais aussi l’anthropologue colombien Arturo Escobar, le sociologue péruvien Aníbal Quijano et le sémiologue argentin Walter D. Mignolo. Leur point commun : un rejet de la tradition des Lumières dans son ensemble, suspecte en raison de son universalisme et de sa tendance à proclamer la validité de certaines catégories indépendamment des cultures et des spécificités locales. Leur principale cible ? Les marxistes, soupçonnés de souffrir d’une forme avancée de cet aveuglement intellectuel.

Pour ces derniers, les notions de classe, de capitalisme et d’exploitation sont valides en tout lieu et dans toutes les cultures : elles s’avèrent aussi pertinentes pour appréhender les rapports sociaux dans l’Europe chrétienne que dans l’Inde hindouiste ou dans l’Égypte musulmane. Pour les tenants de la théorie postcoloniale, en revanche, ces catégories conduisent à une impasse à la fois théorique et pratique. Erronées en tant que grille d’analyse, elles s’avèreraient également contre-productives. Niant la créativité et l’autonomie des sujets politiques, elles les priveraient des ressources intellectuelles nécessaires à l’action. En somme, le marxisme ne ferait qu’enfermer les particularités locales dans un carcan rigide façonné sur le sol européen. La théorie postcoloniale n’entend pas seulement critiquer la tradition des Lumières : elle vise rien de moins qu’à se substituer à elle.

« Le postulat de l’universalisme constitue l’un des piliers du pouvoir colonial, car les caractéristiques “univer-

Aspiration commune au bien-être

CET argument combine deux points de vue qui sont au cœur de la pensée postcoloniale. Le premier, d’ordre formel, suggère que l’universalisme ignore l’hétérogénéité du monde social et marginalise les pratiques ou les conventions jugées « non conformes ». Or marginaliser, c’est exercer une domination. Le second, qui porte davantage sur le fond, voit l’universalisme comme l’un des fondements de l’hégémonie européenne : le monde des idées s’organisant largement autour de théories façonnées en Occident, celles-ci bornent la réflexion intellectuelle et les théories qui nourrissent l’action politique. Ce faisant, elles les ancrent dans une forme d’eurocentrisme. La théorie postcoloniale se fixe pour but d’expurger cette tare congénitale en mettant en évidence sa persistance et ses effets.

D’où l’hostilité aux « grands récits » associés au marxisme et à la pensée de gauche. Place désormais au fragmentaire, aux marges, aux pratiques et conventions ancrées dans une spécificité géographique ou culturelle, qui se débattent aux analyses globalisantes. C’est dans ce que Dipesh Chakrabarty appelle les « *hétérogénéités et incommensurabilités* » du local qu’il convient à présent de chercher les moyens de l’action politique (3).

Obstination socialiste

Fondé il y a exactement un demi-siècle par le philosophe politique Ralph Miliband, dans le contexte du renouveau britannique de la gauche marxiste (New Left), le *Socialist Register* (www.socialistregister.com) propose, une fois l’an, un panorama des grands débats qui animent le camp progressiste. Son cinquantième numéro comporte une version longue de l’article de Vivek Chibber.



JOSEP GRAU-GARRIGA. – « Washington Action », 1969

selles” associées à l’humanité appartiennent dans les faits aux dominants », nous apprend par exemple l’un des plus célèbres ouvrages d’études postcoloniales. L’universalisme consoliderait la domination en prétendant rendre valables pour l’humanité entière des traits spécifiques à l’Europe. Les cultures non conformes à ces prescriptions se verraient condamnées à un statut d’infériorité qui les placerait sous un tutorat implicite et leur interdirait de se gouverner par elles-mêmes. Comme l’expliquent les auteurs, « le mythe de l’universalité relève d’une stratégie impérialiste (...) sur la base du postulat qu’“européen” signifie “universel” (2) ».

l’économie ? Que penser de la résistance planétaire qui a fait résonner les mêmes slogans au Caire, à Buenos Aires, New York ou Madrid si l’on se refuse à y voir l’expression d’intérêts universels ? Comment produire une quelconque analyse du capitalisme en répudiant toute catégorie universalisante ?

Compte tenu de la gravité des enjeux, on pourrait attendre des adeptes des études postcoloniales qu’ils épargnent – au moins – les concepts de capitalisme et de classes sociales. Qu’ils les jugent suffisamment opérants pour les exonérer du soupçon d’eurocentrisme. Or non seulement ces notions ne trouvent aucune grâce à leurs yeux, mais elles leur paraissent de surcroît exemplaires de l’inanité foncière de la théorie marxiste. Pour Gyan Prakash, par exemple, « *faire du capitalisme le fondement* [de l’analyse historique] revient à homogénéiser des histoires qui demeurent hétérogènes ».

Les marxistes seraient incapables d’appréhender les pratiques extérieures aux dynamiques du capitalisme, sinon sous forme de reliquats voués à disparaître peu à peu. L’idée selon laquelle les structures sociales pourraient s’analyser sur la base des dynamiques économiques qu’elles reflètent – leur mode de production – serait non seulement erronée, mais entachée d’eurocentrisme. Bref, de complicité avec une forme de domination impérialiste. « *Comme tant d’autres idées européennes, le récit eurocentré de l’histoire comme une succession de modes de production constitue le pendant de l’impérialisme territorial du XIX^e siècle* », affirme Prakash (4).

Chakrabarty développe le même argument dans son influent ouvrage *Provincialiser l’Europe* (5). Selon lui, la thèse d’une universalisation du monde à travers l’expansion du capitalisme réduit les dynamiques locales à de simples variations sur un même thème : chaque pays ne se définit que par son degré de conformité à une abstraction conceptuelle, de sorte que sa propre histoire n’existe jamais autrement que comme une note de bas de page dans le grand récit de l’expérience européenne. Les marxistes commettraient en outre la tragique erreur d’évacuer toute contingence de leur analyse de l’évolution du monde. Leur foi dans la dynamique universelle du capital les rendrait aveugles aux possibilités « *de discontinuités, de ruptures et de changements dans le processus historique* ». Affranchie des incertitudes inhérentes au libre-arbitre qui caractérise l’humanité, l’histoire telle que la conçoivent les marxistes s’apparenterait à une ligne droite conduisant inéluctablement à une fin déterminée. En conséquence de quoi la notion de capitalisme serait non seulement irrecevable, mais politiquement dangereuse : elle priverait les sociétés non occidentales de la capacité de bâtir leur propre avenir.

Personne, cependant, ne récuse le fait que, au cours du siècle dernier, le capitalisme s’est propagé à la planète entière, s’imbriquant à presque toutes les sphères du monde anciennement colonisé. S’il a pris racine dans de nouvelles régions, à commencer par l’Asie et l’Amérique latine, il en a nécessairement affecté la configuration sociale et institutionnelle. La logique d’accumulation du capital n’a laissé indemnes ni les économies locales ni les secteurs non économiques contraints de s’accommoder de cette pression envahissante.

Mais si Chakrabarty admet lui-même que le joug du capital s’est étendu à toute la planète, il se refuse à y lire une forme d’universalisation du monde. Selon lui, le capitalisme serait véritablement vecteur d’universalisation si, et seulement si, toutes les pratiques sociales se subordonnaient à sa loi. « *Aucune forme historique de capital, fût-elle de portée mondiale, ne pourra jamais être universelle*, plaide-t-il. *Qu’il soit mondial ou local, aucun type de capital ne saurait représenter la logique universelle du capital, dans la mesure où toute forme historiquement déterminée résulte d’un compromis temporaire* » entre son aspi-

Dans les filets de l’exploitation

AUX yeux de Chakrabarty, relier les luttes sociales à des intérêts matérialistes revient à « *assigner [aux travailleurs] une rationalité bourgeoise, puisque c’est seulement dans le cadre d’un tel système de rationalité que l’“utilité économique” d’une action (ou d’un objet, d’une relation, d’une institution, etc.) s’impose comme raisonnable* (6) ». Escobar écrit lui aussi : « *La théorie poststructuraliste nous invite à renoncer à l’idée du sujet en tant qu’individu cloisonné, autonome et rationnel. Le sujet est le produit de discours et de pratiques historiquement déterminés dans un grand nombre de domaines* (7). » Lorsque le capitalisme soulève des oppositions, celles-ci doivent être comprises comme l’expression de besoins circonscrits à un contexte particulier. Des besoins forgés non seulement par l’histoire et par la géographie, mais aussi par une cosmologie qui se dérobe à toute tentative d’inclusion dans les récits universalisants des Lumières.

Il ne fait aucun doute que les intérêts et les désirs de chaque individu sont culturellement déterminés : sur ce plan, pas de pomme de discorde entre théoriciens postcoloniaux et progressistes plus traditionnels. Mais, pour ne prendre qu’un exemple, aucune culture ne conditionne ses sujets à se désintéresser de leur bien-être physique. La satisfaction de certains besoins fondamentaux – nourriture, logement, sécurité, etc. – s’impose sous tous les cieux et à toutes les époques, car elle est nécessaire à la reproduction de toute culture.

ration hégémonique et l’inflexibilité des coutumes et des conventions locales. En somme, pour lui, on ne pourrait parler d’universalisation que si le capital avait conquis l’ensemble des rapports sociaux, les privant de toute forme d’autonomie. A croire que les managers capitalistes parcourent le globe un compteur Geiger politique à la main afin de mesurer la compatibilité de chaque pratique sociale avec leurs propres intérêts.

Un autre tableau paraît plus vraisemblable : les capitalistes cherchent à étendre leur emprise et à s’assurer le meilleur retour possible sur leurs investissements ; tant que rien ne s’y oppose, ils se soucient comme d’une guigne des conventions et des mœurs locales. Ce n’est que lorsque l’environnement constitue un obstacle à leurs visées – en stimulant l’indiscipline des travailleurs, en rabougrissant leurs marchés, etc. – que la nécessité se fait jour d’imposer des réajustements et, le cas échéant, de bouleverser les usages sociaux. En dehors de ce cas de figure, les « *différentes manières d’être au monde* » sous telle ou telle latitude laissent les capitalistes royalement indifférents.

Par quel artifice la mondialisation n’impliquerait-elle pas une forme d’universalisation du monde ? Dès lors que les pratiques qui se répandent partout peuvent légitimement être décrites comme capitalistes, c’est bel et bien qu’elles sont devenues universelles. Le capital avance et asservit une part de plus en plus importante de la population. Ce faisant, il façonne un récit qui vaut pour tous, une histoire universelle : celle du capital.

Les théoriciens du postcolonialisme admettent du bout des lèvres le règne du capitalisme global, même s’ils lui déniaient sa substance. Mais ce qui les met encore davantage dans l’embarras, c’est la seconde composante de l’analyse matérialiste, celle qui a trait aux phénomènes de résistance. Certes, ils conviennent volontiers que le capitalisme sème la révolte à mesure qu’il se propage : la célébration des luttes ouvrières, paysannes ou indigènes constitue même une figure imposée de la littérature postcoloniale, qui paraît sur ce point en accord avec l’analyse marxiste. Mais, alors que cette dernière conçoit la résistance des dominés comme l’expression de leurs intérêts de classe, la théorie postcoloniale fait délibérément l’impasse sur ces rapports de forces objectifs et universels. Pour elle, chaque fait de résistance résulte d’un phénomène local, spécifique à une culture, à une histoire, à un territoire donnés – jamais à un besoin qui caractériserait l’ensemble de l’humanité.

On peut donc affirmer que certains aspects de l’action humaine échappent aux forges des cultures, si par cela on entend qu’ils ne sont pas spécifiques à telle ou telle communauté. Ils reflètent une psychologie humaine non spécifique à une période ou à un lieu, une composante de la nature humaine.

Cela ne signifie pas que notre alimentation, nos goûts vestimentaires ou nos préférences en matière de logement ne dépendent pas d’un ensemble de traits culturels et de contingences historiques. Les adeptes du culturalisme* ne manquent pas, d’ailleurs, de faire valoir la diversité de nos formes de consommation comme une preuve de ce que nos besoins sont

(1) Lire Partha Chatterjee, « Controverses en Inde autour de l’histoire coloniale », *Le Monde diplomatique*, février 2006.

(2) Bill Ashcroft, Gareth Griffiths et Helen Tiffin (sous la dir. de), *The Postcolonial Studies Reader*, Routledge, Londres, 1995.

(3) Dipesh Chakrabarty, *Provincialiser l’Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009.

(4) Gyan Prakash, « Postcolonial criticism and Indian historiography », *Social Text*, n° 31-32, Durham (Caroline du Nord), 1992.

(5) Dipesh Chakrabarty, *Provincialiser l’Europe*, op. cit.

(6) Dipesh Chakrabarty, *Rethinking Working-Class History: Bengal 1890 to 1940*, Princeton University Press, 1989. C’est l’auteur qui souligne.

(7) Arturo Escobar, « After nature : Steps to an anti-essentialist political ecology », *Current Anthropology*, vol. 40, n° 1, Chicago, février 1999.

PARTICULARISMES CULTURELS

une arme pour la gauche

culturellement construits. Mais pareils truismes ne disent rien de la commune aspiration des hommes à ne pas mourir de faim, de froid ou de désespoir.

Or c'est précisément de ce souci humain du bien-être que le capitalisme se nourrit partout où il s'installe. Comme l'observait Marx, la « *sourde pression des rapports économiques* (8) » suffit à jeter les travailleurs dans les filets de l'exploitation. C'est vrai indépendamment des cultures et des idéologies : dès lors qu'ils possèdent une force de travail (et rien d'autre), ils la vendront, car c'est la seule option dont ils disposent pour accéder à un niveau minimal de bien-être. Si leur environnement culturel les dissuade d'enrichir leur patron, ils sont libres de refuser, bien sûr ; mais cela signifie, comme l'a montré Engels, qu'ils sont libres de mourir de faim (9).

S'il sert de fondement à l'exploitation, cet aspect de la nature humaine alimente également la résistance. C'est la même impérieuse nécessité matérielle qui précipite la main-d'œuvre dans les bras des capitalistes et qui la pousse à se révolter contre les termes de son assujettissement. Car l'âpreté au gain incite les employeurs

à constamment rogner sur les coûts de production, et donc à réduire la masse salariale. Dans les secteurs syndiqués ou à forte plus-value, la maximisation des profits n'excédera pas certaines limites, autorisant les travailleurs à se préoccuper de leur niveau de vie plutôt qu'à se battre pour leur survie quotidienne. Mais dans ce qu'il est convenu d'appeler le « Sud », ainsi que dans un nombre croissant de secteurs au sein du monde industrialisé, il en va tout autrement.

L'indigence des salaires se combine souvent à d'autres formes d'optimisation des profits : machines hors d'âge qu'il s'agit de rentabiliser jusqu'à leur dernier souffle, alourdissement de la charge de travail, extension des horaires, non-paiement des jours de maladie, non-prise en compte des accidents, absence de retraites et de droits au chômage, etc. Sur l'immense majorité des plates-formes où prospère le capital, la loi de l'accumulation ruine systématiquement la vocation au bien-être des travailleurs. Quand des mouvements de protestation éclatent, c'est bien souvent pour réclamer le strict minimum vital, et pas davantage, comme si des conditions de vie décentes étaient devenues un luxe inconcevable.

Imagerie exotique

La première phase du processus, soit la soumission au contrat de travail, permet au capitalisme de s'enraciner et de s'épanouir n'importe où dans le monde. La seconde étape, la résistance à l'exploitation, engendre une lutte des classes dans toutes les zones sur lesquelles le capitalisme a jeté son dévolu – ou, plus exactement, elle engendre la motivation à lutter : que celle-ci aboutisse ou non à des formes d'action collective dépend d'un vaste éventail de facteurs contingents. Quoi qu'il en soit, l'universalisation du capital a pour corollaire la lutte universelle des travailleurs en vue d'assurer leur subsistance.

Dériver ces deux formes d'universalisme d'une même composante de la nature humaine ne signifie nullement que l'affaire s'arrête là. Aux yeux de la plupart des progressistes, d'autres composantes, d'autres besoins entrent en jeu, qui dépassent allègrement les barrières culturelles : l'aspiration à la liberté, par exemple, ou à la création, ou encore à la dignité. L'humanité n'est certes pas réductible à un besoin biologique ; mais encore faut-il admettre l'existence de ce besoin-là, même s'il semble moins noble que d'autres, et lui rendre la place qu'il mérite dans les projets de transformation sociale. Que l'on puisse passer par pertes et profits

une pareille évidence n'est pas un signe rassurant quant à l'état de santé de la culture intellectuelle de gauche.

A plus d'un titre, les études postcoloniales ont joué un rôle fécond. Elles ont contribué à l'essor de la production littéraire dans les pays du Sud. Dans la régression intellectuelle qui a marqué les années 1980 et 1990, elles ont ravivé la flamme de l'anticolonialisme et redonné du crédit à la critique de l'impérialisme. Leurs attaques contre une certaine arrogance eurocentrée n'ont pas eu que des effets malvenus, loin s'en faut.

Mais la contrepartie est lourde : au moment même où le capitalisme ragailardi répand de plus belle sa force destructrice, la théorie en vogue dans les universités américaines consiste à démanteler certains des appareillages conceptuels qui permettent de comprendre la crise et d'ébaucher des perspectives stratégiques.

Les ténors du postcolonialisme ont gaspillé des hectolitres d'encre à combattre des moulins à vent qu'ils ont eux-mêmes édifiés. Et, chemin faisant, ils ont puissamment alimenté la résurgence du nativisme et de l'orientalisme *. Car leur propos ne se borne pas à privilégier le local sur l'universel : leur valorisation obsessionnelle des particularités culturelles, présentées comme le seul moteur de l'action politique, a paradoxalement remis au goût du jour l'imagerie exotique et méprisante que les puissances coloniales plaquaient sur leurs conquêtes.

Tout au long du XX^e siècle, les mouvements anticolonialistes s'accordaient à dénoncer l'oppression partout où elle sévissait, au motif qu'elle portait atteinte à des aspirations communes à tous les êtres humains. Aujourd'hui, au nom de l'anti-eurocentrisme, les études postcoloniales régurgitent un essentialisme culturel que la gauche considérerait à raison comme un socle idéologique de la domination impériale. Quel meilleur cadeau offrir aux dictateurs qui piétinent les droits de leurs peuples que d'invoquer les cultures locales pour discréditer l'idée même de droits universels ? Le renouveau d'une gauche internationaliste et démocratique restera un vœu pieux aussi longtemps qu'on n'aura

Glossaire

Plus que par leur cohérence interne, écoles et courants de pensée se définissent souvent en s'opposant aux systèmes intellectuels concurrents.

Structuralisme. Par opposition aux philosophies humanistes et de la liberté du sujet en vogue après-guerre (Jean-Paul Sartre), le structuralisme s'attache à dégager des régularités, des structures objectives qui s'imposent aux individus sans qu'ils en aient nécessairement conscience. Ce courant se développe en France dans les années 1950, d'abord en linguistique (Ferdinand de Saussure), puis en anthropologie (Claude Lévi-Strauss), en histoire (Jean-Pierre Vernant), en philosophie (Louis Althusser), en psychanalyse (Jacques Lacan), etc.

Poststructuralisme. Contre les sciences humaines modernes, suspectées d'établir des vérités univoques, le poststructuralisme rejette toute prétention à la véracité, toute « nature » ou « essence » des choses et des groupes. Il postule le caractère « construit » de la réalité, laquelle serait un enchevêtrement de discours qu'il s'agit de déconstruire. Ce postmodernisme, inspiré des travaux de philosophes français (Jacques Derrida et Michel Foucault), se développe dans les universités américaines durant les années 1980, notamment dans les domaines philosophique, littéraire et esthétique. Il irrigue en particulier certaines fractions universitaires des mouvements féministes, homosexuels et noirs.

Études postcoloniales. Dans le sillage des luttes de libération du tiers-monde, des historiens, des anthropologues et des chercheurs en littérature s'emparent du cadre conceptuel poststructuraliste pour repenser

les questions de l'ethnicité, de l'identité, de l'histoire et de la culture des peuples colonisés. Ce courant, fondé lui aussi sur l'analyse de textes, entend rompre avec une vision dominante forgée du point de vue occidental et insiste sur les résistances culturelles des dominés.

Études subalternes. Courant historiographique qui, au sein du mouvement postcolonial, revisite l'histoire du sous-continent indien du point de vue des groupes dominés et ignorés, tant sur le plan social qu'ethnique, religieux, sexuel, etc. Les universitaires Partha Chatterjee, Homi Bhabha et Dipesh Chakrabarty en sont trois figures marquantes. A ses débuts, dans les années 1980, le groupe d'études subalternes animé par Ranajit Guha et Gayatri Chakravorty Spivak, contrairement à la plupart des intellectuels postmodernes, se revendique du marxisme – celui d'Antonio Gramsci.

Orientalisme. Représentation de l'Orient empreinte des stéréotypes véhiculés dans la culture occidentale – peinture, littérature –, à commencer par celui selon lequel l'Orient serait irréductiblement différent de l'Occident. Paru en 1978, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, d'Edward W. Saïd, professeur de littérature comparée, est souvent cité comme un texte fondateur des études postcoloniales, tout comme les travaux de Frantz Fanon.

Culturalisme. Raisonement consistant à faire de la culture d'un groupe humain une donnée intangible et figée, mais aussi le facteur explicatif majeur de l'histoire de ce groupe, aux dépens des variables sociales, économiques, politiques, etc.

(8) Karl Marx, *Le Capital*, livre premier, chapitre 28, Éditions sociales, Paris, 1950 (1^{re} éd. : 1867).

(9) Friedrich Engels, *La Situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Éditions sociales, 1960 (1^{re} éd. : 1844).

VIVEK CHIBBER.

Les Amis
du *MONDE diplomatique*« Manière de voir »
dans les cinémas Utopia

Dans le cadre d'un partenariat avec les cinémas Utopia, des projections-débats sont organisées à chaque parution de *Manière de voir*. Le 22 mai, à 20 h 30, au cinéma Utopia de Tournefeuille, avec Marie-Ange Barbary : projection du film *Winter of Discontent*, d'Ibrahim El-Batout, à l'occasion de la sortie du n° 135, « L'Égypte en mouvement ».

RÉGIONS

AIX-EN-PROVENCE. Le 22 mai, à 19 heures, à la faculté de droit, amphi Mistral, 3, avenue Maurice-Schumann : « La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme », avec Gérard Duménil. (*d.brueit@orange.fr* et 06-42-37-78-55.)

AVIGNON. Le 22 mai, à 20 h 30, au cinéma Utopia Manutention, projection de *Braddock America*, suivie d'un débat avec le réalisateur Jean-Loïc Portron. En partenariat avec la Ligue des droits de l'homme (LDH) et Attac. (*ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr*)

CAEN. Le 15 mai, à 18 h 30, au café des Arts, à Hérouville : enregistrement en public de l'émission « T'es autour du Diplo », avec un débat autour du dossier du mois. A écouter sur le site de l'association et sur www.zonesdondes.org (*duboisbo@yahoo.fr*)

CARCASSONNE. Le 19 mai, à 20 h 45, au théâtre Na Loba à Pennautier : le printemps des peuples en Europe », avec Zbigniew Kowalewski. Le 23 mai, à 20 h 30, au cinéma Le Colisée, projection du film de Danièle Incalcaterra et Fausta Quattrini *El Impenetrable*, suivie d'un débat avec Gustavo Zaracho. (*amd11@free.fr*)

CHARTRES. Le 13 mai, à 20 heures, au cinéma Les Enfants du paradis, 13, place de la Porte-Saint-Michel : projection du film de Gilles Perret *Les Jours heureux*, puis débat avec Raymond Macherel. (*j-p.lesage.bu@wanadoo.fr*)

FRANCHE-COMTÉ. Le 9 mai, à 20 h 30, au cinéma Méliès, Lure, projection de *Braddock America*, suivie d'un débat avec le réalisateur Jean-Loïc Portron. (*odile-mangeot@wanadoo.fr* et 03-84-30-35-73.)

GIRONDE. Le 21 mai, à 20 h 30, au café de l'Orient, esplanade François-Mitterrand, Libourne, débat sur l'article de Laurent Courtens « Le muralisme, une avant-garde picturale et politique. Que viva Mexico ! » (février). Le 22 mai,

à 19 heures, à la médiathèque de Mérignac, 19, place du Général-de-Gaulle : « Le Brésil, nouvel eldorado ? », avec Glauber Sêzerino. Le 28 mai, à 19 h 30, au Poulailler, place du 14-Juillet, Bègles : « café-Diplo ». (*amis.diplo33@gmail.com* et 06-85-74-96-62.)

GRENOBLE. Le 28 mai, à 20 heures, à la Maison des associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux : rencontre avec Anne Clerval autour de son livre *Paris sans le peuple* (La Découverte). (*jacques.toledano@wanadoo.fr*)

LA ROCHE-SUR-YON. Le 10 mai, à 10 h 15, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau : « café-Diplo » autour de l'article de Frédéric Lordon « Un peuple européen est-il possible ? » (avril). (*michelmere154@laposte.net*)

LILLE. Le 14 mai, à 20 h 30, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités, 23, rue Gosselet : « Quelles armes pour une presse indépendante ? », avec Gilles Balbastre. (*amdndord@yahoo.fr* et 06-24-85-22-71.)

LYON. Le 12 mai, à 19 heures, mairie du 3^e arrondissement, salle Eugène-Brouillard, 215, rue Duguesclin : « Elections européennes : des questions qui dérangent », avec Bernard Cassen, coauteur de l'ouvrage *Le Parlement européen, pour faire quoi ?* (Éditions du Croquant). (*catherine.chauvin@wanadoo.fr*)

MARSEILLE. Le 22 mai, à 18 h 30, dans les locaux de *La Marseillaise*, 19, cours Honoré-d'Estienne-d'Orves : rencontre autour du numéro de *Manière de voir* « L'Égypte en mouvement », avec Richard Jacquemond et Denis Dailleur. En partenariat avec *La Marseillaise*. (*g.ollivier1@free.fr*; *réservations : lamarspromotion@lamarseillaise.fr*)

METZ. Le 13 mai, à 20 h 15, à l'hôtel de ville : « Le Proche-Orient éclaté », avec Georges Corm. Le 14 mai, à 20 heures, forum de l'Institut régional du travail social, 41, avenue de la Liberté, Ban-Saint-Martin : « L'argent, machinerie bancaire, mémoire des dettes », avec Marie Cuillerai. Le 15 mai, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots, « café-Diplo » : « Quelle place à la poésie ? ». (*christopher.pollmann@univ-lorraine.fr*)

MONTARGIS. Le 6 mai, à 20 h 30, à la Maison des arts de Châlette-sur-Loing : « Les nouveaux visages des extrêmes droites en Europe », avec Dominique Vidal et Cécile Marin. En partenariat avec le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et le Collectif immigrés. (*amdginatins@laposte.net* et 06-12-70-98-36.)

MONTPELLIER. Le 21 mai, au salon du Belvédère (Corum), à 20 heures : « L'Ukraine, du passé au présent », avec Zbigniew Kowalewski ; le 2 juin : « Lobby et corruption, fer de lance du capitalisme », avec Roger Lenglet. (*janine-robert@wanadoo.fr*)

NICE. Le 31 mai, à 14 heures, au Club de loisirs et d'actions de la jeunesse, 26, avenue Scudéri : « Passerelles et confusion. Le trouble jeu de l'extrême droite ». Avec Shlomo Sand, Yvan Gastaut et Jean-Paul Gautier, coauteur de *La Galaxie Dieudonné* (Syllepse). Avec le Collectif citoyen face à l'impotisme politique et la diffusion des idées d'extrême droite et le soutien des AMD. (*collectifimposture@gmail.com*)

ORANGE. Le 13 mai, à 20 h 30, au Cinéforum, projection de *Ne vivons plus comme des esclaves*, suivie d'un débat avec le réalisateur Yannis Youlountas. En partenariat avec la LDH, Attac, Agora, l'Ecran magique, Réseau éducation sans frontières (RESF) et le MRAP. (*ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr*)

ORLÉANS. Le 21 mai, à 20 heures, à la Maison des associations, rue Sainte-Catherine : « Elections européennes : des questions qui dérangent », avec Bernard Cassen. (*andre.chassaing@sfr.fr*)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent le troisième jeudi du mois, à 19 heures, à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Gerbaud. (06-13-24-16-57.)

PONTARLIER. Le 15 mai, à 20 heures, au cinéma L'Olympia, 2, rue Louis-Pergaud, projection du film *Les Jours heureux*, suivie d'un débat avec Raymond Macherel. En partenariat avec APIC 25. (*gaston.jouffroy@synergence.com* et *martinelhudi@orange.fr*)

RENNES. Le 7 mai, à 20 heures, à la Ligue de l'enseignement d'Ille-et-Vilaine, 45, rue du Capitaine-Maignan : réunion-débat sur le dossier « Europe » paru dans *Le Monde diplomatique* d'avril. Le 14 mai, à 20 heures, à la Maison internationale de Rennes, 7, quai Chateaubriand, projection d'*Asie, le réveil ouvrier*, suivie d'un débat. (*yves.paristad@wanadoo.fr* et 06-22-56-16-98.)

TOULOUSE. Le 8 mai, à 20 h 30, salle San-Subra, 2, rue San-Subra : « Elections européennes : des questions qui dérangent », avec Bernard Cassen. Le 13 mai, à 20 h 30, salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat : « Que reste-t-il du droit d'asile ? », avec François Sureau. Le 20 mai, à 20 h 30, salle Osète-Duranti, 6, rue du Lieutenant-Colonel-Pélissier : « Le travail esclave au Brésil au XXI^e siècle », avec Xavier Plasat et Julien Terrié. Le 21 mai, à 19 heures, au restaurant Rincón Chileno, 24, rue Réclusane : « La Coupe du monde n'aura pas lieu », avec Angelina Peralva. (05-34-52-24-02 et *amdoul@gmail.com*)

TOURS. Le 14 mai (13 heures), le 15 mai (20 heures) et le 19 mai (11 heures) sur Radio Béton (93.6) : présentation du *Monde diplomatique* du mois. Le 19 mai à 19 heures, à l'amphithéâtre de physique de la faculté des sciences : « Le par-

tenariat transatlantique, un risque majeur pour la démocratie », avec Jean-Michel Coulomb. Le 23 mai, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « Violence de l'idéologie publicitaire », avec François Brune. (02-47-27-67-25 et *pjc.arnaud@orange.fr*)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 20 mai, à 20 heures, Ecole normale supérieure (amphi Rataud), 45, rue d'Ulm : débat avec Gérard Duménil, coauteur de *La Grande Bifurcation* (La Découverte). (*amis.diplo.75@gmail.com*)

ESSONNE. Le 6 mai, à 19 heures, 36, rue Montessuy, à Juvisy-sur-Orge : « Les secrets du grand marché transatlantique », avec Frédéric Viale. En partenariat avec Attac. Le 12 mai, à 20 h 30, à la Maison du monde, 509, patio des Terrasses, Evry : réunion mensuelle des Amis. Le 24 mai, à la Maison des syndicats d'Evry : la Maison du monde fête ses 30 ans. Programme complet sur www.maisondumonde.org (*amd91.evry@gmail.com*)

SEINE-ET-MARNE. A l'Astrocacé, brasserie de la médiathèque L'Astrolabe, 25, rue du Château, Melun, à 20 heures, cafés-débats. Le 16 mai : « Le grand marché transatlantique : un nouveau traité pour dérèglementer », avec Jean-Michel Coulomb (en partenariat avec Attac 77 sud) ; le 23 mai : « Frida Kahlo, une peinture de passions », avec Pierre Clavilier (en partenariat avec l'Association des familles laïques). (*amd77@wanadoo.fr*; *réservations au 01-64-79-07-64*.)

YVELINES. Le 24 mai, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Saint-Exupéry : rencontre avec Louis Weber, coauteur de l'ouvrage *Le Parlement européen, pour faire quoi ?* (Éditions du Croquant). (06-07-54-77-35 et *eveleveque@wanadoo.fr*)

VAL-DE-MARNE. Le 15 mai, à 20 h 30, à la Maison du citoyen et de la vie associative de Fontenay-sous-Bois, 16, rue du Révérend-Père-Lucien-Aubry : « L'Europe, bureaucratie ou démocratie ? », avec Anne-Cécile Robert. (*amd94@numericable.fr*)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 13 mai, à 19 h 30, au café La Barje des volontaires, 26, rue de la Coulouvrenière : « café-Diplo » autour du dossier sur l'Europe paru dans *Le Monde diplomatique* d'avril. (*amidiplo-suisse@hotmail.com*)

LUXEMBOURG. Le 15 mai, à 12 h 30, au Centre d'information tiers-monde, 55, avenue de la Liberté, Luxembourg-Gare, les « midis du Diplo » : discussion à partir du dossier sur l'Europe d'avril. (*deckerrt@pt.lu*)



AMÉRIQUES	EUROPE	PROCHE-ORIENT
CHRONIQUES BOLIVARIENNES. Un voyage dans la révolution vénézuélienne. – Cécile Raimbeau et Daniel Hérad <i>Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2014, 190 pages, 24 euros.</i> Au cœur des quartiers populaires, deux journalistes, l’une reporter, l’autre photographe, sans complaisance mais sans non plus se réfugier derrière le masque de l’« objectivité », prennent le pouls du processus bolivarien lancé par Hugo Chávez. Assemblées de quartier, conseils communaux, mécanismes autogestionnaires : dans ces chroniques, parole est donnée à ceux d’en bas. Leur témoignage dit le bouleversement provoqué dans leur quotidien par la mise en place des entreprises de propriétés sociales (EPS) ou des coopératives agricoles sur des terres récupérées aux grands propriétaires. Les lignes de force de ce tableau rigoureux sont à la fois l’espoir suscité par la reprise en main des outils démocratiques et l’amertume devant les nombreux obstacles rencontrés. Si l’enthousiasme est souvent présent, les fâcheries avec les bureaucraties locales ne sont pas tues : <i>« Seul le peuple organisé sauvera la révolution »</i>, affirme un Vénézuélien. Loin des idées préconçues, ces chroniques donnent à entendre, et c’est une chose rare, le point de vue des premiers concernés. GUILLAUME BEAULANDE CHILI 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde. – Franck Gaudichaud <i>Presses universitaires de Rennes, 2013, 344 pages, 20 euros.</i> Alors que la littérature consacrée au Chili de Salvador Allende (1970-1973) se concentre en général sur l’analyse de l’action du président socialiste, le politiste Franck Gaudichaud invite ici à détourner le regard : la période se caractérise selon lui par l’émergence d’un <i>« pouvoir populaire constituant »</i>. L’expression englobe à la fois l’<i>« organisme dans une phase embryonnaire qui réalise des tâches limitées de pouvoir local »</i> et le puissant mouvement <i>« qui, commençant à exercer réellement le pouvoir dans une zone déterminée, en arrive à se présenter comme pouvoir dual à l’échelle nationale »</i>. Bref, à sérieusement bousculer l’ordre ancien. On citera par exemple les <i>« cordons industriels »</i>, ces organismes unitaires et transversaux issus de certains quartiers qui prennent en main la production lors des lock-out, les grèves patronales – rarement analysées avec autant de précision. Issu d’un travail de thèse doctorale, l’ouvrage fourmille de détails et de chiffres, sans toutefois que la lecture en pâtisse. PEPITA ESTEBAN STILL OURS TO LEAD. America, Rising Powers, and the Tension Between Rivalry and Restraint. – Bruce Jones <i>Brookings Institution Press, Washington, 2014, 263 pages, 26,95 dollars.</i> Incapables de faire cesser la guerre en Syrie, contraints de réduire la voilure de leur armée, concurrencés par de nouvelles puissances, les Etats-Unis suivraient une trajectoire déclinante. C’est ce discours, omniprésent dans la bouche des conservateurs américains, qu’entend démonter Bruce Jones, spécialiste des relations internationales à la Brookings Institution, un think tank proche du Parti démocrate. Selon lui, le pays connaît non pas un crépuscule, mais une mutation de son <i>« leadership international »</i> – que, bien sûr, il présente comme souhaitable. Certes, de nouveaux acteurs ont fait leur apparition sur la scène mondiale. Mais beaucoup sont des alliés, et même ceux qui revendiquent leur autonomie ont des intérêts communs avec Washington ; ils ne cherchent pas à détruire l’ordre américain, mais à en profiter au maximum. Conçu comme une invitation à la nuance, ce livre présente un défaut principal : il tait les arguments qui pourraient contredire la thèse défendue. BENOÎT BRÉVILLE	LE TRIOMPHE DE LA CLASSE POLITIQUE ANGLAISE. – Peter Osborne <i>Michalon, Paris, 2014, 334 pages, 24 euros.</i> Commentateur politique britannique (<i>The Daily Telegraph</i> et <i>The Spectator</i>), Peter Osborne estime que, <i>« dans la vie publique, la vraie division est entre la classe politique et le reste de la population »</i>. Selon lui, le Royaume-Uni se trouverait dans une situation similaire à celle qui prévalait lors de l’accession au trône de George III (1760), quand <i>« les hommes politiques convoitaient des postes pour s’enrichir »</i> et <i>« soumettre au pillage les finances publiques »</i>. Scandale des notes de frais, attribution de paires aux plus généreux donateurs, pantouflage, asservissement des questions idéologiques à la stratégie de « triangulation » (chasser sur les terres de l’adversaire afin de lui couper l’herbe sous le pied)... La démonstration pourrait convaincre. Mais la description des politiques qu’induit une telle situation conduit à s’interroger : le fossé qui, selon Osborne, séparerait les élus de la population ne concerne-t-il pas un seul de ses pôles, à savoir le plus... populaire ? R. L. AFRIQUE LE PATERNALISME EN QUESTION. Les anciens ouvriers de la Gécamines face à la libéralisation du secteur minier katangais (RD Congo). – Benjamin Rubbers <i>Musée royal de l’Afrique centrale - L’Harmattan, coll. « Cahiers africains », Tervuren (Belgique) - Paris, 2013, 315 pages, 33 euros.</i> Le secteur minier de la République démocratique du Congo (RDC) a été bouleversé par les politiques de privatisations des années 1990 et 2000, explique l’historien Benjamin Rubbers. Au temps de la colonisation belge, un certain paternalisme conduisait l’Union minière du Haut Katanga à prendre en charge les travailleurs congolais, confinés avec leurs familles dans des camps, afin de les contrôler étroitement et de les formater idéologiquement. Elle assurait les frais de mariage, la scolarisation des enfants, les soins médicaux... En octroyant des permis d’exploitation à la population locale, le président Laurent Kabila (1997-2001) ne fit qu’enrichir les élites au pouvoir dans un but clientéliste. Dans le même esprit, son successeur Joseph Kabila intervient dans la cession des actifs aux investisseurs. Le détail de ces pratiques est mis en lumière par la parole des mineurs. ANICET MOBE MAGHREB DES HARKIS ENVOYÉS À LA MORT. Le sort des prisonniers de l’Algérie indépendante (1962-1969). – Fatima Besnaci-Lancou <i>L’Atelier, Ivry-sur-Seine, 2014, 221 pages, 22 euros.</i> Œuvrant inlassablement pour la reconnaissance de l’abandon des harkis par l’Etat français, Fatima Besnaci-Lancou apporte ici des éléments inédits sur le sort des supplétifs algériens après 1962. En dehors des quelque trente mille qui se sont réfugiés en France, et de ceux qui furent immédiatement assassinés, on ne sait presque rien de ceux, les plus nombreux, qui restèrent dans l’Algérie indépendante. Son travail sur les archives du Comité international de la Croix-Rouge, consultées à Genève, révèle l’existence de plusieurs dizaines de milliers de harkis torturés dans des camps de l’Armée de libération nationale (ALN), puis jetés en prison pendant plusieurs années, sans aucun cadre ni recours juridiques. Des milliers furent envoyés, sans aucune protection, à des travaux de déminage sur les frontières marocaine et tunisienne. La quasi-totalité y a trouvé la mort. PIERRE DAUM	LES FEMMES-MARTYRES DANS LE MONDE ARABE : LIBAN, PALESTINE ET IRAK. – Carole André-Dessornes <i>L’Harmattan, coll. « Comprendre le Moyen-Orient », Paris, 2013, 311 pages, 32 euros.</i> Il ne se dessine pas de profil-type à partir de la douzaine de <i>chahidat</i> (« martyres ») étudiées dans ce livre. Libanaises (pour la période 1985-1990) ou palestiniennes (2002-2006), issues ou non d’une famille militante, célibataires ou mariées, elles sont surtout des nationalistes pour qui leur corps est la seule arme contre l’occupation. Autres motivations : le désir de venger un proche, l’<i>« illusion groupale »</i> que donne une action collective, l’envie de valoriser les femmes dans la lutte et l’imitation de la première martyre : Sanaa Mehadli, en 1985 au Liban, durant l’occupation israélienne du sud du pays. La religion n’entre quasiment pas en compte. Les premiers à avoir accepté le martyre féminin sont les partis laïques de gauche ; les islamistes – initiateurs des opérations conduites par des hommes – se sont alignés. L’Irak a compté vingt-cinq martyres entre 2005 et 2010. Les femmes recrutées par Al-Qaida veulent se sortir d’une situation sociale désespérée (veuvage, grossesse, etc.). Ce phénomène, marginal (5 à 10 % des auteurs d’attentat), est en déclin. CONSTANCE DESLOIRE ISRAËL CONTRE LE HEZBOLLAH. Chronique d’une défaite annoncée. 12 juillet-14 août 2006. – Michel Goya et Marc-Antoine Brillant <i>Editions du Rocher, coll. « Lignes de feu », Paris, 2014, 177 pages, 16,90 euros.</i> Selon les auteurs de cette étude sur le conflit entre Israël et le Hezbollah libanais, à l’été 2006, l’armée israélienne a été confrontée à une guerre qu’elle n’avait pas pensée et <i>« encore moins préparée »</i>. En sous-estimant le potentiel et la détermination de son adversaire, l’une des organisations armées paraétatiques les plus efficaces du monde, elle a montré une relative incapacité à appréhender les phénomènes d’adaptation réactive qui caractérisent les guerres actuelles. Relatant avec précision les erreurs de perception et de planification du côté israélien, le livre offre une analyse des incompréhensions entre hauts décideurs civils et militaires, qui ont marqué toute la campagne. L’armée israélienne, appuyée sur une pensée stratégique américaine privilégiant la domination technicienne du champ de bataille, a oublié qu’un conflit était d’abord un duel de volontés, de nature politique. En sachant opposer à la supériorité technologique une stratégie de résistance adaptée, le Hezbollah, très bien équipé, l’a emporté en moins d’un mois. OLIVIER ZAJEC LA FRANCE MALADE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN. – Pascal Boniface <i>Salvator, Paris, 2014, 218 pages, 19,50 euros.</i> Pourquoi les éditions Robert Laffont ont-elles refusé ce texte ? Pourquoi, dès sa sortie, une campagne de haine a-t-elle été déclenchée contre son auteur sur le site du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) ? C’est justement le sujet du livre de Pascal Boniface : la difficulté à débattre du conflit israélo-palestinien sous la menace du chantage à l’antisémitisme. Il rappelle que celui-ci recule nettement en France, au moment même où la popularité d’Israël décline, et que l’on peut critiquer Israël – et même le sionisme – sans être judéophobe, contrairement à ce que ne cesse de ressasser M. Manuel Valls. Boniface montre que l’islamophobie, en revanche, progresse dans la société. Il revient sur les pressions subies par les journalistes qui couvrent le conflit israélo-palestinien, et met l’accent sur l’inflexion de la politique de la France depuis dix ans : elle a développé avec Israël un partenariat stratégique proche de celui forgé en 1956 lors de la crise de Suez – une orientation prise dans les deux dernières années du mandat de M. Jacques Chirac, et accentuée par MM. Nicolas Sarkozy et François Hollande. ALAIN GRESH

LITTÉRATURES

Ce qui rend la vie vivante

Gouverneurs de la rosée de Jacques Roumain

Zulma, Paris, 2013, 224 pages, 8,50 euros.



DANS le village de Fonds-Rouge, à Haïti, le déboisement des mornes a conduit au tarissement des sources, et le temps semble bien loin où les habitants vivaient *« unis comme les doigts de la main »*. Une dispute autour d’un partage de terre a scindé la communauté en deux clans qui se haïssent. Le fatalisme religieux sert de dernier refuge : *« Depuis en Guinée, le nègre marche dans l’orage, la tempête et la tourmente. Le bon Dieu est bon dit-on. Le bon Dieu est blanc, qu’il faudrait dire... »*

C’est dans ce paysage de désolation, intérieure et extérieure, que survient Manuel, de retour au pays natal après quinze années d’exil à couper la canne à Cuba, où il a découvert le pouvoir de la rage qui *« te fait serrer les mâchoires et boucler ta ceinture plus près de la peau de ton ventre quand tu as faim »*. Il est lié à Annaïse par une *« complicité de cœur à cœur »*, et cet amour lui confère une énergie qui rayonne. Manuel combat le défaitisme ambiant au nom de sa *« foi dans la vie »*, car *« quand la volonté de l’homme se fait haute et dure comme les montagnes, il n’y a pas de force sur terre ou en enfer pour l’ébranler et la détruire »*. Il veut trouver une source pour ramener l’eau dans la plaine, dans l’espoir qu’un jour tous les *« nègres pareils par la nécessité et la destinée »* soient à nouveau unis pour faire *« l’assemblée des gouverneurs de la rosée »*. La promesse de réconciliation ne verra le jour qu’au prix de la mort de Manuel. Et l’eau jaillira.

Chef-d’œuvre de la littérature haïtienne traduit dans une vingtaine de langues, ce roman, publié à titre posthume en 1944, l’année de la mort de son auteur, est *« sans réserve le livre de l’amour »*, pour citer un autre grand écrivain haïtien, Jacques Stéphane Alexis, dans le texte qui accompagne cette réédition bienvenue. L’amour charnel entre Manuel et Annaïse, l’amour des travailleurs unis par une même aspiration, et celui de son auteur pour Haïti : *« Si l’on est d’un pays, si l’on y est né, comme qui dirait natif-natal, eh bien, on l’a dans les yeux, la peau, les mains, avec la chevelure de ses arbres... C’est une présence, dans le cœur, ineffaçable... »* Tout le livre est porteur également d’une dimension symbolique : le drame que vivent les habitants de Fonds-Rouge peut aussi bien être lu comme celui que traverse le pays depuis son indépendance, déchiré par son affrontement pour le partage de l’héritage colonial.

Né en 1907 à Port-au-Prince, Jacques Roumain ne fut pas seulement un magnifique écrivain. Fondateur du Parti communiste haïtien, journaliste intrépide, il fut plusieurs fois arrêté ou contraint à l’exil en raison de ses engagements, en particulier contre l’occupation américaine, durant la période 1915-1934. De ses œuvres, *Gouverneurs de la rosée* est sans doute celle qui incarne le mieux le rôle révolutionnaire qu’il assignait à l’écrivain : être *« un témoin et un acteur du drame historique »* au service du combat contre l’oppression sociale.

La voix de Manuel, héros tragique d’un pays rêvé, en vient à se confondre avec celle de l’auteur : *« Oh sûr, qu’un jour tout homme s’en va en terre, mais la vie elle-même, c’est un fil qui ne se casse pas, qui ne se perd pas et tu sais pourquoi ? Parce que chaque nègre pendant son existence y fait un nœud : c’est le travail qu’il a accompli et c’est ça qui rend la vie vivante dans les siècles des siècles : l’utilité de l’homme sur cette terre. »*

CHRISTOPHE BACONIN.

JAPON

Okinawa, les bases de la discorde

aujourd’hui presque 20 % du territoire de l’île principale. Elle sait aussi qu’après le Japon la Corée du Sud est le deuxième allié des Etats-Unis dans la région.

Les deux îles partagent un passé sanglant. Les habitants de Jeju gardent en mémoire la répression de 1948-1949, qui a fait entre trente mille et soixante mille victimes, après un soulèvement général contre la politique du gouvernement militaire américain en Corée. Okinawa a quant à elle perdu cent vingt-trois mille de ses habitants lors de la bataille qui s’est déroulée sur son sol entre avril et juin 1945.

Jeju et Okinawa, toutes deux situées à la périphérie de leurs Etats respectifs, sont aussi toutes deux proches d’îles qui font l’objet de conflits territoriaux avec la Chine : les îlots Ieodo/Suyan dans le cas de la première et les Senkaku/Diaoyu dans le cas de la seconde (2). Ces rochers se trouvent en effet sur la route des navires chinois vers le Pacifique ; d’où leur intérêt stratégique et la militarisation à leurs abords.

Mabui, l’âme d’Okinawa, le deuxième tome du manga de Higa Susumu, originaire d’Okinawa, s’attache lui aussi à faire connaître le point de vue de la population (3). Après un premier tome consacré à la guerre, celui-ci éclaire les problèmes engendrés par les bases américaines. L’auteur a recueilli de nombreux témoignages et les fait vivre à travers de courtes histoires, souvent drôles, dont les personnages ont le *mabui* (« l’âme », en dialecte) perturbé, qu’il s’agisse de propriétaires terriens louant leurs terres à prix d’or à l’armée américaine ou d’employés des bases, tiraillés entre leurs convictions et la nécessité de gagner leur vie.

ÉMILIE GUYONNET.

(1) Donald Kirk, *Okinawa and Jeju : Bases of Discontent*, Palgrave Macmillan, Basingstoke (Royaume-Uni), 2013, 160 pages, 45 livres sterling.
(2) Lire Olivier Zajec, « Nouvelle bataille du Pacifique autour d’un archipel », *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.
(3) Higa Susumu, *Mabui, l’âme d’Okinawa*, Le Lézard noir, Poitiers, 2013, 248 pages, 21 euros.

SHANGHAI. L’ordinaire et l’exceptionnel. – Françoise Ged

Buchet-Chastel, Paris, 2014, 160 pages, 16 euros.

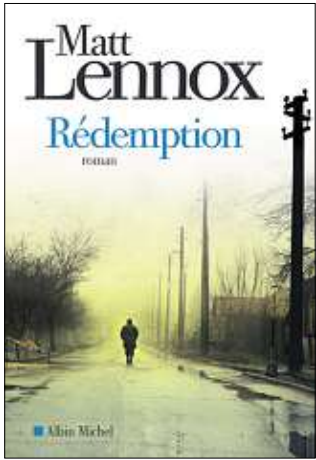
Cet ouvrage permet une passionnante découverte de Shanghai, grâce à deux particularités : la balade dans le temps et le regard singulier d’une architecte, ouverte à la modernité et amoureuse du patrimoine. C’est en 1980 que l’auteure débarque littéralement dans la ville mythique, où elle retournera régulièrement jusqu’à nos jours. Elle a donc suivi les méandres des folles destructions, des « reconstructions à l’identique », des quartiers sortis de nulle part. On comprend ainsi l’histoire de cette ville qui épouse celle de la Chine mais à son rythme, avec cette spécificité à laquelle les Shanghaïens tiennent tant. Avec Françoise Ged, responsable de l’Observatoire de l’architecture de la Chine contemporaine à l’Institut français d’architecture, non seulement on découvre la ville comme jamais on ne l’avait vue – et pourtant livres et documents ne manquent pas –, mais nous est aussi livrée une réflexion novatrice sur le patrimoine et sa conservation, qui ne saurait être conçue en dehors de la vie. Le tout est ponctué par les photographies empreintes d’humanisme de Yang Hui Bahai, que l’on aurait aimé plus nombreuses.

MARTINE BULARD



DU MONDE

Le charpentier et l’innocence

Rédemption
de Matt Lennox*Traduit de l’anglais (Canada) par France Camus-Pichon, Albin Michel, Paris, 2014, 420 pages, 22 euros.*

PARFOIS les guerres actuelles suscitent, par d’étranges détours, de sacrés romans. En 2012, Kevin Powers, ancien GI envoyé en Irak, proposait un livre de guerre en forme de roman d’initiation : *Yellow Birds*, traduit en 2013 aux éditions Stock. La même année, le Canadien Matt Lennox, qui, né en 1980, a passé deux ans (2008-2009) à Kandahar, en Afghanistan, comme capitaine des Canadian Forces Army Reserves, écrit un premier roman. Quant à lui, il ne met en fiction aucune guerre contemporaine, mais déploie les thèmes de la faute et de l’expiation. Ce sur quoi insiste d’ailleurs le titre français, le titre anglais étant *The Carpenter* (« Le charpentier »)...

Plus de quatre cents pages, et un choc. L’histoire est classique, mais la maîtrise narrative de l’auteur, remarquable. Après dix-sept années dans une prison de haute sécurité, Leland King revient dans sa ville natale de l’Ontario, où sa mère se meurt d’un cancer du poumon. Son beau-frère, le révérend Barry, lui trouve un logement et un boulot. Leland (« Lee ») retrouve aussi sa sœur, Donna, dont le fils aîné, Pete, a quitté le lycée pour travailler dans une station-service sur la rocade. Pete aide Lee, sans lui poser de questions ; et pourtant, il aimerait savoir pourquoi son oncle a été emprisonné et pourquoi sa mère est si réservée.

Une jeune femme est trouvée morte dans une voiture abandonnée. Un flic tout frais retraité ne peut s’empêcher d’y voir un lien avec le retour du « hors-la-loi », et pour la « communauté », presque tout entière vouée au respect de la religion et de l’ordre, trouver le coupable et rendre la justice devient une mission quasi sacrée. Lee

semble tout désigné. Il a beau rencontrer son agent de conditionnelle toutes les six semaines, avoir arrêté de boire et abandonné les fréquentations douteuses, travailler dur sur les chantiers en serrant les dents, la plupart des habitants pensent qu’un ancien prisonnier ne revient jamais dans le droit chemin. Un coupable ne peut devenir un innocent, même s’il a payé sa dette à la société. D’autant qu’il ne renie en rien l’acte qui l’a conduit en prison. Le soupçon attaque Leland. Toute rencontre peut devenir piège, la tension monte, le suspense s’épaissit : recettes ordinaires du polar, maniées avec virtuosité.

Mais si le canevas est connu, les émotions que sait créer Lennox ont, elles, une puissance particulière. De dialogues étonnants en atmosphère d’orage, son roman décrit des vies quotidiennes, des destins moins ordinaires qu’il n’y paraît. Il y a ici de l’authenticité, de la mélancolie, et qui évitent toute complaisance. Pas de tueur en série ni de détails affriolants fournis par le légiste, mais une histoire qui se développe sur le crime et le pardon, portée par des humains un peu bancals, et d’où sourdent tension et fraternité.

Lennox, qui, après des études de cinéma, n’avait écrit que des nouvelles, offre ici une œuvre située dans cette zone d’ombre qu’illustrent, diversement, le film de José Giovanni *Deux Hommes dans la ville*, la série de David Lynch *Twin Peaks*, le *Bad Lieutenant* d’Abel Ferrara et les prenants suspenses profondément humanistes de *Clockers* ou de *Souvenez-vous de moi* (tous deux aux Presses de la Cité), de Richard Price.

HUBERT ARTUS.

EUROPE

L’oreille des puissants

IL fixe la caméra. Il sait que son émission recueille une audience importante ; les mots qu’il va prononcer comptent. Un brin cabot, il prend une mine sévère : « *Les salaires n’augmentent pas assez vite. Ce sentiment de lenteur, partagé par beaucoup de gens, quarante-cinq syndicalistes européens, représentant des dizaines de millions d’employés, s’en irritent et tirent la sonnette d’alarme. Ils demandent plus d’argent pour les salariés. (...) Cette émission a été déclenchée par le travail de ces quarante-cinq syndicalistes, dont voici trois représentants...* » L’émission a bien existé : elle s’intitulait « La Marche du siècle » et a été diffusée le 18 septembre 1991 sur FR3. Le présentateur, Jean-Marie Cavada, a bien prononcé ces mots. Seule entorse à la vérité : ses invités n’étaient pas trois syndicalistes, mais trois grands patrons, chagrins que l’Europe ne dope pas encore suffisamment les profits de leurs sociétés. Pendant de longues minutes, le service public leur offrit la possibilité d’exposer leurs revendications, sans trop craindre les interruptions intempestives de leur hôte.

Dans son dernier ouvrage, consacré à l’Europe (1), le journaliste François Ruffin tire cette émission de l’oubli pour illustrer les formes les plus caricaturales du militantisme libéral sur les questions européennes. Mais il en évoque aussi d’autres acteurs, et notamment l’armée des lobbyistes qui arpentent les couloirs des institutions européennes. Ceux-là procèdent avec davantage de subtilité que Cavada : ils ne clajonnent pas leur credo devant les caméras ; ils le susurrent à l’oreille des puissants. « *Le mot “lobby” désigne à l’origine les couloirs de la Chambre des communes [le Parlement britannique], auxquels les groupes de pression avaient accès pour faire valoir leurs intérêts auprès des élus* », rappelle le secrétaire national du Parti de gauche, Gabriel Amard, dans un petit livre efficace (2).

Les échanges se déroulent désormais lors de réunions organisées par des cabinets de conseil ayant pignon sur rue, ainsi qu’à travers des réseaux d’influence informels. Corruption ? Tout le contraire !, objecte Yves de Lespina, président de la Society of European Affairs Professionals (SEAP), fédération européenne du lobbying : « *Les*

lobbyistes sont les garants de la démocratie. Nous n’avons pas que des multinationales ; nous comptons aussi des ONG [organisations non gouvernementales]. » Et des syndicats, interroge Ruffin ? « *Non, parce que les syndicats s’attachent à un intérêt sectoriel.* »

C’est donc sans doute pour défendre l’intérêt général qu’entre quinze mille et trente mille lobbyistes ont établi leurs quartiers à Bruxelles. Dotées par le secteur privé d’un budget estimé à plus de 1 milliard d’euros par an, ces petites mains du libéralisme savent se faire entendre : elles « *coproduisent les politiques* » ou « *rédigent carrément les documents d’orientation, les directives, les amendements, etc.* », observe Amard.

Les lobbyistes auraient donc pris le pouvoir ? Le sociologue belge Geoffrey Geuens rejette l’idée, ainsi que le terme, qui détournerait l’attention d’un problème plus sérieux. Se référant au principal lobby patronal européen, la Table ronde des industriels européens (European Round Table, ERT), Geuens rappelle qu’elle a été « *créée au début des années 1980, à l’initiative politique de deux commissaires européens : d’une part François-Xavier Ortoli, qui deviendra ensuite président-directeur général de Total et représentant du CNPF [Conseil national du patronat français] international, et d’autre part le Belge Etienne Davignon. Ce sont eux qui vont demander à Pehr Gyllenhammar, le patron suédois de Volvo, de rassembler une quarantaine de grands groupes et de réunir ces patrons au sein d’un “club”* ».

Ruffin l’interroge : « *L’ERT est donc un lobby créé à la demande de la Commission ?* » « *Exactement. D’où mes réticences à user du terme de “lobby”*. L’ERT n’a pas à faire pression sur la Commission : on a donné aux milieux économiques et financiers les clés de l’Europe. » A-t-on jamais vu les poules offrir plus aimablement au renard la clé du poulailler ?

RENAUD LAMBERT.

(1) François Ruffin, *Faut-il faire sauter Bruxelles ?*, Fakir Editions, Amiens, 2014, 124 pages, 7 euros.

(2) Gabriel Amard, *Le Grand Trafic néolibéral. Les lobbyis en Europe*, Bruno Leprince, Paris, 2014, 198 pages, 7 euros.

ÉCONOMIE

LA GRANDE BIFURCATION. En finir avec le néolibéralisme. – Gérard Duménil et Dominique Lévy*La Découverte, Paris, 2014, 199 pages, 15 euros.*

Gérard Duménil et Dominique Lévy proposent ici une lecture à la fois dense et nette des phases successives du capitalisme contemporain et des coalitions sociales qui les sous-tendent : l’hégémonie financière du début du siècle ; le compromis régulateur de l’après-guerre ; le retour en force de la finance à l’ère néolibérale. Ils analysent la morphologie du système économique actuel, caractérisé en particulier par la domination restaurée des propriétaires du capital, l’activisme actionnarial et la concentration du pouvoir entre les mains d’un petit nombre d’acteurs financiers.

Mais l’ouvrage avance également une thèse politique : considérant que la néolibéralisation de l’Europe n’est pas définitivement acquise, mais que les mots d’ordre maximalistes restent impuissants, Duménil et Lévy appellent à substituer à l’alliance des propriétaires du capital et des cadres un « *compromis à gauche* » associant, autour d’un programme progressiste, « *classes populaires et classes de cadres* ».

ANTONY BURLAUD

ADIEUX AU CAPITALISME. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes. – Jérôme Baschet*La Découverte, coll. « L’horizon des possibles », Paris, 2014, 206 pages, 15 euros.*

Médiéviste réputé, Jérôme Baschet est aussi l’auteur d’une brillante étude sur la rébellion zapatiste, un mouvement qui sert d’inspiration à ce nouvel essai, critique radicale du capitalisme comme compulsion mortifère de la production pour la production et... pour le profit. La « *digne rage* » suscitée par les désastres qu’il produit conduit, au Nord comme au Sud, à des formes de « *désadhésion* » au système, motivées par l’espoir qu’un monde autre est possible. Refusant les modèles clés en main, l’auteur propose des pistes de réflexion, nourries par le concept de *sumak kawsay*, « bien vivre », des indigènes latino-américains : pour donner forme à un anticapitalisme non étatique, non productiviste et non occidentalocentré, fondé sur l’autogouvernement et sur ce qui pourrait s’appeler le pluriversalisme interculturel, tentative de dépassement aussi bien du localisme asphyxiant que de l’universalisme abstrait. Un regret : l’absence d’une réflexion plus substantielle sur la transition d’un monde à l’autre.

MICHAEL LÖWY

THE ENTREPRENEURIAL STATE. Debunking Public vs. Private Sector Myths. – Mariana Mazzucato*Anthem Press, Londres, 2013, 149 pages, 13,99 livres sterling.*

Ce n’est pas le secteur privé qui innove, c’est l’Etat. En prenant l’exemple des Etats-Unis, l’économiste Mariana Mazzucato démonte méticuleusement le mythe héroïque de l’entrepreneur qui inventerait, au fond de son garage, les technologies révolutionnaires de demain. Elle montre que l’Etat ne se contente pas d’assurer discrètement les conditions de la croissance (infrastructures, recherche fondamentale) : il se comporte aussi en véritable entrepreneur, investissant des sommes colossales dans des projets de recherche appliquée (Internet, biotechnologies, nanotechnologies) et prenant ainsi les risques que le secteur privé n’est pas prêt à assumer.

Bien sûr, les start-up et le « capital-risque » jouent un rôle important, mais ils arrivent systématiquement dans un second temps, quinze ou vingt ans après que les pouvoirs publics ont fourni le plus gros du financement. Pourtant, quand sonne l’heure du retour sur investissement, ce sont les acteurs privés qui empochent les bénéfices. « *Est-il normal que la National Science Foundation n’ait rien récolté après avoir subventionné la recherche qui a produit l’algorithme du moteur de recherche de Google ?* » Parfois répétitive, la démonstration de Mazzucato est néanmoins implacable.

LAURA RAIM

SCIENCES

LA GRANDE INVASION. Qui a peur des espèces invasives ? – Jacques Tassin*Odile Jacob, Paris, 2014, 210 pages, 22,90 euros.*

Frelons asiatiques, ragondins, renouées du Japon... Ces espèces dites invasives, animales ou végétales, qui manifestent une « *sorte d’inflation démographique* », sont, selon l’écologue Jacques Tassin, moins menaçantes qu’on ne le croit pour l’environnement. Car ces expansions s’inscrivent simplement dans la perpétuelle recomposition des milieux naturels. Et les avantages de telles espèces sont trop souvent occultés : elles fournissent notamment d’excellentes ressources nutritives pour leurs voisines indigènes. Si elles provoquent des extinctions notables, c’est pour l’essentiel dans des territoires insulaires, et leur nocivité ne saurait donc être généralisée. D’autant que ce sont les activités humaines, par les changements environnementaux qu’elles provoquent, qui sont à l’origine de leur prolifération : résultat « *de la conjonction d’une espèce, d’un milieu et d’une histoire* ». Cette dédramatisation argumentée est accessible et efficace.

CAMILLE AULAS

TECHNOLOGIE

5. Retour vers le futur. – Anonyme*Zones sensibles, Bruxelles, 2014, 264 pages, 15,65 euros.*

Le narrateur de cette histoire n’a pas de nom, pas de visage, pas d’idée. C’est un algorithme boursier : un programme de courtage à haute fréquence conçu pour traquer sur les marchés de minuscules écarts de prix afin d’extraire par millions d’infimes plus-values. Entre 1975 et 2013, la cotation des titres a changé de dimension et de nature. Naguère fixée chaque jour par des humains brillant des ordres sur un parquet, elle se forme désormais dans les circuits de serveurs informatiques au rythme de la microseconde – un millionième de seconde.

Fondateur des éditions Zones sensibles et anthropologue, Alexandre Laumonier, (véritable) auteur de 5, explore non sans fascination les recoins de ce monde de silicium où de brillants cerveaux ont un jour décidé que des automates décideraient désormais à leur place. Sous son clavier, la rencontre de l’abstraction mathématique et de la matérialité des ordinateurs devient une épopée émaillée de situations burlesques et de person-nages hauts en couleur – mais parfaitement réels. Cette édition comporte également 6, une première partie du récit parue en 2013 et reliée tête-bêche à l’autre, l’ensemble formant un objet biface tranchant comme un silex.

PIERRE RIMBERT

ART

NARCISSE ET SES AVATARS. – Yves Michaud*Grasset, Paris, 2014, 208 pages, 17 euros.*

Avec cet abécédaire, le philosophe Yves Michaud, assez peu porté sur la tiédeur du jugement, propose un portrait de notre époque, ou plus précisément des modifications qui travaillent nos façons de penser et de sentir. Les vingt-six entrées, d’« avatar » à « zapping », analysent ce que chacun des termes retenus remplace (ainsi, « avatar » remplace « identité »). C’est la différence entre les deux notions, leur écart, que Michaux étudie. Si les « *descriptions et redescrptions des situations et des usages* » qui constituent les notices ne sont pas toutes dotées d’un même pouvoir d’élucidation, opère néanmoins ici un vif questionnement de la torsion de la réalité en « *ensemble de stimuli* », où la quantification veut faire office de réflexion, et où l’établissement du vrai entend relever du juridique. Ce qui va de pair avec la glorification des grands pervers narcissiques que sont, selon Michaud, les peo-ple comme les grands patrons, et accompagne la transformation de la responsabilité en liberté... L’ensemble est paradoxalement égayant, car il ne s’agit pas pour l’auteur de pratiquer la « *dégoulinade éthique* », ou la nostalgie floue, mais bien de déchiffrer les enjeux politiques de notre novlangue.

EVELYNE PIEILLER

SOCIÉTÉ

LES INTERMITTENTS DU SPECTACLE. Enjeux d’un siècle de luttes. – Mathieu Grégoire*La Dispute, coll. « Travail et salariat », Paris, 2013, 183 pages, 14 euros.*

Il faudra probablement ajouter un chapitre à l’histoire des luttes des intermittents du spectacle que retrace Mathieu Grégoire, depuis les journées de grève de 1919 jusqu’au mouvement de 2003, pour tenir compte de la récente offensive du patronat contre les règles d’indemnisation. L’auteur, sociologue, s’est appuyé sur l’analyse des archives de la Fédération du spectacle CGT (Confédération générale du travail) et du Syndicat français des artistes interprètes CGT, ainsi que sur les documents plus récents produits par la Coordination des intermittents et précaires d’Ile-de-France. Il a également effectué une soixantaine d’entretiens, et suivi une promotion de jeunes comédiens sortis d’une grande école d’art dramatique.

En comparant la condition des intermittents indemnisés avec celle des permanents et des intermittents non indemnisés, il conclut que les salariés qui ne se conforment pas au modèle d’emploi stable devraient pouvoir bénéficier d’un statut et de droits d’un niveau équivalent à ceux des salariés stables. D’autant qu’une part importante du travail est non mesurable et non mesurée : répétitions, rencontres, lectures, création, diffusion.

GABRIELLE BALAZS

BIENVENUE À HÉNIN-BEAUMONT. Reportage sur un laboratoire du Front national. – Haydée Sabéran*La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2014, 183 pages, 15 euros.*

« *Si le Front national ne réussit pas, je me reconvertis dans le communisme* », lance Catherine à la correspondante de *Libération* à Lille, auteure de ce livre. Catherine est l’ex-amie de Farid, délégué CGT (Confédération générale du travail) de Metaleurop. Haydée Sabéran décrit la lente érosion du Parti communiste, les errements d’un Parti socialiste tout-puissant et le travail de fourni du candidat FN Steeve Briois, élu municipal depuis vingt ans, tandis que la thématique principale du parti d’extrême droite passait de l’immigration au social. Cette enquête montre néanmoins que la droite a fourni autant de troupes que la gauche au FN. Dans cette commune de vingt-sept mille habitants, ce dernier est devenu « *banal, omniprésent, tranquille* ».

CHRISTOPHE GOBY



BIOGRAPHIES
FRANTZ FANON, UNE VIE. – David Macey <i>La Découverte, Paris, 2013, 598 pages, 14 euros.</i> Le 6 décembre 1961, l’auteur des <i>Damnés de la terre</i>, né en 1925, mourait à Bethesda, dans le Maryland. La vie et l’œuvre de ce médecin psychiatre martiniquais deviendront emblématiques de la lutte pour la décolonisation. Si cet ouvrage constitue la biographie de référence sur Frantz Fanon, c’est qu’il inscrit dans un contexte sociopolitique et culturel richement documenté l’ensemble de son parcours : du lycéen jugeant la liberté indivisible au précurseur du tiers-mondisme, du combattant de la France libre au médecin-chef de l’hôpital psychiatrique de Blida-Joinville, jusqu’au héros de l’indépendance algérienne et à sa justification de la contre-violence révolutionnaire des opprimés. Une pensée qui sera parfois reléguée au purgatoire des idéologies tiers-mondistes, mais que reconnaissent comme émancipatrice la critique postcoloniale et la philosophie multiculturaliste. ANDRÉ PRIOU DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE, MOUVEMENT OUVRIER, MOUVEMENT SOCIAL. Tome 9. De 1940 à mai 1968 (Men-Pen). – Sous la direction de Claude Penetier et Paul Boulland <i>L’Atelier, Ivry-sur-Seine, 2013, 460 pages, 65 euros.</i> Le « Maitron », comme on l’appelle, du nom de celui qui en a entrepris la rédaction en 1964 (Jean Maitron, 1910-1987), fêtera cette année ses cinquante ans. Cinquante ans au cours desquels il s’est attaché à rendre leur gloire aux militants du mouvement ouvrier et social. Ce neuvième tome fait revivre trois décennies marquées par la reconstruction du pays au lendemain de la Libération, l’élargissement du champ d’implantation des syndicats, les mobilisations anticoloniales et l’affirmation revendicative de nouvelles catégories de la population : étudiants, cadres et techniciens. Il met au centre le syndicalisme, les engagements politiques socialistes, communistes, anarchistes, oppositionnels, et les mouvements d’éducation populaire. L’ouvrage regroupe plus de trois cents biographies intégrales et donne accès, grâce au CD-ROM associé, à plus de deux mille six cents notices complémentaires, ainsi qu’à la base en ligne (cent trente mille biographies). MARYSE LELARGE
DVD
Le Grand Incendie <i>Un documentaire interactif de Samuel Bollendorff et Olivia Colo, avec la voix de Philippe Torreton</i> Honkytonk Films et France Télévisions, 2013, http://le-grand-incendie.nouvelles-ecritures.francetv.fr En France, depuis 2011, tous les quinze jours, une personne tente de s’immoler sur la place publique. Ce geste met en cause des techniques managériales qui broient l’individu et trahissent l’abandon de valeurs essentielles à la non-désintégration de la société. Après deux ans d’enquête, les réalisateurs de ce film rapportent, à travers des témoignages ou la lecture de lettres, sept histoires, mises ici en regard avec la communication officielle. « <i>Reprenant les enregistrements d’un sismographe, les discours se dessinent simultanément sur un rouleau de papier défilant. A tout moment, l’internaute peut cliquer sur la courbe de son choix pour dévoiler l’image associée à ces paroles. Il fraye ainsi son propre chemin sur le sens de cette confrontation des discours.</i> » Dans la Tunisie de 2011, une immolation a conduit à une révolution. PASCAL BEDOS

GRAPHISME

Lumières à l’horizon

RESTONS phares : cette affiche a été créée par le collectif de l’Ecole de la montagne rouge pendant les manifestations étudiantes du printemps 2012 au Québec. C’est l’une des cinquante œuvres graphiques de cet ouvrage (1), qui accompagnent cinquante entretiens avec des intellectuels. Ainsi, le sociologue Yves Sintomer invite à une révolution démocratique qui passerait, par exemple, par le tirage au sort de citoyens appelés à veiller aux intérêts à long terme de la société. Le philosophe Pierre Rabhi rappelle que « *l’humanitaire, c’est la défaillance de l’humanisme* » et défend la décroissance. Edgar Morin préfère parler de métamorphose que de révolution : un changement qui serait à la fois dans la mondialisation (pour la culture) et en dehors (pour l’agriculture). Pour les affiches, on retrouve avec plaisir des classiques de l’histoire du graphisme – le collectif Grupus, l’Atelier populaire des Beaux-Arts de Paris en mai 1968, El Lissitzky... –, mais aussi des artistes moins connus, comme le Japonais Kazumasa Nagai (image ci-contre). Les « phares » allumés dans ce livre éclairent des voies inattendues, poétiques et politiques, pour donner forme à un monde différent.

BORIS SÉMÉNIAKO.

(1) *A vos souhaits. Penser un monde nouveau*, coordonné par Pierre Chaillan et Paule Masson pour les entretiens et par Thomas Lemahieu et Gérard Paris-Clavel pour les affiches, Editions de *L’Humanité*, Saint-Denis, 2013, 224 pages, 18 euros.



POLITIQUE

La part rebelle du monde

DÉCIDÉS à échapper à la domination étrangère et au sous-développement, de nombreux mouvements indépendantistes et révolutionnaires du tiers-monde ont tenté de s’unir, il y a une cinquantaine d’années. Leur projet : organiser la lutte contre toutes les formes d’asservissement des peuples, impérialisme, colonialisme et, parfois même, capitalisme (1). C’est dans cet esprit que se tint la conférence tricontinentale, relatée par le reporter et écrivain Roger Faligot dans une enquête extrêmement vivante (2). A l’instigation de Fidel Castro, Ernesto Che Guevara, Mehdi Ben Barka, Ahmed Ben Bella, Hô Chi Minh ou encore Salvador Allende, celle-ci réunit, du 3 au 15 janvier 1966, près de quatre-vingt-deux délégations à l’hôtel Havana Libre de la capitale cubaine. Fruit de deux ans et demi de recherches, l’ouvrage parvient à restituer le contexte géopolitique et culturel de la conférence, ses enjeux, ainsi que l’effervescence qu’a suscitée son projet de dessiner une « troisième voie », à l’abri de la rivalité entre les frères ennemis soviétique et chinois.

Au-delà des grandes figures que dépeint l’auteur – révolutionnaires, intellectuels ou dirigeants politiques issus de délégations prestigieuses –, l’intérêt de cette fresque réside dans ses anecdotes et ses descriptions méticuleuses du rôle des « passeurs », ces militants discrets dont l’action fut fondamentale. Ainsi, l’éditeur français François Maspero qui, entre autres initiatives, publia la revue *Tricontinental*, ce qui lui valut saisies, amendes et prison entre 1969 et 1971. Ces individus au parcours exaltant, parfois douloureux, témoignent de la puissance mobilisatrice des causes de l’époque. L’ampleur des recherches menées par Faligot, les témoignages et souvenirs recueillis représentent une mine d’or pour qui s’intéresse à la période.

Grand absent de la conférence, l’Argentin Guevara avait quitté Cuba en octobre 1965. Estimant que les révo-

lutions populaires ne pouvaient l’emporter sans soutien extérieur, il s’employa à établir de nouveaux foyers insurrectionnels, sur lesquels son compatriote et camarade de combat Ciro Bustos offre un éclairage inédit (notamment à travers la guérilla argentine de Salta en 1964 et celle de Bolivie en 1967) (3). Dans un message aux participants, le « Che » s’exclamait : « *Comme nous pourrions regarder l’avenir proche et lumineux si deux, trois, plusieurs Vietnam fleurissaient à la surface du globe !* »

Mobiliser la « *part rebelle du monde* », selon l’expression du guérillero vénézuélien Douglas Bravo, ne fut pas de tout repos, du fait des difficultés techniques (embargo américain contre Cuba) et des contraintes politiques inhérentes aux divergences entre les mouvements invités. L’organisation reposa en grande partie sur l’habileté du comité préparatoire de la « Trico », dont Ben Barka était la figure de proue. Près de cinquante ans après l’enlèvement à Paris du socialiste marocain, le Centre Europe - Tiers-monde (Cetim) de Genève édite certains de ses textes majeurs, rédigés entre 1957 et 1965 (4). Il y développe notamment sa critique du néocolonialisme, qui conduit à accorder « *le cœur léger l’indépendance politique* » et au besoin à créer « *des Etats factices dont l’indépendance n’a aucune chance de devenir réelle* »...

JEAN HARDOUIN-DOMPNIER.

(1) Lire « Vies et mort du tiers-monde », *Manière de voir*, n° 87, juin-juillet 2006, <http://boutique.monde-diplomatique.fr>

(2) Roger Faligot, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, La Découverte, Paris, 2013, 634 pages, 26 euros.

(3) Ciro Bustos, *Che Wants to See You : The Untold Story of Che Guevara*, Verso, Londres, 2013, 470 pages, 25 livres sterling.

(4) Mehdi Ben Barka. *Recueil de textes introduit par Bachir Ben Barka*, Cetim, Genève, 2013, 96 pages, 8,50 euros.

HISTOIRE

Fortune de mer

disparition, et sans goût particulier pour les Blancs – trop salés. Paresseux, les « indigènes » ? Mais « *pourquoi exalter comme une vertu ce besoin d’agitation* » ? Non, les sauvages, ce sont les « civilisateurs » avides, ou les concurrents qui trichent, « *une foule de pirates qui viennent vous barboter votre propriété. Y a pus qu’à quitter l’métier et s’faire brocanteur !* ».

Paradoxalement, les flibustiers, si l’on devait s’en tenir au dictionnaire (4) qui les recense, susciteraient moins d’amitié. Cartes, glossaire et chronologie sont précieux, mais les six cents notices – capitaines, ports et armateurs – sont souvent trop détaillées pour ne pas égarer le profane, tout en évitant de donner les définitions qui s’imposent (qu’est-ce qu’une lettre de marque ?). Certes, on découvre la piraterie cosaque et les origines de la Boston Tea Party, annonciatrice en 1773 de la guerre d’indépendance américaine. Mais sont absents, exemplairement, Olivier Misson, fondateur vers la fin du XVII^e siècle de la communauté libertaire Libertalia, ou encore l’élégant Edward John Trelawny, ami du poète Percy Bysshe Shelley et néanmoins pirate en mer de Chine. Autant dire que l’esprit dissident de ces marginaux, leurs rêves d’égalité, révélés discrètement par Daniel Defoe dans son *Histoire générale des plus célèbres pirates* (1724) et déployés plus récemment par l’universitaire Marcus Rediker, brillent par leur absence...

L’essai de l’historienne américaine Gillian Weiss (5) aurait pu constituer un long complément à ce dictionnaire, puisqu’elle s’y intéresse au rachat de Français devenus esclaves après leur capture par des corsaires ottomans en Méditerranée, pour l’essentiel entre le XVI^e et le XIX^e siècle. Mais l’ouvrage, qui postule un lien étroit entre la question des esclaves et la construction de l’appartenance française, colonisation de l’Algérie y compris, semble avant tout déterminé à tenter un procès à ce que l’auteur nomme la « francité » et aux Lumières à partir de notions quelque peu anachroniques (le « métissage culturel »). Il reste en revanche discret sur les enjeux économiques et politiques du transport maritime en Méditerranée, ainsi que sur les traités de paix et de commerce qui lièrent Paris à Alger. Autant se consoler en lisant la version qu’en donna, presque à chaud, Miguel de Cervantès (6) : il fut esclave à Alger de 1575 à 1580.

EVELYNE PIEILLER.

(1) Alain Corbin, *Le Ciel et la Mer*, Flammarion, coll. « Champs », Paris, 2014, 98 pages, 6 euros.

(2) Marcus Rediker, *Les Forçats de la mer. Marins, marchands et pirates dans le monde anglo-américain (1700-1750)*, Libertalia, Paris, 2010.

(3) *Les Baleiniers. Témoignages, 1820-1880*, présenté par Dominique Le Brun, Omnibus, Paris, 2013, 928 pages, 27 euros.

(4) Gilbert Buti et Philippe Hrodej (sous la dir. de), *Dictionnaire des corsaires et pirates*, CNRS Editions, Paris, 2013, 990 pages, 32 euros.

(5) Gillian Weiss, *Captifs et corsaires. L’identité française et l’esclavage en Méditerranée*, Anacharsis, Toulouse, 2014, 410 pages, 27 euros.

(6) Miguel de Cervantès, « L’Espagnole anglaise », dans *Nouvelles exemplaires*, Gallimard, coll. « Folio Classique », Paris, 1981 (1^{re} éd. : 1613). Cf. aussi « Le récit du captif » dans *Don Quichotte*.

DANS LES REVUES

▣ **THE ATLANTIC**. L’Américain Robert Kaplan plaide pour que son pays adopte un « *impérialisme tempéré* », moins « *apathique* » que celui de M. Barack Obama. (Avril, mensuel, 4,95 dollars. – 600 New Hampshire Avenue, NW, Washington, DC 20037, Etats-Unis.)

▣ **COLUMBIA JOURNALISM REVIEW**. Pourquoi la presse américaine, qui couvre bien la question de l’énergie, traite-t-elle si peu de celle de l’eau ? Surprise sur la chaîne de télévision ultra-conservatrice Fox News : une brigade de journalistes de gauche débarque... (Vol LII, n° 6, mars-avril, bimestriel, 4,95 dollars. – PO Box 422492, Palm Coast, FL 32142, Etats-Unis.)

▣ **NEW LEFT REVIEW**. Une analyse très documentée du profil social des manifestants brésiliens lors des événements de juin 2013, ainsi que de leurs revendications. Quelles forces mobiliser contre l’ordre néolibéral ? (N° 85, janvier-février, bimestriel, 10 euros. – 6 Meard Street, Londres, W1F 0EG, Royaume-Uni.)

▣ **SOCIALIST REVIEW**. Hommage au dirigeant travailliste britannique Anthony Benn, décédé en mars 2014, critique féroce du « New Labour ». Un « *vieux charmeur vénéneux sans la moindre importance politique* », écrit-il à sa mort le *Sunday Times* (conservateur). (N° 390, avril, mensuel, 3 livres sterling. – PO Box 42184, Londres SW8 2WD, Royaume-Uni.)

▣ **A BÂBORD !** Les résistances des autochtones au Canada (*lire l’article page 20*) ; bilan d’étape de la commission Charbonneau sur la corruption politique au Québec ; 13,9 % de la population active canadienne a plus de 65 ans. (N° 54, avril-mai, bimestriel, 6 dollars canadiens. – 5819, De Lorimier, Montréal, QC, H2G, 2N8, Canada.)

▣ **LA REVUE DE L’ÉNERGIE**. Fonctionnaire européen, M. Samuele Furfari estime que l’accord de Genève signé par Téhéran et par les puissances occidentales représente un bouleversement géopolitique : « *La fin de quarante années de peur d’une pénurie de pétrole.* » (N° 618, mars-avril, bimestriel, 40 euros. – 25, rue Ginoux, 75015 Paris.)

▣ **ETUDES**. Yann Richard explique comment les Iraniens voient les Etats-Unis, loin des simplifications et de la diabolisation. (N° 4204, avril, mensuel, 12 euros. – 14, rue d’Assas, 75006 Paris.)

▣ **PERSPECTIVES CHINOISES**. Dossier consacré à Hongkong, où un retraité sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté : fractures sociales et institutionnelles, système électoral... Une analyse de la réforme de la terre en Chine continentale. (N° 2014/1, mars, trimestriel, 19 euros. – CEFC, 20/F Wanchai Central Building, 89 Lockhart Road, Wanchai, Hongkong, Chine.)

▣ **CHINA ANALYSIS**. A partir des articles parus en Chine, les chercheurs analysent la « politique de voisinage » menée par le pays vis-à-vis de la Mongolie, de l’Inde et des Etats d’Asie centrale. (N° 47, février, bimestriel, version électronique gratuite : www.centreasia.eu – Asia Centre, 71, boulevard Raspail, 75006 Paris.)

▣ **AUJOURD’HUI L’AFRIQUE**. Le chaos politique – en Centrafrique, par exemple – ne doit rien au hasard. Le néolibéralisme a contribué à détruire l’Etat sans offrir de perspectives. A signaler également, une enquête sur les manœuvres d’Areva au Niger. (N° 131, mars, trimestriel, 7 euros. – BP 22, 95121 Ermont Cedex.)

▣ **FAIM DÉVELOPPEMENT MAGAZINE**. Le magazine est allé à la rencontre des paysans du Rwanda. Alors que le pays affiche un taux de croissance élevé, le monde agricole semble être l’oublié de la stratégie moderniste du gouvernement. (N° 280, mars-avril, mensuel, 4 euros. – 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

▣ **AFRIQUE-ASIE**. Tandis que se profile l’élection présidentielle de 2015, l’ombre de Thomas Sankara, assassiné en 1987, plane toujours sur le Burkina Faso. (Avril, mensuel, 4 euros. – 3, rue de l’Atlas, 75019 Paris.)

▣ **GRESEA ECHOS**. Le Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative consacre la dernière livraison de sa revue au Fonds monétaire international. Un article s’intéresse en particulier à ses rapports avec la Hongrie, la Lettonie, la Roumanie et... l’Ukraine. (N° 77, janvier-mars, trimestriel, 3 euros. – Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles, Belgique.)

▣ **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL**. L’économie informelle, « *depuis les fraudes et les violations du droit du travail dans les pays développés jusqu’aux stratégies de survie dans les économies en développement ou émergentes* ». (Vol. 152, n° 3-4, décembre 2013, trimestriel, sur abonnement. – Bureau international du travail, 4, route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse.)

▣ **ÉTHIQUES ET SOCIÉTÉS**. Vers la création d’une Agence québécoise de solidarité internationale ? Pour les associations, ce serait une bonne nouvelle, à condition qu’une vraie politique oriente son action. (N° 21, mars-mai, trimestriel, 10 dollars canadiens. – 7374, rue Lachance, Laval, Québec, H7A 0G3 Canada.)

▣ **LA GRANDE RELÈVE**. Plusieurs réflexions prospectives interpellent le lecteur sur la pertinence du travail salarié et sur les implications du tournant de l’anthropocène – une ère marquée par l’influence des activités humaines sur le système bioclimatique. (N° 1151, mars, 11 numéros par an, abonnement : 23 euros. – 88, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet.)

PHILOSOPHIE

Une pensée explosive

Jean Cavaillès (1903-1944) était professeur de philosophie des sciences, et grand logicien. C'est précisément en tant que philosophe et logicien qu'il s'engagea dans la Résistance : parce que c'était la seule démarche logique, et donc nécessaire, pour celui qui prenait au sérieux la recherche de la vérité.

PAR ETIENNE KLEIN *

DE prime abord, il semble bien qu'il y ait davantage de nombres entiers que de nombres pairs. C'est même évident, puisque chacun sait qu'un nombre entier sur deux seulement est multiple de deux. Et pourtant, cette évidence est fausse. Pourquoi ? Parce qu'il est facile d'établir une correspondance parfaite entre tous les nombres entiers et tous les nombres pairs. Il suffit d'associer à chaque nombre entier son double : à 1 on associe 2, à 2 on associe 4, à 3 on associe 6, etc., ce qui démontre qu'il y a en réalité autant de nombres entiers que de nombres pairs. Ce nombre est bien sûr infini. On l'appelle l'« infini dénombrable ». C'est l'effectif du plus petit des ensembles infinis (il existe en fait une infinité de sortes d'infinis). L'infini dénombrable, c'est une sorte d'atome d'infinité, expression qui, si on l'entend bien, est susceptible de réveiller nos imaginaires endormis...

Ce résultat surprenant – la partie d'un ensemble peut être aussi grosse que l'ensemble lui-même – est la preuve que la vraisemblance ne prépare pas à la vérité et que le plausible n'est pas forcément un bon indice. Il arrive même qu'une découverte surprenne son auteur à tel point qu'il ne parvient pas à y croire.

C'est ce qui arriva au XIX^e siècle au mathématicien Georg Cantor lorsqu'il entreprit de clarifier la notion d'infini, qui jusqu'alors n'apparaissait en mathématique que sous une forme négative : l'infini n'était que le « non-fini », ce qui ne constitue pas une définition très précise. Au cours de ses recherches, Cantor en est venu à se poser la question de savoir s'il est vraiment vrai qu'il y a plus de points dans un carré de côté L que sur un segment de longueur L. La réponse qui s'est imposée à lui énonce qu'il y en a exactement autant.

Cette conclusion le déranga profondément, car elle débordait sa propre pensée et déréglait ses idées les plus sûres : le segment étant contenu dans le carré, Cantor s'attendait à ce qu'il y ait beaucoup plus de points dans le carré. Il fut littéralement effrayé par cette découverte que son intuition rejetait, mais que sa raison devait admettre, puisqu'il avait découvert une preuve de sa véracité. Dans une lettre du 29 juin 1877 à son collègue Richard Dedekind, il rendit compte ainsi de son désarroi : « *Je le vois, mais je ne le crois pas* (1)... »

Si les travaux de Cantor sur l'infini et les troubles qu'ils susciterent méritent d'être évoqués aujourd'hui, c'est parce qu'il y a un peu plus de soixante-dix ans, le 17 février 1944, un homme qui les avait étudiés avec passion était fusillé par les Allemands dans la citadelle d'Arras. Il venait d'avoir 40 ans. Il s'appelait Jean Cavaillès. Il fut un philosophe-logicien remarquable, mais aussi un combattant téméraire, un résistant, un chef de réseau ; un homme d'action, et même de coups de main. Ce major de l'Ecole normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm – qui a pour partie inspiré le rôle joué par Paul Meurisse dans *L'Armée des ombres*, le film de Jean-Pierre Melville (1969) – fit sauter des ponts, des transformateurs, des trains et des usines. Cavaillès fut un « *philosophe mathématicien bourré d'explosifs* », pour reprendre les mots du philosophe Georges Canguilhem, spécialiste de l'épistémologie, qui l'avait bien connu.

« Explosif » est ici à prendre au sens propre et au sens figuré. Car sa pensée était elle aussi détonante : selon lui, la tâche de la philosophie était de substituer au primat de la conscience vécue ou réfléchie le primat du concept. Or, à l'époque, ce problème – faut-il pencher pour une philosophie de la vie ou pour une philosophie du concept ? – était devenu central dans la discipline en France. Il allait d'ailleurs ouvrir sur la question du sujet, puisque ce dernier, à la fois corps vivant et créateur de concepts, représente la part commune à ces deux orientations :

il est interrogé d'une part quant à sa vie, sa vie subjective, sa vie organique, et d'autre part quant à sa pensée, sa capacité créatrice, sa capacité d'abstraction. Il n'est donc pas étonnant que ce rapport entre corps et idée, vie et concept, ait organisé de façon conflictuelle le devenir de la philosophie française, autour de figures emblématiques telles qu'Henri Bergson d'un côté et Léon Brunschvicg de l'autre.

En cette matière comme en tant d'autres, Cavaillès a clairement choisi son camp. A ses yeux, la philosophie ne doit se couper ni des sciences ni de la raison. Elle doit à tout prix refuser le déclin de la preuve pour devenir fille de la rigueur. Elle s'apparente donc davantage aux mathématiques qu'à la littérature : philosophe, c'est démontrer, et non faire des confidences sur sa subjectivité propre ; c'est une affaire de concepts plutôt qu'un épanchement des états d'âme de l'intellect. La recherche de la vérité implique en somme qu'on s'oublie un peu.

Né le 15 mai 1903, issu d'une longue lignée huguenote du Sud-Ouest, fils d'officier, Cavaillès est élevé dans les valeurs du patriotisme et de la rigueur protestante. En 1923, il est reçu au concours d'entrée de l'ENS après l'avoir préparé seul. En 1927, déjà titulaire d'une licence de mathématiques, il devient agrégé de philosophie. Il accomplit l'année suivante son service militaire comme sous-lieutenant dans une unité de tirailleurs sénégalais. Il séjourne ensuite à plusieurs reprises en Allemagne, où il observe et analyse la montée en puissance du régime nazi. En collaboration avec la grande mathématicienne Emmy Noether, il publie la correspondance entre Dedekind et Cantor, dont est issu l'extrait cité plus haut. En 1931, il rencontre un Edmund Husserl vieillissant et assiste à une conférence de l'étoile montante de la philosophie allemande, un certain Martin Heidegger.

En 1937, il soutient à la Sorbonne deux thèses, intitulées respectivement *Méthode axiomatique et formalisme* et *Remarques sur la formation de la théorie abstraite des ensembles*, sous la direction de Brunschvicg, puis devient maître de conférences à l'université de Strasbourg. Au moment où Nicolas Bourbaki (2) commence à élaborer un nouveau mode de pensée mathématique, lui nourrit l'ambition d'arracher la philosophie des mathématiques à l'à-peu-près.

MOBILISÉ en septembre 1939 comme officier de corps franc, puis comme officier du chiffre, cité à deux reprises pour son courage, il est fait prisonnier le 11 juin 1940 en Belgique. Il s'évade pour rejoindre à Clermont-Ferrand l'université de Strasbourg, qui s'y était repliée. Un haut responsable de l'université s'écrit : « *Mais, Cavaillès, vous avez déserté !* », comme si l'acceptation résignée de la captivité était une obligation militaire ou un impératif moral. Parallèlement à son activité d'enseignant, qu'il reprend, il cofonde avec Lucie Aubrac et Emmanuel d'Astier de La Vigerie le mouvement de résistance Libération-Sud. Son charisme agit comme un aimant. Cavaillès contribue également à la fondation du journal *Libération* (l'original). En 1941, il est nommé professeur de philosophie des sciences à la Sorbonne. Il participe alors en zone nord à la Résistance au sein du mouvement Libération-Nord, puis s'en détache pour fonder en 1942 le réseau de renseignement Cohors.

Ses camarades de clandestinité sont unanimes : Cavaillès est entré en Résistance non par fidélité à un parti ou à une ligne politique, mais « par logique ». Marqué par Baruch Spinoza, il juge que le sujet est de peu de poids vis-à-vis de la nécessité dans laquelle il se trouve pris. La lutte contre l'inacceptable est inéluctable, donc nécessaire, un point c'est tout. Et par « lutte », il ne faut pas entendre l'indignation chuchotée dans les couloirs ou l'alimentation des boîtes aux lettres



LUISA RICCIARINI / L'ESPRESSO / ADAGP

GIACOMO BALLA. – « Cifre innamorata » (Les Chiffres amoureux), 1924

en tracts vengeurs. Par « lutte », il faut entendre le combat les armes à la main.

Arrêté et emprisonné à plusieurs reprises, ayant réussi toutes ses évasions sauf la dernière, Cavaillès ne renonça jamais ni à l'action la plus subversive ni à la réflexion la plus abstraite. Pour lui, les deux vont de pair : l'action ne découle pas de la réflexion, elle la précède ; la pensée n'est pas représentation, mais processus, cheminement, enchaînement de concepts. En 1942, loin des livres, dans la solitude d'une prison, il écrit un ouvrage incroyable intitulé *Sur la logique et la théorie de la science* (3), qui, lorsqu'il fut publié après la guerre, ébranla la scène philosophique par sa puissance.

SA haine de l'oppression lui donna toutes les audaces et lui fit courir tous les risques. Cavaillès fut arrêté par la Gestapo en août 1943, torturé, condamné à mort et exécuté cinq mois plus tard, en février 1944. Lorsque ses juges lui demandèrent d'expliquer ses mobiles, il dit « *qu'il était fils d'officier, qu'il avait appris de son père à aimer son pays, et qu'il avait trouvé dans la continuation de la lutte un apaisement à la douleur de la défaite* ». Il dit aussi « *combien il aimait l'Allemagne de Kant et de Beethoven – et, développant sa position, il démontra qu'il réalisait dans sa vie la pensée de ces maîtres allemands* (4) ». Il s'exprima en définitive comme quelqu'un que ses références philosophiques avaient conduit par la voie la plus directe et sans le moindre déchirement à la même conclusion que celle qui lui avait été imposée, d'un autre côté, par ses origines, son éducation et son tempérament de lutteur. Quelqu'un qui ne pouvait accepter le fait, accompli pour tant d'autres, de l'humiliation et de l'oppression.

Pour ceux qui découvrirent le cadavre de Cavaillès dans une fosse commune, il était simplement l'« inconnu n° 5 ». Ses bourreaux n'avaient sans doute pas à l'esprit que pour lui être appelé « inconnu », cette chose que les mathématiques permettent de réduire calmement par le calcul, était un titre de gloire et la plus belle des épitaphes.

Les lignes qui suivent, écrites par Canguilhem, disent presque tout : « *D'ordinaire, pour un philosophe, écrire une morale, c'est se préparer à mourir dans son lit. Mais Cavaillès, au moment où il faisait tout ce qu'on peut faire quand on veut mourir au combat, composait, lui, une logique. Il a donné ainsi sa morale, sans avoir à la rédiger* (5). »

Chez un personnage de cette envergure, il ne peut être question d'essayer de dissocier la profondeur de ce qu'il a compris en tant que philosophe et la grandeur de ce qu'il a fait en tant que combattant. L'œuvre est en l'occurrence inséparable de l'homme, qu'elle explique, même : elle est ce par quoi, au cœur d'un terrible décor historique, il a puisé une force essentielle pour se hisser au niveau de ses devoirs pratiques, en vertu d'une sorte de mystique de l'infini.

(1) Cité par Jean Cavaillès, préface à la correspondance Cantor-Dedekind reprise dans *Philosophie mathématique*, Hermann, Paris, 1962.

(2) Formé en 1935, ce groupe secret de mathématiciens francophones réunis sous cette identité fictive a entrepris de renouveler la discipline, au fil de l'élaboration d'un traité qui comporte aujourd'hui une quarantaine de volumes.

(3) Jean Cavaillès, *Sur la logique et la théorie de la science*, Vrin, Paris, 2000 (1^{re} éd. : 1947).

(4) Ces propos ont été rapportés par sa sœur : Gabrielle Ferrières, *Jean Cavaillès. Un philosophe dans la guerre, 1903-1944*, Seuil, Paris, 1982.

(5) Georges Canguilhem, *Vie et mort de Jean Cavaillès*, Allia, Paris, 1996.



DANS LES REVUES

❑ **LA REVUE DE L'IRES.** Les services à la personne, longtemps qualifiés d'« emplois d'avenir », étaient censés offrir du travail à chacun ; la réalité est tout autre. (N° 78, 2013/3, trimestriel, 24,50 euros. – 16, boulevard du Mont-d'Est, 93192 Noisy-le-Grand Cedex.)

❑ **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE.** Analyse : la transformation des organisations militaires en France à mesure que s'érodent les tabous hérités de la guerre d'Algérie. (Vol. 64, n° 1, février, trimestriel, 24 euros. – 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

❑ **LES DOSSIERS DU « CANARD ENCHAÎNÉ ».** Sous le titre « Vive les vieux ! », une livraison consacrée aux 20 % de Français de plus de 65 ans, dont le poids économique ainsi que le rôle politique ne cessent de croître. Également, un mini-dossier sur Dieudonné, son réseau, sa fortune. (N° 131, avril, hors-série, 6 euros. – 173, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.)

❑ **MÉDIACRITIQUE(S).** Comment l'accusation de sombrer dans la « théorie du complot » sert à disqualifier la critique rigoureuse des pouvoirs, en particulier celui des médias. Une enquête sur la presse musicale. (N° 11, avril-juin, trimestriel, 4 euros. – Acrimed, 39, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.)

❑ **VACARME.** « *On est allés acheter des tire-lait au BHV, les ouvriers de Lip nous ont fabriqué des aspirateurs avec des pompes à vélo inversées* » : dans un entretien, la D^{re} Joëlle Brunerie-Kauffmann raconte les temps héroïques du combat pour le droit à l'avortement. (N° 67, printemps, trimestriel, 12 euros. – 50, rue Bichat, 75010 Paris.)

❑ **PLEIN DROIT.** La loi de 1984, qui instaura la carte de résident : un titre unique, autorisation à la fois de séjour et de travail, valable dix ans et renouvelable automatiquement. Un progrès pour les droits des étrangers obtenu dans un contexte de montée du Front national... (N° 98, mars, trimestriel, 9 euros. – 3, villa Marcés, 75011 Paris.)

❑ **LE MONDE LIBERTAIRE.** L'œuvre de Jean-Claude Michéa, qui refuse d'analyser l'utilisation de ses travaux par des « *nationalistes de droite ou de gauche* ». Celle de George Orwell, défenseur jugé traditionaliste du « *vitalisme des classes travailleuses* ». (N°s 1735 et 1738, 20 mars et 10 avril, hebdomadaire, 2 euros. – 145, rue Amélot, 75011 Paris.)

❑ **A CONTRE-COURANT SYNDICAL ET POLITIQUE.** Animée depuis la fin des années 1980 par des militants anticapitalistes, cette publication cesse de paraître : bilan des réalisations et analyse des raisons d'une désaffection progressive. (N° 251, mensuel, 1,50 euro. – BP 12123, 68060 Mulhouse Cedex 2.)

❑ **SAVOIR/AGIR.** Dossier « Syndicalisme en luttes ». Agent économique, partenaire social, organisation de classe : vers lequel de ces trois pôles les organisations syndicales tendent-elles en fonction de leur histoire et des mobilisations ? (N° 27, mars, trimestriel, 10 euros. – Editions du Croquant, 73340 Bellecombe-en-Bauges.)

❑ **REGARDS.** Dévaluation du militantisme au sein du Parti socialiste ; la gauche radicale et la sortie de l'euro ; un portrait de M. Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza en Grèce ; la traque des migrants aux Etats-Unis. (N° 30, printemps, trimestriel, 9 euros. – 5, villa des Pyrénées, 75020 Paris.)

❑ **LE RAVI.** En plus de trois pages consacrées au grand marché transatlantique, le mensuel alternatif marseillais publie un dossier sur les élections municipales et l'enracinement du Front national dans la région Provence - Alpes - Côte d'Azur. (N° 117, avril, mensuel, 3,40 euros. – 11, boulevard National, 13001 Marseille.)

❑ **ESPACES ET SOCIÉTÉS.** « Où est passé le peuple ? » Un dossier sur la situation résidentielle des classes populaires, repoussées loin des centres-villes et des villes-centres. Controverse : quand le déterminisme spatial remplace les explications sociales. (N°s 156-157, mars, trimestriel, 29 euros. – Editions Erès, CS 15245, 31152 Fenouillet Cedex.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** « Comment sauver la presse d'opinion ? », s'interrogent tour à tour le journaliste Bernard Poulet, le philosophe Roberto Casati et l'équipe de *La Décroissance*. L'historien François Jarrige analyse « *l'automatisation des activités dans lesquelles les humains et les fonctions cognitives étaient jusque-là considérés comme indispensables* ». (Avril, mensuel, 2,50 euros. – 52, rue Crillon, BP 36006, 64411 Lyon Cedex 06.)

❑ **RÉSEAUX.** Noter, classer, évaluer, commenter les biens et les services : tâches naguère dévolues à une critique professionnelle, mais effectuées de plus en plus souvent en ligne, par des amateurs. Qui sont ces évaluateurs et comment jugent-ils ? (Vol. 32, n° 183, janvier-février, bimestriel, 25 euros. – La Découverte, Paris.)

❑ **ETUDES MARXISTES.** Le chômage à Bruxelles, où il apparaît que 20,6 % de la population est à la recherche d'un emploi. Une vision alternative du droit au logement en Belgique. Syriza, principale force de la gauche grecque : compromis social-démocrate ou compromission ? (N° 105, janvier-mars, trimestriel, 7,50 euros. – 68, rue de la Caserne, 1000 Bruxelles, Belgique.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

* Directeur de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). Auteur de l'essai *En cherchant Majorana. Le physicien absolu*, Flammarion - Les Equateurs, Paris, 2013.

Pour une place au soleil

PAR LAURENT CORDONNIER *

« Quand Smithski arriva au café des Courtiers, vers 18 h 30, il restait encore quelques places libres en terrasse. Il consulta la borne informatique avant de s’installer. Les dernières places étaient encore en vente au prix d’émission de la séance de l’après-midi, soit 150 livres. C’était plus cher qu’hier – l’arrivée du printemps augmentait presque mécaniquement la demande –, mais l’éphéméride donnait encore trois bonnes heures d’ensoleillement nominal, ce qui faisait, compte tenu de la fermeture de l’angle de réflexion du soleil dans le Charity Business Building par 270° (au-delà, la tourelle du Grand Hôtel français venait masquer la chute de l’astre), encore deux bonnes heures d’ensoleillement réel en terrasse.

Cela lui laissait espérer une revente correcte d’ici une petite heure, si l’affluence se maintenait. Il suffisait de saisir le moment opportun.

Il avisa une table libre dans le secteur qui devait rester, selon ses estimations, le plus longtemps ensoleillé. Une fois assis, il introduisit sa carte électronique dans le terminal disposé sur la petite console articulée qui faisait office de desserte, sur le flanc droit de son fauteuil. Son titre de location s’afficha aussitôt et glissa sur sa tablette. L’écran fut libéré pour afficher la carte des consommations. Au café des Courtiers, le prix des consommations s’affichait en temps réel, et l’on pouvait même contracter à terme, à l’échéance d’une heure, si on le souhaitait. (...)

Smithski terminait à peine sa commande – un café caféiné, avec de la crème blanche – quand il aperçut, en levant le nez de son écran, Bob Husrieh, une vieille connaissance. Ce dernier l’avait déjà repéré, à ce qu’il semblait. Il se dirigeait sans hésiter vers sa table. (...)

– Salut Philippe, lança-t-il en rajustant son veston sur ses épaules.

– Salut Bob, ça me fait plaisir de te voir... Toujours la forme olympique, hein ?

Smithski comprit, à la mine renfrognée de son camarade et à son nez plissé, qu’il venait de commettre un impair. A vrai dire, il savait lequel.

– Décidément, Philippe, tu ne changeras jamais !, protesta Bob. Je crois même que tu le fais exprès. Tu sais bien que mon prénom est Ronald, maintenant. Je pourrais t’attaquer pour crime de lèse-identité, tu sais, surtout que j’ai affaire à un multirécidiviste !

Il ne plaisantait qu’à moitié. Ronald avait dépensé une fortune pour se payer ce prénom du haut de la liste, parmi les cinq ou six prénoms les plus cotés, et il avait réussi à financer cet investissement, à l’époque bien au-dessus de ses moyens, en intentant une belle série de procès pour crime de lèse-identité à de

* Economiste. Auteur du roman d’anticipation *La Liquidation* (Les Liens qui libèrent, Paris, 368 pages, 22 euros, en librairies le 7 mai), dont ce texte est extrait.

maladroites mais fortunées victimes d’étourderies à répétition. Les dommages et intérêts qu’il était parvenu à leur extorquer, avec l’aide d’un avocat parmi les plus pointus en matière d’affaires familiales, avaient suffi à rentabiliser son opération. Pour sa part, Smithski pensait que le semblant d’amitié que lui portait Ronald pouvait lui épargner ce genre de désagrément. Il n’en était pas complètement sûr, mais de toute façon il ne pouvait renoncer à ces taquineries. La moue d’enfant contrarié de Ronald était dans ces circonstances un encouragement.

– Je te prie de m’excuser, Ronald, reprit Smithski, mais je n’ai pas la tête à ce que je fais, ce soir. (...)

La terrasse du café s’était peu à peu remplie. Il ne restait, semblait-il, plus aucune place libre. Smithski observa le prix grimper sur le moniteur de sa tablette. Il fit un bond à 195 livres, avant de se stabiliser pour quelques instants à 175.

– Je crois que d’ici quelques minutes nous allons faire des affaires, se réjouit Ronald.

Il se leva soudain de sa chaise et fit prestement le tour de la table pour venir s’accroupir à côté de Smithski. Il posa un coude sur son fauteuil, la main droite à portée de la console informatique, et resta ainsi un bon moment, les yeux rivés à l’écran, hypnotisé par les informations qui défilaient sous ses yeux.

Smithski se méfiait de ce qu’il mijotait. Ronald était capable de tout pour empocher la moindre livre. Même par jeu. La seule frontière qu’il mettait entre son travail et ses loisirs était un petit sillon imaginaire qui départageait les vraies chances d’enrichissement et les petites occasions de gain.

– J’espère, Ronald, que tu n’es pas en train de chercher à revendre nos places, s’agaça Smithski. Je n’ai pas la moindre envie de partir d’ici, pour l’instant...

– Ne t’inquiète pas. Je parie que ça va encore monter pendant un petit moment. S’il nous reste au moins une heure et demie d’ensoleillement, on peut compter que la baisse n’interviendra pas avant une petite heure. J’achète dix places au comptant, à 175, et je laisse un ordre de vente à 190. On va bien voir. (...)

En regagnant sa place, il jeta un coup d’œil circulaire sur la terrasse. D’un petit mouvement du menton, il invita Smithski à pointer son regard quelques tables plus loin.

– Elles doivent être à moi, ces cinq places libres, se réjouit Ronald. Vu le nombre de clients qui poireautent, ça ne devrait pas tarder à grimper. Ils meurent d’envie de s’asseoir, je le sens... Pas toi ? Tu vas voir, ils vont sortir leurs billets, conclut-il d’un air satisfait.

Ronald aimait ponctuer son discours de quelques formules imagées, tombées depuis longtemps en désuétude. Il pensait sans doute que cela lui donnait un air



NATALIA DE MELLO. – « j’tapLDkej’pe » pour MétamorphoZ, 2004 (Exposition du 16 mai au 28 juin, Jossa Gallery, Bruxelles)

cultivé. Sa référence aux billets de banque, un moyen de paiement antédiluvien dont personne n’avait jamais entendu parler, était de celles-là.

Après ce petit épisode, Ronald s’apaisa un moment. Il se laissa absorber par le défilement des spots publicitaires sur la façade du Charity Business Building. Sur l’écran géant, une femme se massait la poitrine avec une crème destinée à faire grossir les seins. Au bout de quelques secondes de ce voluptueux massage, sa poitrine commença à gonfler et son buste afficha bientôt une puissance et une fermeté irrésistibles.

L’image s’immobilisa un instant sur cette prouesse.

Une voix off, féminine, suave, garantissait que ce produit pouvait considérablement améliorer le quotient d’attraction sexuelle de ses utilisatrices, même après 60 ans. A en juger par la transformation qu’avait subie le torse de la créature en question, il n’était pas douteux en effet qu’elle eût pu obtenir un reclassement en catégorie cinq. C’était la cotation maximale sur l’échelle des quotients sexuels attribués par les services fiscaux. Il était, pour cette raison même, difficile de croire à ce miracle. La rentabilité d’un tel investissement eût été tellement évidente (le pot de crème coûtait 120 livres) que toutes les femmes seraient déjà pourvues de ce tour de poitrine, ce qui n’était visiblement pas le cas. (...)

Tout en disant cela, Ronald avait déroulé machinalement sa tablette et l’avait mise en route. Il fit venir à l’écran une page de transfert et sélectionna la caméra aux alentours qui fournissait la meilleure prise de vues. Leurs visages apparurent à l’écran. C’était la caméra perchée sur la borne d’oxygène de secours, de l’autre côté du parvis, au coin où se terminait la terrasse, qui les fixait.

– Je vais mettre deux ou trois minutes de bobine à mon fils, marmonna Ronald, ça lui fera plaisir.

Il approcha de sa bouche la pastille du microphone et marqua un temps d’hésitation.

– Au fait, ça ne te dérange pas que ta trombine apparaisse aussi sur la pellicule ? Ou tu veux que je recadre ?

– Ne t’en fais pas, répondit Smithski. J’ai un badge C. Tu peux vérifier. Fais un aperçu, avant d’envoyer...

– Un badge C ? , s’étrangla Ronald. T’as vraiment de l’argent à foutre en l’air ? Qu’est-ce que tu cherches à protéger avec ton badge C ? Ta vie privée de star traquée par les foules ? Décidément, Philippe, tu resteras toujours hors normes. Remarque, c’est peut-être pour cela que j’apprécie ta compagnie.

Vérification faite, le visage de Ronald apparaissait seul à l’écran, celui de Smithski étant parfaitement gommé, et remplacé à l’arrière-plan par les tablées qui se dressaient derrière eux. Comme si Smithski n’était pas présent au café des Courtiers à cette heure, et comme si Ronald y était attablé seul. Un badge C rendait en effet son propriétaire invisible sur l’ensemble du réseau. L’inconvénient était qu’il fallait acquitter une forte redevance pour en bénéficier. (...)

Une grosse majorité des gens étaient munis d’un badge B, et un petit quart, d’un badge A. Ce dernier était en quelque sorte l’opposé du C. Avec un badge A, on pouvait vous suivre à la trace, sur commande. Quand un cybernaut observait une cible dotée d’un badge A, il pouvait la “fixer”, comme on disait. Cela permettait de la suivre, sans interruption, quel que soit son itinéraire. Le système sélectionnait automatiquement la caméra offrant le meilleur angle, pour fournir à l’utilisateur une exposition optimale de la cible. Ainsi était-il possible de pister celle-ci sans effort, en temps réel, au rythme des cent vingt-cinq images par seconde débitées par le réseau, en très haute définition. (...) La plupart des détenteurs d’un badge A acceptaient en effet que leur appartement soit équipé de caméras, jusque dans leur chambre ou même leur salle de bains. C’était là pour eux tout l’intérêt de ces badges. Outre la satisfaction personnelle que leur procurait le comptage des “fixés”, le but de l’opération était bien entendu les droits d’image que cela pouvait leur rapporter. Le système du fil d’Ariane leur permettait de capter des spectateurs et de fixer leur attention pendant un moment. Les droits d’image étaient proportionnels au nombre de spectateurs et au temps de connexion. Chacun restait cependant libre de fixer son prix par seconde d’exposition. Mais, en gros, le prix que l’on pouvait réclamer et les revenus que l’on pouvait récolter au total, avec un badge A, étaient assez bien corrélés avec le quotient d’attraction sexuelle du détenteur du badge et la bonne volonté qu’il mettait à s’exposer. (...)

Smithski songeait à tout cela pendant que Ronald peaufinait le message pour son fils. Quand il eut terminé, Ronald s’enquit du cours des places qu’il avait achetées. La cote affichait maintenant 189 livres. Quelques secondes plus tard, elle passa à 190. La transaction s’exécuta immédiatement.

Ronald jubilait. Il venait d’empocher une plus-value de 150 livres.

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Courrier des lecteurs. – Coupures de presse. – Soixante ans.
PAGE 3 :	Rapprocher le micro de la fenêtre, par DANIEL MERMET .
PAGES 4 ET 5 :	« Le Rouge et le Vert » s’écrit à Grenoble, par PHILIPPE DESCAMPS . – Ce que s’abstenir veut dire, suite de l’article de CÉLINE BRACONNIER ET JEAN-YVES DORMAGEN .
PAGES 6 ET 7 :	Moscou entre jeux d’influence et démonstration de force, par JEAN RADYANYI .
PAGES 8 ET 9 :	Eurasie, le « choc des civilisations » version russe, par JEAN-MARIE CHAUVIER . – Le mythe de l’invasion arabo-musulmane, par RAPHAËL LOGIER .

PAGE 10 :	Israël déconcerté par la guerre en Syrie, par NIR BOMS ET ASAF HAZANI .
PAGE 11 :	La grande peur de l’Arabie saoudite, par ALAIN GRESH .
PAGE 12 :	Au Rwanda, la tradition instrumentalisée, par THOMAS RIOT .
PAGES 13 À 17 :	DOSSIER : L’INDE, UN GÉANT AUX URNES. – Espoirs de l’« homme ordinaire », par NAÏKÉ DESQUESNES . – Affairisme et racisme au pays de Gandhi, par CLEA CHAKRAVERTY . – A l’ombre des massacres de 2002, par CHRISTOPHE JAFFRELOT . – Une presse populaire qui ignore le peuple, par BENJAMIN FERNANDEZ .
PAGES 18 ET 19 :	En Amérique latine, la droite contrainte de s’inventer un discours social, par GRACE LIVINGSTONE . – « J’ai dû te dénoncer... », par EDUARDO GRALEANO .
PAGES 20 ET 21 :	Le Parti québécois sanctionné pour ses errements politiques, par JEAN-FRANÇOIS NADEAU . – Au Canada, la fin de la résignation pour les peuples autochtones, par PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER .

PAGES 22 ET 23 :	L’universalisme, une arme pour la gauche, suite de l’article de VIVEK CHIBBER .
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Gouverneurs de la rosée », de Jacques Roumain, par CHRISTOPHE BACONIN . – « Rédemption », de Matt Lennox, par HUBERT ARTUS . – Okinawa, les bases de la discorde, par EMILIE GUYONNET . – L’oreille des puissants, par RENAUD LAMBERT . – La part rebelle du monde, par JEAN HARDOUIN-DOMPNIER . – Fortune de mer, par EVELYNE PIELLER . – Lumières à l’horizon, par BORIS SÉMÉNIAKO . – Dans les revues.
PAGE 27 :	Une pensée explosive, par ETIENNE KLEIN .